



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités

sese
indicateurs

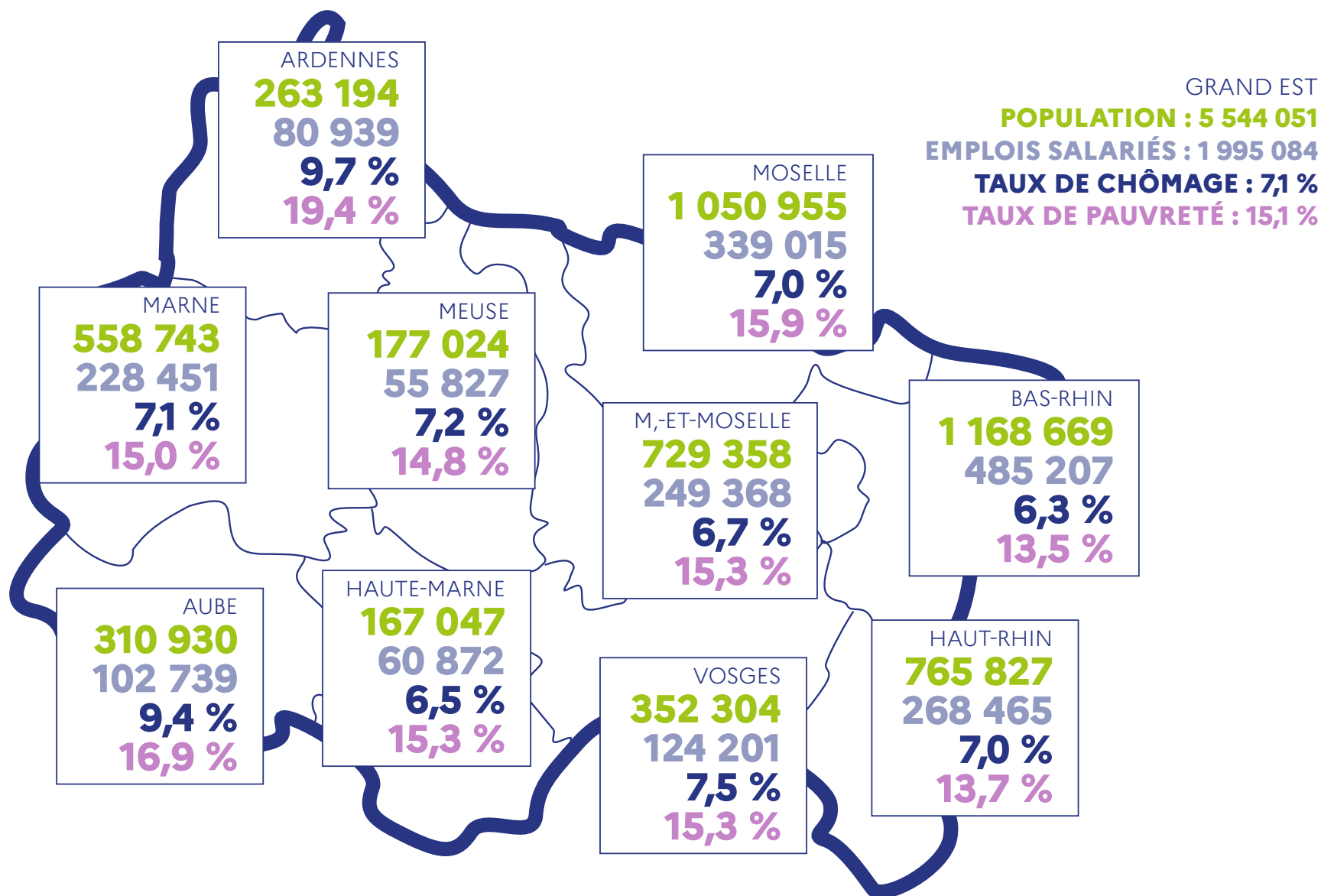
PORTRAIT^{DE} TERRITOIRES



**POPULATION EMPLOI MARCHÉ DU TRAVAIL PAUVRETÉ
PRÉCARITÉ TISSU PRODUCTIF POLITIQUES DE L'EMPLOI
POLITIQUES DE SOLIDARITÉ COMMERCE EXTÉRIEUR**

CHIFFRES CLÉS.....	4
POPULATION.....	5
ÉVOLUTION DE LA POPULATION 2015-2021 SELON LES RÉGIONS	6
ÉVOLUTION 2015-2021 DE LA POPULATION SELON LES EPCI	7
STRUCTURE DE LA POPULATION	8
ÉVOLUTION DE LA POPULATION	9
SOLDE NATUREL ET MIGRATOIRE	10
PYRAMIDE DES ÂGES ET POPULATION PAR TRANCHE D'ÂGE	11
RÉPARTITION DE LA POPULATION DE 15 À 64 ANS	12
EMPLOI	13
EMPLOI SALARIÉ SELON LES SECTEURS D'ACTIVITÉ	14
ÉVOLUTION DE L'EMPLOI 2009-2020 SELON LES RÉGIONS ET RÉPARTITION ENTRE SPHÈRE PRODUCTIVE ET PRÉSENTIELLE.....	15
ÉVOLUTION DE L'EMPLOI 2009-2020 SELON LES DÉPARTEMENTS ET RÉPARTITION ENTRE SPHÈRE PRODUCTIVE ET PRÉSENTIELLE	16
ÉVOLUTION 2009-2020 DE L'EMPLOI SELON LES EPCI.....	17
ÉVOLUTION DE L'INTÉRIM.....	18
ÉVOLUTION DE L'INTÉRIM SELON LE SECTEUR A38.....	19
TAUX D'ACTIVITÉ ET D'EMPLOI	21
RÉPARTITION DES ACTIFS OCCUPÉS SELON LE DOMAINE PROFESSIONNEL	23
DENSITÉ AU KM ² D'ACTIFS OCCUPÉS.....	25
DENSITÉ AU KM ² D'EMPLOIS	25
ÉQUILIBRE ENTRE ACTIFS OCCUPÉS ET EMPLOIS PAR CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE	26
ÉQUILIBRE ENTRE ACTIFS OCCUPÉS ET EMPLOIS PAR ARRONDISSEMENT	27
ATTRACTIVITÉ ET INTENSITÉ DES DÉPLACEMENTS DOMICILE - TRAVAIL	28
ATTRACTIVITÉ ET INTENSITÉ DES DÉPLACEMENTS DOMICILE - TRAVAIL PAR ARRONDISSEMENT	29
FLUX INTERNES ET EXTERNES	30
FLUX DOMICILE - TRAVAIL ENTRE LES PRINCIPAUX EPCI.....	31
RÉPARTITION DES TRAVAILLEURS FRONTALIERS SELON LES ARRONDISSEMENTS.....	32
LES FRONTALIERS SELON LE PAYS DE TRAVAIL	33
EFFECTIFS DE TRAVAILLEURS DÉTACHÉS SELON LES RÉGIONS.....	38
TOP 10 SELON LA NATIONALITÉ DES TRAVAILLEURS DÉTACHÉS	39
TOP 10 SELON LE PAYS D'ORIGINE DES ENTREPRISES	40
TOP 5 DES SECTEURS D'ACTIVITÉ DES TRAVAILLEURS DÉTACHÉS	41
MARCHÉ DU TRAVAIL	42
ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CATÉGORIE A) 2023-2024 SELON LES RÉGIONS	43
ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CATÉGORIES ABC) 2023-2024 SELON LES RÉGIONS.....	44
RÉPARTITION DES DEMANDEURS D'EMPLOI SELON LES CATÉGORIES	45
PART DE DEMANDEURS D'EMPLOI SELON LES CATÉGORIES.....	45
ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI SELON LA TRANCHE D'ÂGE ET LE SEXE.....	46
DEMANDEURS D'EMPLOI CAT. A / CAT. ABC PAR EPCI	47
RÉPARTITION DES DEMANDEURS D'EMPLOI SELON L'ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION	48
PART DE LA DEMANDE D'EMPLOI SELON L'ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION.....	49
ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI SELON L'ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION.....	49
RÉPARTITION DES DEMANDEURS D'EMPLOI SELON L'ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION ET LA TRANCHE D'ÂGE	50
TAUX DE CHÔMAGE ANNUEL MOYEN.....	51
ÉVOLUTION 2015-2024 DU TAUX DE CHÔMAGE ANNUEL MOYEN	52
ÉVOLUTION DU TAUX DE CHÔMAGE	53

PAUVRETÉ - PRÉCARITÉ	54
NIVEAU DE VIE	55
TAUX DE PAUVRETÉ À 60 %	56
TAUX DE PAUVRETÉ À 60 % SELON LE TYPE DE MÉNAGE	57
INDICATEURS DE PAUVRETÉ	58
LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE	59
TAUX DE PAUVRETÉ DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE	60
TAUX D'EMPLOI DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE	61
TISSU PRODUCTIF	62
ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS PAR TRANCHE D'EFFECTIF ET SECTEUR A38	63
RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS EN 5 GRANDS SECTEURS	65
RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS SELON LEUR TAILLE	66
CRÉATION D'ÉTABLISSEMENTS 2015-2024	67
ÉVOLUTION DU NOMBRE DE CRÉATIONS D'ÉTABLISSEMENTS 2015-2024	68
ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES 2013-2024 SELON LES DÉPARTEMENTS	69
ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES 2013-2024 SELON LES SECTEURS D'ACTIVITÉ	70
SPÉCIFICITÉS SECTORIELLES (GRAND EST / FRANCE MÉTROPOLITAINE) ET VOLUME D'EMPLOI PAR SECTEUR	71
TOP 25 DES PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS DU SECTEUR PRIVÉ	72
PRÉSENCE DES SALARIÉS SELON LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ ET LES EPCI	73
POLITIQUES DE L'EMPLOI	74
ENTRÉES EN PACEA ET CONTRAT D'ENGAGEMENT JEUNE	75
RÉPARTITION PAR SEXE ET TRANCHE D'ÂGE DES JEUNES ENTRÉS EN PACEA ET EN CONTRAT D'ENGAGEMENT JEUNE	76
LOCALISATION DES STRUCTURES DE L'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (IAE) PAR EPCI	77
NOMBRE DE CONTRATS À DURÉE DÉTERMINÉE EN ATELIER OU CHANTIER D'INSERTION (ACI)	78
NOMBRE DE CONTRATS À DURÉE DÉTERMINÉE EN ENTREPRISE D'INSERTION (EI)	79
NOMBRE DE MISES À DISPOSITION PAR UNE ASSOCIATION INTERMÉDIAIRE (AI)	80
NOMBRE DE MISES À DISPOSITION PAR UNE ENTREPRISE DE TRAVAIL TEMPORAIRE D'INSERTION (ETTI)	81
NOMBRE DE CONTRATS PARCOURS EMPLOI COMPÉTENCES (PEC)	82
NOMBRE DE CONTRATS UNIQUE D'INSERTION / CONTRAT INITIATIVE EMPLOI (CUI-CIE)	83
NOMBRE DE CONTRATS D'APPRENTISSAGE	84
POLITIQUES DE SOLIDARITÉ	85
ALLOCATAIRES DU REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE	86
ALLOCATION DE SOLIDARITÉ SPÉCIFIQUE	87
ALLOCATIONS DU MINIMUM VIEILLESSE (ASV ET ASPA)	88
PRIME D'ACTIVITÉ	89
AIDE SOCIALE À L'ENFANCE	90
AIDE SOCIALE AUX PERSONNES HANDICAPÉES	91
AIDE SOCIALE AUX PERSONNES ÂGÉES	92
SURENDETTEMENT DES MÉNAGES	93
PRÉCARITÉ DE LOGEMENT	93
DROIT AU LOGEMENT OPPOSABLE	94
COMMERCE EXTÉRIEUR	95
POSITIONNEMENT DU GRAND EST PARMIS LES RÉGIONS FRANÇAISES	96
LE COMMERCE EXTÉRIEUR SELON LES DÉPARTEMENTS	97
ÉVOLUTION DES CHIFFRES DU COMMERCE EXTÉRIEUR	98
LES 15 PRINCIPAUX PAYS PARTENAIRES	99
LES 20 PRINCIPAUX PRODUITS ÉCHANGÉS	100
SPÉCIFICITÉ (GRAND EST / FRANCE MÉTROPOLITAINE) ET MONTANTS (EN MILLIONS D'€) DES ÉCHANGES SELON LES PAYS	101
SPÉCIFICITÉ (GRAND EST / FRANCE MÉTROPOLITAINE) ET MONTANTS (EN MILLIONS D'€) DES ÉCHANGES SELON LES PRODUITS	102



Sources : Insee - Nombre d'habitants selon les estimations de population 2025 - Nombre d'emplois salariés selon les estimations trimestrielles d'emplois au 4^e trimestre 2024 - Taux de chômage localisés du 4^e trimestre 2024 - Taux de pauvreté à 60 % en 2021

La région Grand Est compte 5 544 100 habitants début janvier 2025, dont 2 834 900 femmes et 2 709 200 hommes. Elle se classe au 6^e rang des régions françaises les plus peuplées et pèse 8,4 % de la population métropolitaine. Le vieillissement de la population est légèrement plus élevé dans la région qu'en Métropole. En particulier, les seniors âgés d'au moins 50 ans pèsent plus dans la région, avec une part de 41 % dans la population totale, contre 40 % en Métropole ; les jeunes de moins de 15 ans sont, au contraire, légèrement moins nombreux (18 % contre 18,7 % en Métropole).

Sur les dix dernières années, la population du Grand Est se réduit très faiblement (-0,3 %, soit -15 000 habitants). Elle se distingue ainsi des régions ayant des dynamiques démographiques importantes (+10 % en Corse ou +7 % en Occitanie), et se rapproche de celles enregistrant des baisses (-0,6 % dans les Hauts-de-France ou -1 % en Bourgogne-Franche-Comté). Le Bas-Rhin se démarque par une hausse (+4,7 %), gagnant 52 011 habitants sur ces dix ans, suivi ensuite par l'Aube et la Moselle (+0,6 %) et le Haut-Rhin (+0,4 %). Les départements les moins peuplés, tels que les Ardennes, la Meuse, la Haute-Marne et

les Vosges enregistrent des baisses, d'au moins 5 % entre 2015 et 2025.

Le Grand Est a une densité de population moyenne de 97 habitants par km² en 2025, inférieure à celle de la Métropole (122 hab./km²). Les densités départementales sont très variables, comprises entre 27 hab./km² et 243 hab./km² (soit 9 fois plus). Dans les territoires à forte ruralité, elle dépasse rarement 50 hab./km², notamment en Haute-Marne et dans la Meuse. A contrario, elle demeure supérieure à la densité métropolitaine en Meurthe-et-Moselle (139 hab./km²), en Moselle (170), et surtout dans le Haut-Rhin (218) et le Bas-Rhin (243). Ces quatre départements concentrent à eux seuls les deux tiers de la population régionale totale, alors qu'ils ne représentent que le tiers de la superficie du Grand Est. Ils couvrent la plus grande partie de la frontière régionale avec l'étranger : avec l'Allemagne et la Suisse pour les départements alsaciens, l'Allemagne et le Luxembourg pour la Moselle, et le Luxembourg et la Belgique pour la Meurthe-et-Moselle.

Le Grand Est stabilise sa population entre 2015 et 2021

ÉVOLUTION DE LA POPULATION 2015-2021 SELON LES RÉGIONS

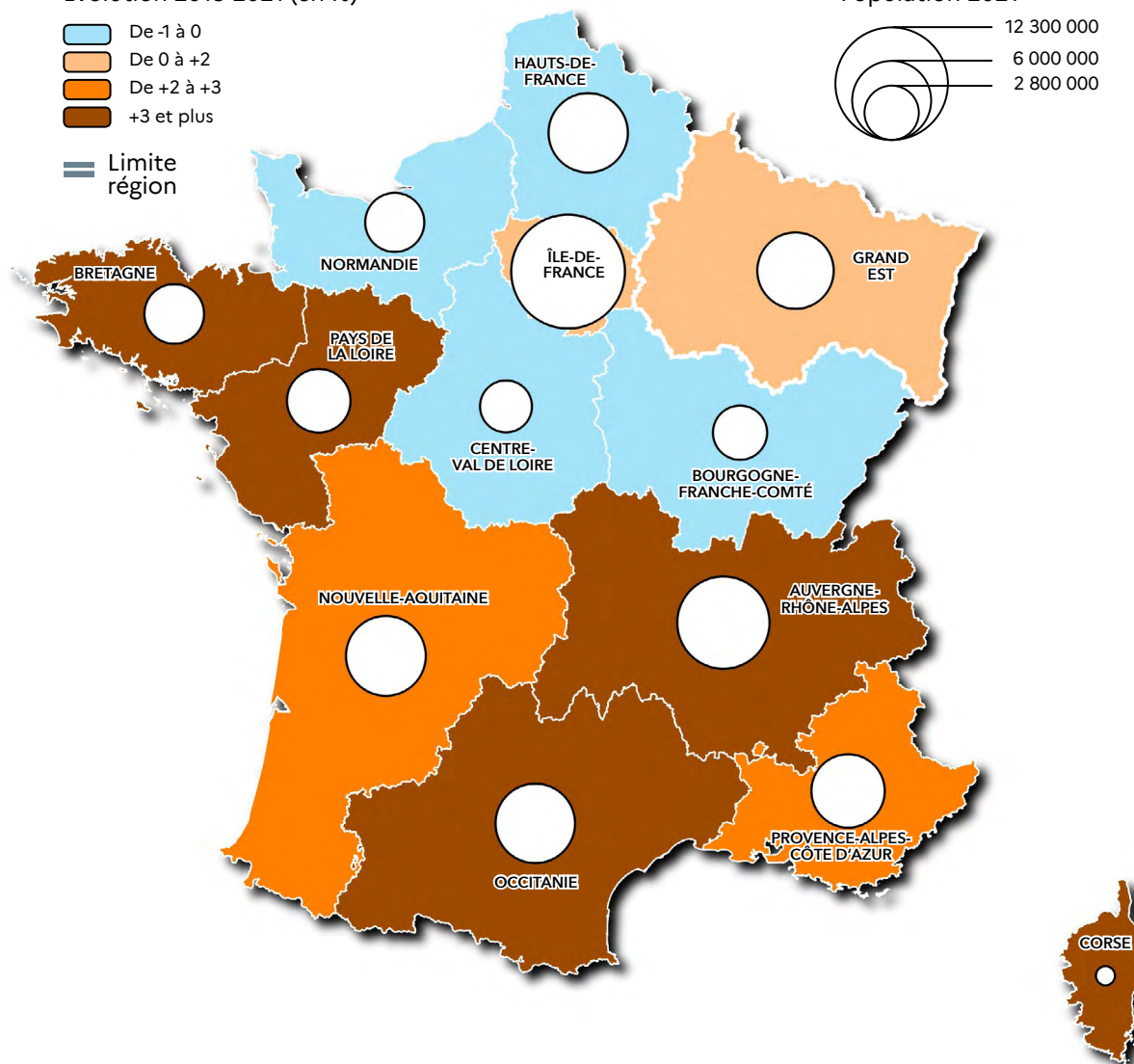
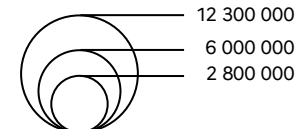
	Population 2015	Population 2021	Évol. (en %)
Île-de-France	12 082 144	12 317 279	1,9
Auvergne-Rhône-Alpes	7 877 698	8 114 361	3,0
Nouvelle-Aquitaine	5 911 482	6 069 352	2,7
Occitanie	5 774 185	6 022 176	4,3
Hauts-de-France	6 009 976	5 995 292	-0,2
Grand Est	5 559 051	5 561 287	0,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5 007 977	5 127 840	2,4
Pays de la Loire	3 718 512	3 853 999	3,6
Bretagne	3 293 850	3 394 567	3,1
Normandie	3 339 131	3 327 966	-0,3
Bourgogne-Franche-Comté	2 820 940	2 800 194	-0,7
Centre-Val de Loire	2 578 592	2 573 303	-0,2
Corse	327 283	347 597	6,2
France métropolitaine	64 300 821	65 505 213	1,9

Évolution 2015-2021 (en %)



Limite région

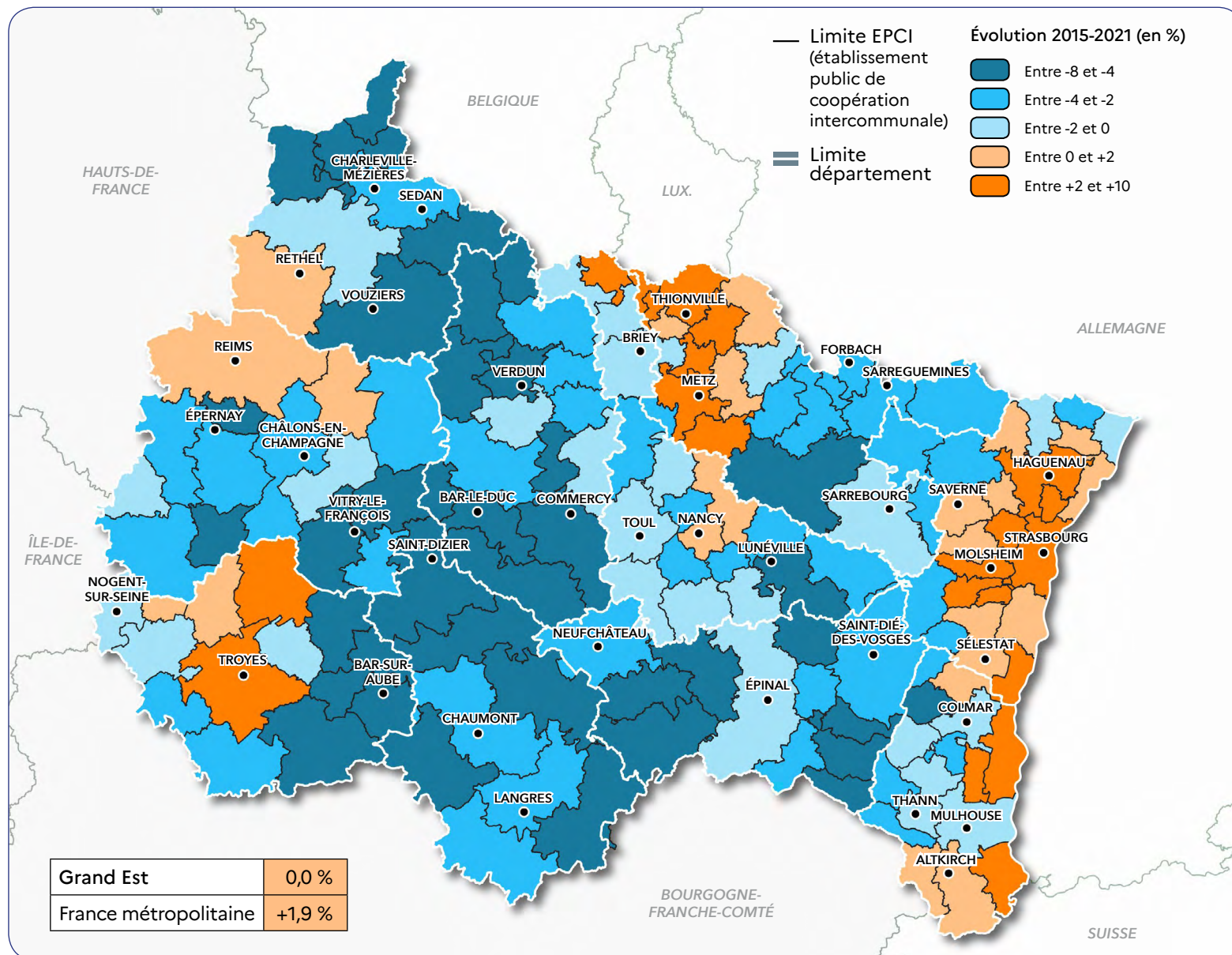
Population 2021



Source : Insee - Recensements de la population 2015 et 2021, exploitation principale

La population progresse essentiellement sur une partie de la bande frontalière ainsi qu'autour de Troyes

ÉVOLUTION 2015-2021 DE LA POPULATION SELON LES EPCI



Source : Insee - Recensements de la population 2015 et 2021, exploitation principale

Progression de la population dans le Bas-Rhin, l'Aube, la Moselle et le Haut-Rhin.

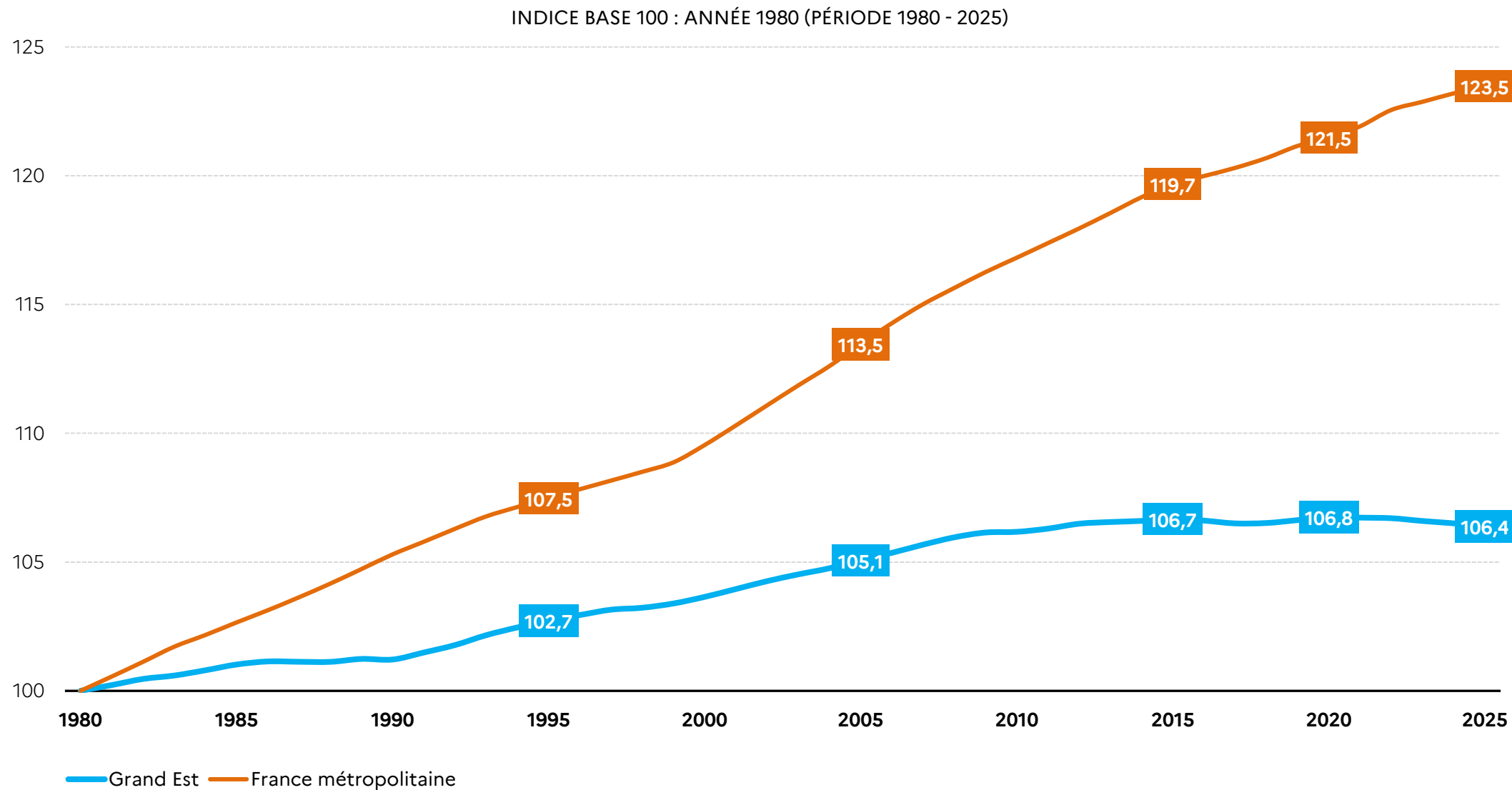
STRUCTURE DE LA POPULATION

	1985		1995		2005		2015		2025	
	Population	Part (en %)	Population	Part (en %)	Population	Part (en %)	Population	Part (en %)	Population	Part (en %)
Ardennes	301 099	5,7	293 368	5,5	286 425	5,2	277 752	5,0	263 194	4,7
Aube	290 852	5,5	292 575	5,5	298 483	5,5	309 056	5,6	310 930	5,6
Marne	551 665	10,5	564 908	10,6	565 675	10,3	572 293	10,3	558 743	10,1
Haute-Marne	210 183	4,0	199 263	3,7	188 817	3,4	179 154	3,2	167 047	3,0
Meurthe-et-Moselle	722 396	13,7	717 273	13,4	723 797	13,2	734 403	13,2	729 358	13,2
Meuse	199 691	3,8	194 887	3,6	193 637	3,5	190 626	3,4	177 024	3,2
Moselle	1 010 567	19,2	1 019 421	19,0	1 034 768	18,9	1 044 486	18,8	1 050 955	19,0
Bas-Rhin	928 939	17,6	994 932	18,6	1 071 160	19,6	1 116 658	20,1	1 168 669	21,1
Haut-Rhin	656 899	12,5	692 543	12,9	732 242	13,4	762 607	13,7	765 827	13,8
Vosges	391 658	7,4	383 907	7,2	380 266	6,9	372 016	6,7	352 304	6,4
Grand Est	5 263 949	100,0	5 353 077	100,0	5 475 270	100,0	5 559 051	100,0	5 544 051	100,0

Source : Insee - Estimations de population 2025

En 45 ans, la population a cru de 6,4 % dans le Grand Est, et de 23,5 % en France métropolitaine

ÉVOLUTION DE LA POPULATION

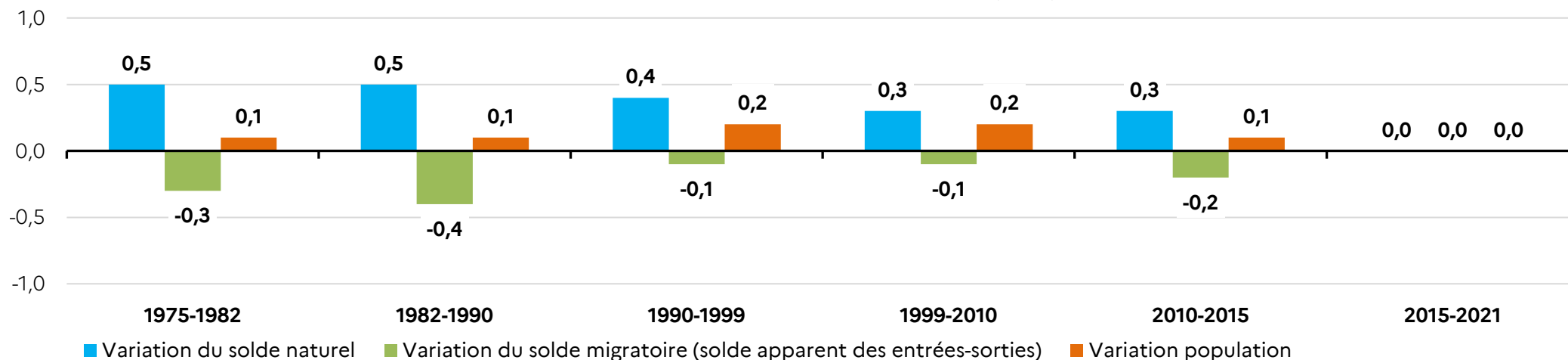


Source : Insee - Estimations de population 2025

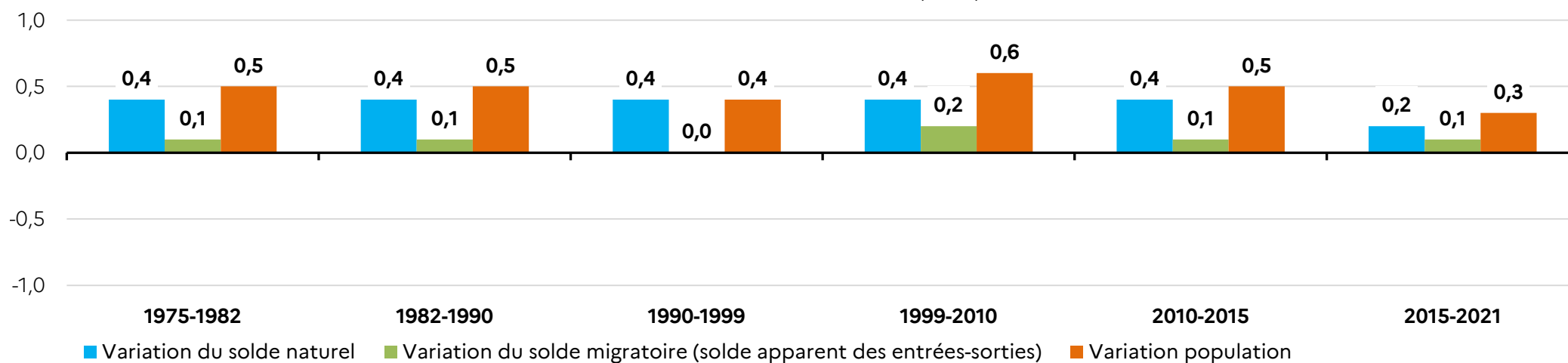
Entre 2015 et 2021, le solde naturel est nul, tout comme celle du solde migratoire

SOLDE NATUREL ET MIGRATOIRE

TAUX ANNUEL MOYEN DE VARIATION DE LA POPULATION (EN %) - **GRAND EST**



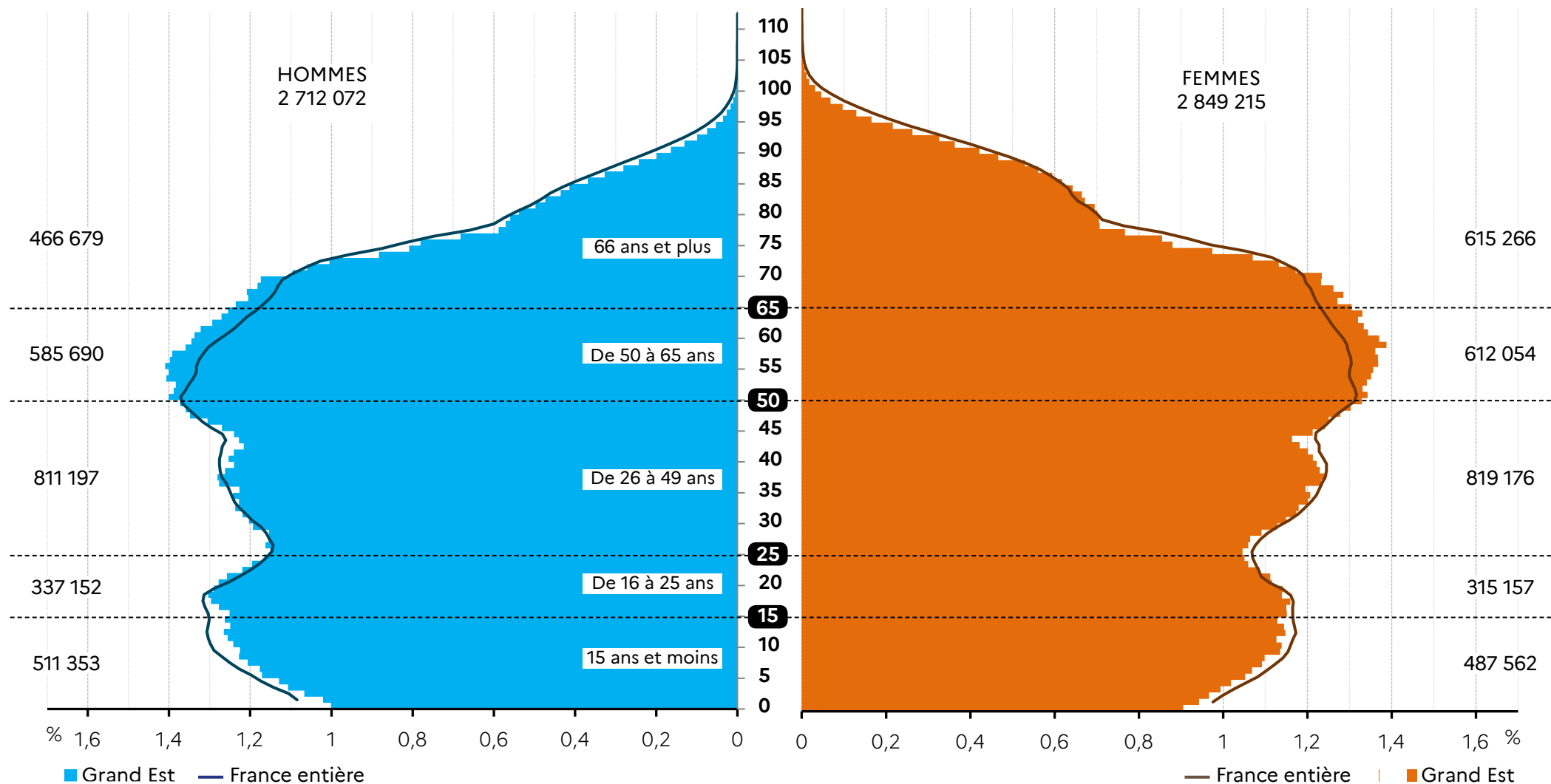
TAUX ANNUEL MOYEN DE VARIATION DE LA POPULATION (EN %) - **FRANCE MÉTROPOLITAINE**



Sources : Insee - Recensements de la population 2021, exploitation principale, Etat civil

Un déficit de jeunes de moins de 18 ans dans le Grand Est comparativement à l'ensemble de la France métropolitaine

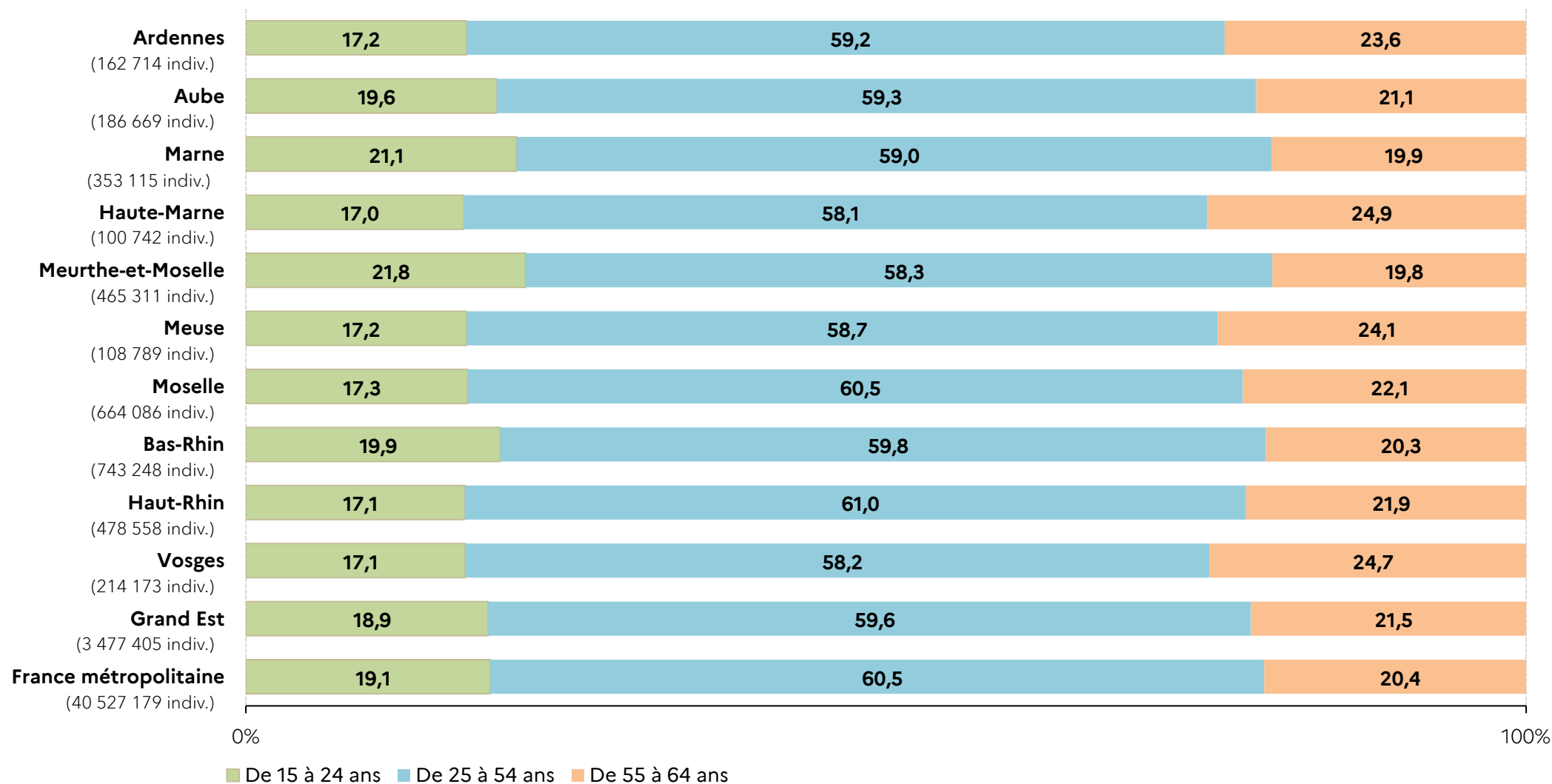
PYRAMIDE DES ÂGES ET POPULATION PAR TRANCHE D'ÂGE



Source : Insee - Recensement de la population 2021, exploitation principale

Parmi la population de 15 à 64 ans, davantage de seniors dans le Grand Est, et en particulier dans les Vosges, la Haute-Marne, la Meuse et les Ardennes

RÉPARTITION DE LA POPULATION DE 15 À 64 ANS



Source : Insee - Recensement de la population 2021, exploitation principale / Champ : Individus âgés de 15 à 64 ans

Sur le front de l'emploi, l'année 2024 succède aux trois années post-Covid de reprise économique et de croissance de l'emploi (+2,6 % en 2021, +0,7 % en 2022, puis +0,5 % en 2023). L'emploi salarié dans le Grand Est diminue légèrement (-0,5 %) en 2024, avec une baisse dans les secteurs de l'industrie, de la construction et de l'intérim. Fin 2024, le Grand Est comptabilise environ 2 millions d'emploi salarié.

Sur dix ans, entre 2014 et 2024, l'emploi progresse dans la région (+3,3 %) et en métropole (+9,7 %). Cet écart entre la région et la Métropole demeure en partie lié à la dynamique de population, laquelle est moins positive sur cette période dans le Grand par rapport au niveau national, et à la structure de l'emploi : le tertiaire marchand pèse moins dans la région (39,8 % de l'emploi salarié total, contre 46,7 % en Métropole) et, à l'inverse, le poids de l'industrie reste plus élevé (15,4 % en Grand Est, contre 12,1 % en Métropole). Or, l'emploi tertiaire marchand progresse sur dix ans (+9,5 %), tandis que l'emploi industriel se replie (-7,4 %), en raison notamment de sa baisse dans la fabrication de matériels de transport (-27,1 % sur 11 ans). L'agriculture (+17,0 %) et l'intérim (+12,8 %) sont les secteurs dont l'emploi salarié progresse le plus sur dix ans. L'emploi dans

la construction croît légèrement (1,4 %) dans la région, et plus significativement en Métropole (+5,7 %).

En 2021, les taux d'activité et d'emploi (74,3 % et 65,4 %) de la population en âge de travailler sont légèrement inférieurs aux taux nationaux (74,9 % et 66,1 %). Pour les seniors de 55 à 64 ans, l'écart avec la Métropole est plus élevé : ils ont un taux d'emploi de 53,4 % en Métropole et de 51,0 % dans le Grand Est. Pour les 15-24 ans, le taux d'emploi est supérieur dans le Grand Est (33,4 %) par rapport à la France métropole (31,9 %).

Le travail frontalier reste très présent dans la région : plus de 190 300 travailleurs frontaliers résident dans le Grand Est en 2020. Près d'un actif occupé sur douze résidant dans la région fait ainsi quotidiennement la navette de son lieu de résidence à son lieu de travail à l'étranger, majoritairement au Luxembourg, mais aussi en Allemagne, en Suisse ou en Belgique (74 % des frontaliers travaillent soit au Luxembourg, soit en Allemagne). Par ailleurs, plus de 40 400 salariés sont détachés en 2024 dans le Grand Est pour effectuer des prestations internationales. Cela place la région en 3^e place pour l'emploi de travailleurs détachés, juste derrière l'Île-de-France.

L'industrie davantage présente dans le Grand Est qu'au niveau métropolitain

EMPLOI SALARIÉ SELON LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

	GRAND EST					FRANCE MÉTROPOLITAINE				
	2014 T4		2024 T4		Évol. (en %)	2014 T4		2024 T4		Évol. (en %)
	Effectif	Part (en %)	Effectif	Part (en %)		Effectif	Part (en %)	Effectif	Part (en %)	
AGRICULTURE	27 048	1,4	31 655	1,6	17,0	277 791	1,1	322 192	1,2	16,0
INDUSTRIE	330 816	17,1	306 321	15,4	-7,4	3 208 557	13,0	3 270 955	12,1	1,9
Fab. de denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac	56 627	2,9	57 654	2,9	1,8	570 774	2,3	645 691	2,4	13,1
Cokéf. et raff., ind. extrac., énergie, eau, gestion déchets et dépollution	32 051	1,7	32 899	1,6	2,6	394 109	1,6	425 123	1,6	7,9
Fab. d'équipements élect., inform.; fab. de machines	47 514	2,5	46 842	2,3	-1,4	420 165	1,7	419 623	1,6	-0,1
Fab. de matériels de transports	34 756	1,8	25 331	1,3	-27,1	378 807	1,5	365 895	1,4	-3,4
Fab. d'autres produits industriels	159 869	8,3	143 595	7,2	-10,2	1 444 702	5,9	1 414 623	5,2	-2,1
CONSTRUCTION	111 937	5,8	113 513	5,7	1,4	1 409 996	5,7	1 548 452	5,7	9,8
TERTIAIRE MARCHAND HORS INTÉRIM	724 837	37,5	793 696	39,8	9,5	10 987 123	44,5	12 647 259	46,7	15,1
Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	244 851	12,7	255 382	12,8	4,3	3 095 727	12,5	3 389 750	12,5	9,5
Transports et entreposage	98 442	5,1	106 390	5,3	8,1	1 344 844	5,5	1 453 154	5,4	8,1
Hébergement et restauration	72 053	3,7	89 164	4,5	23,7	1 031 452	4,2	1 303 534	4,8	26,4
Information et communication	24 198	1,3	27 695	1,4	14,5	719 248	2,9	918 112	3,4	27,6
Activités financières et d'assurance	49 626	2,6	52 297	2,6	5,4	836 892	3,4	921 092	3,4	10,1
Activités immobilières	13 282	0,7	14 039	0,7	5,7	228 239	0,9	251 129	0,9	10,0
Activités scientifiques et techniques; services admin. et de soutien	140 992	7,3	166 767	8,4	18,3	2 467 567	10,0	3 084 550	11,4	25,0
Autres activités de services	81 392	4,2	81 962	4,1	0,7	1 263 153	5,1	1 325 938	4,9	5,0
INTÉRIM	51 094	2,6	57 656	2,9	12,8	566 626	2,3	711 724	2,6	25,6
TERTIAIRE NON MARCHAND	685 256	35,5	692 243	34,7	1,0	8 219 549	33,3	8 571 164	31,7	4,3
Ensemble	1 930 988	100,0	1 995 084	100,0	3,3	24 669 642	100,0	27 071 746	100,0	9,7

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee

Entre 2009 et 2020, évolution plus défavorable dans la sphère productive que dans la sphère présentielle

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI 2009-2020 SELON LES RÉGIONS ET RÉPARTITION ENTRE SPHÈRE PRODUCTIVE ET PRÉSENTIELLE

(PAR ORDRE CROISSANT D'ÉVOLUTION DE L'EMPLOI TOTAL ENTRE 2009 ET 2020)	EMPLOI TOTAL		EMPLOI SPHÈRE PRODUCTIVE		EMPLOI SPHÈRE PRÉSENTIELLE		Part de la sphère présentielle dans l'emploi total (en %)
	Niveau 2020	Évolution 2009 - 2020 (en %)	Niveau 2020	Évolution 2009 - 2020 (en %)	Niveau 2020	Évolution 2009 - 2020 (en %)	
Bourgogne-Franche-Comté	1 077 212	-4,0	389 182	-5,4	688 031	-3,3	63,9
Grand Est	2 088 840	-3,3	728 294	-6,1	1 360 546	-1,7	65,1
Normandie	982 331	-2,3	359 856	-2,2	622 474	-2,4	63,4
Centre-Val de Loire	1 280 033	-2,3	457 970	-3,6	822 064	-1,5	64,2
Hauts-de-France	2 145 978	-0,8	738 657	-3,1	1 407 321	0,3	65,6
Île-de-France	5 834 798	3,4	2 134 126	6,1	3 700 672	1,8	63,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 958 686	4,4	576 209	9,6	1 382 477	2,4	70,6
Bretagne	1 353 463	4,6	482 459	5,5	871 004	4,1	64,4
Nouvelle-Aquitaine	2 402 098	4,6	799 888	4,4	1 602 211	4,7	66,7
Auvergne-Rhône-Alpes	3 292 307	5,3	1 222 143	5,8	2 070 164	5,1	62,9
Pays de la Loire	1 587 520	7,0	631 637	8,1	955 883	6,3	60,2
Occitanie	2 298 743	8,7	746 763	11,5	1 551 980	7,4	67,5
Corse	137 740	15,4	28 618	20,0	109 122	14,3	79,2
France métropolitaine	26 439 750	2,8	9 295 801	3,4	17 143 949	2,5	64,8

Les sphères présentielle et productive

La partition de l'économie en deux sphères, présentielle et productive permet de mieux comprendre les logiques de spatialisation des activités et de mettre en évidence le degré d'ouverture des systèmes productifs locaux. Elle permet aussi de fournir une grille d'analyse des processus d'externalisation et autres mutations économiques à l'œuvre dans les territoires.

Les activités présentielles sont les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes.

Les activités productives sont déterminées par différence. Il s'agit des activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises de cette sphère.

Source : Insee - Recensements de la population 2009 et 2020, exploitation complémentaire (idem édition 2024)

L'emploi total croît de 3,7 % dans le Bas-Rhin entre 2009 et 2020, plus fortement qu'en Métropole (+2,8 %)

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI 2009-2020 SELON LES DÉPARTEMENTS ET RÉPARTITION ENTRE SPHÈRE PRODUCTIVE ET PRÉSENTIELLE

(PAR ORDRE CROISSANT D'ÉVOLUTION DE L'EMPLOI TOTAL ENTRE 2009 ET 2020)	EMPLOI TOTAL		EMPLOI SPHÈRE PRODUCTIVE		EMPLOI SPHÈRE PRÉSENTIELLE		Part de la sphère présentielle dans l'emploi total (en %)
	Niveau 2020	Évolution 2009 - 2020 (en %)	Niveau 2020	Évolution 2009 - 2020 (en %)	Niveau 2020	Évolution 2009 - 2020 (en %)	
Meuse (55)	62 480	-10,2	21 240	-9,7	41 240	-10,4	66,0
Vosges (88)	133 446	-9,4	46 371	-15,8	87 075	-5,6	65,3
Ardennes (08)	91 235	-9,2	31 660	-14,8	59 575	-5,8	65,3
Haute-Marne (52)	68 747	-9,0	24 365	-14,3	44 382	-5,7	64,6
Moselle (57)	354 161	-6,1	111 290	-8,6	242 871	-5,0	68,6
Meurthe-et-Moselle (54)	257 979	-4,9	75 140	-6,1	182 839	-4,4	70,9
Aube (10)	114 154	-4,2	43 062	-9,2	71 092	-1,0	62,3
Marne (51)	240 020	-2,9	88 064	-6,6	151 957	-0,5	63,3
Haut-Rhin (68)	284 131	-0,9	103 569	-6,2	180 563	2,4	63,5
Bas-Rhin (67)	482 488	3,7	183 535	3,5	298 952	3,8	62,0
Grand Est	2 088 840	-3,3	728 294	-6,1	1 360 546	-1,7	65,1

Les sphères présentielle et productive

La partition de l'économie en deux sphères, présentielle et productive permet de mieux comprendre les logiques de spatialisation des activités et de mettre en évidence le degré d'ouverture des systèmes productifs locaux. Elle permet aussi de fournir une grille d'analyse des processus d'externalisation et autres mutations économiques à l'œuvre dans les territoires.

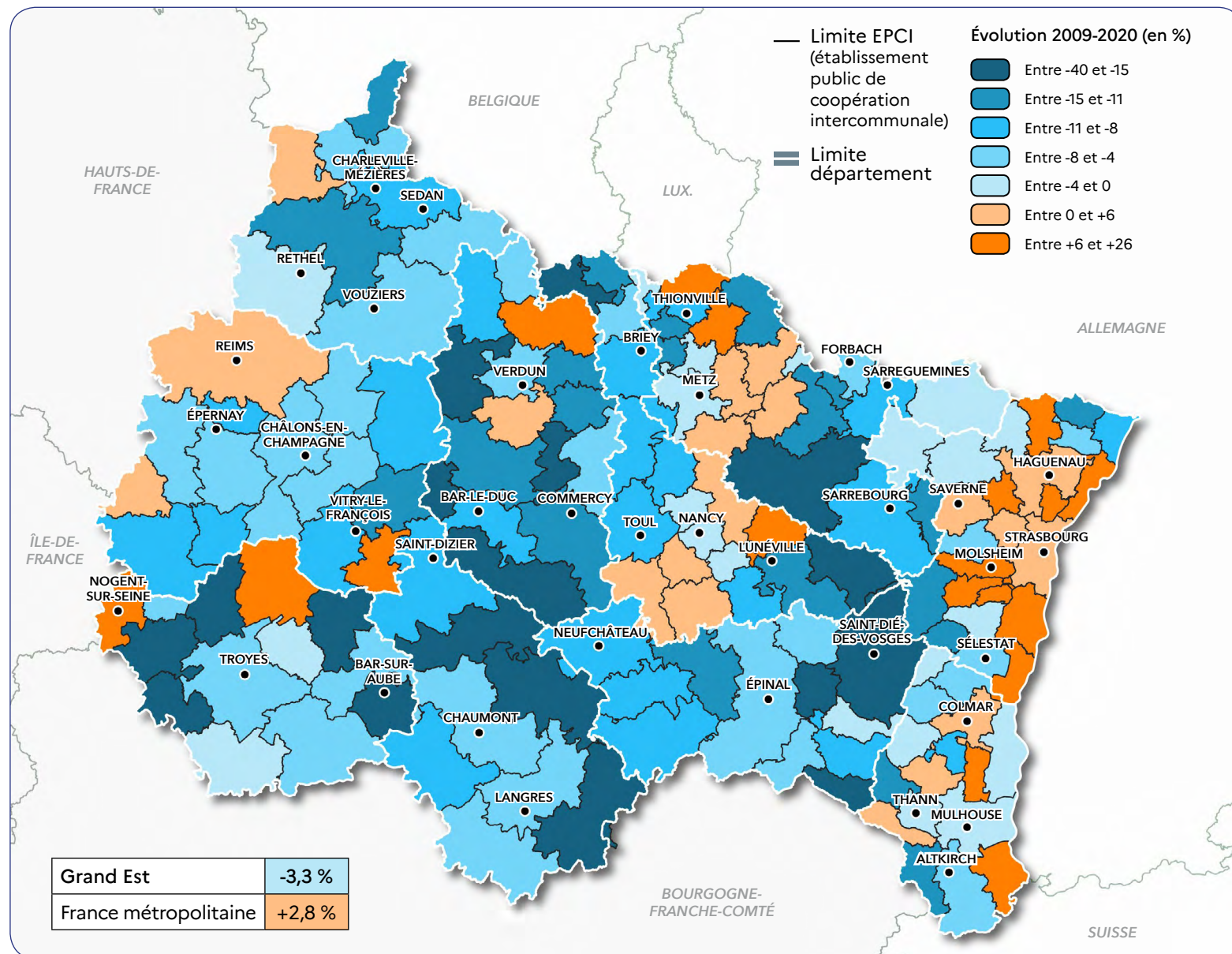
Les activités présentielles sont les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes.

Les activités productives sont déterminées par différence. Il s'agit des activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises de cette sphère.

Source : Insee - Recensements de la population 2009 et 2020, exploitation complémentaire (idem édition 2024)

Un développement favorable
de l'emploi principalement
sur la plaine d'Alsace

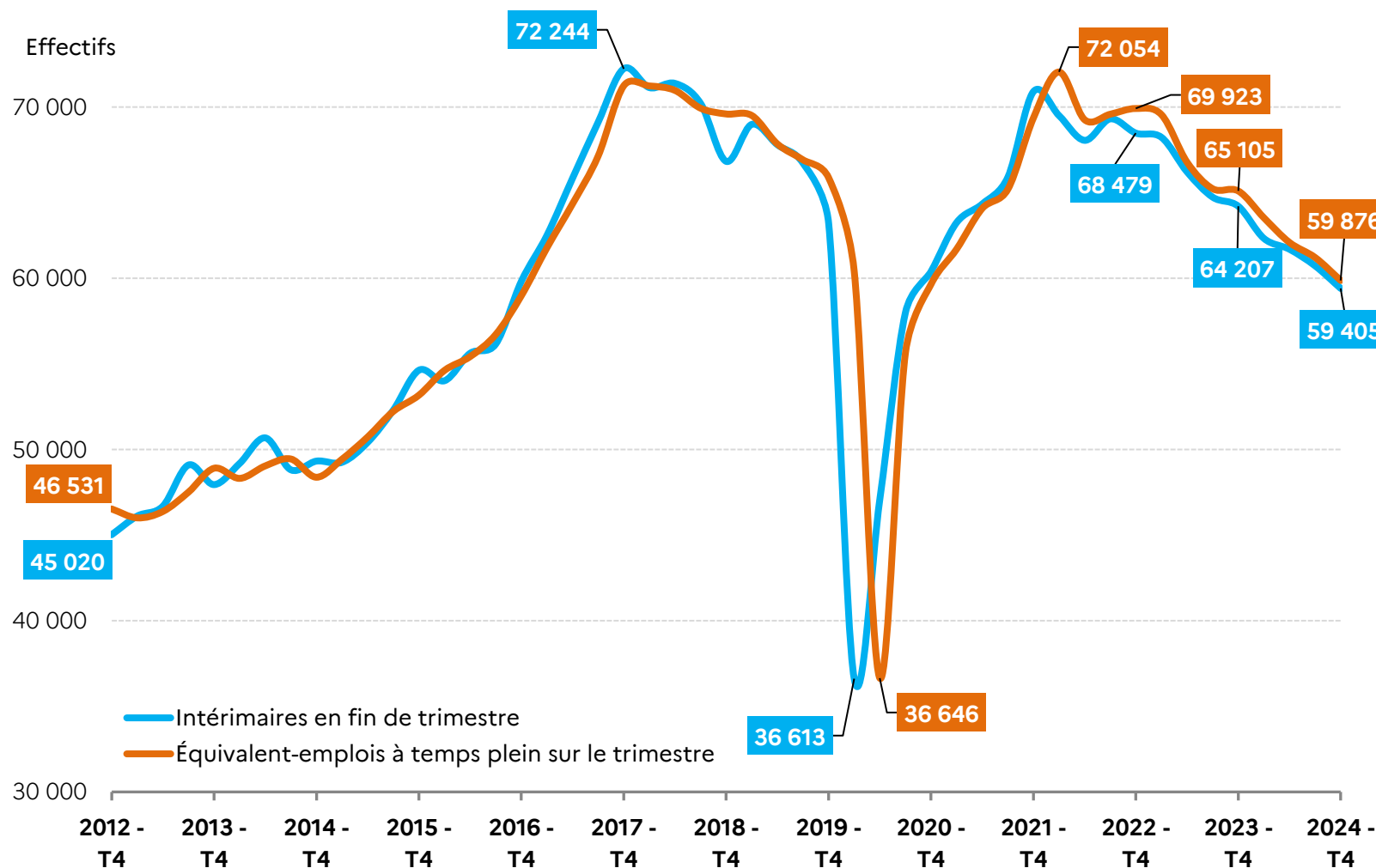
ÉVOLUTION 2009-2020 DE L'EMPLOI SELON LES EPCI



Source : Insee - Recensements de la population
2009 et 2020, exploitation complémentaire
(idem édition 2024)

L'effectif intérimaire régional en repli en 2024 et à son niveau de 2016

ÉVOLUTION DE L'INTÉRIM



Les indicateurs sur l'intérim sont ventilés selon le secteur et le département des établissements utilisateurs des intérimaires. La nomenclature utilisée pour la description des secteurs utilisateurs est la Nomenclature agrégée (NA) afférente à la nouvelle Nomenclature d'activités française (NAF rév.2). Les données sont régulièrement révisées en raison de l'actualisation des coefficients de correction des variations saisonnières.

Équivalent-emploi à temps plein (EETP) : rapport du nombre total de semaines de travail réalisées par les intérimaires au nombre total de semaines ouvrées. Par convention, ce nombre est fixé à 52 semaines pour une année. Cette convention de calcul conduit à sous-estimer légèrement l'équivalent-emplois à temps plein, dans la mesure où une partie des missions ne comptabilise pas les périodes de congés. À l'inverse, cette mesure de l'équivalent-emplois à temps plein ne prend pas en compte le fait que certaines missions peuvent être à temps partiel.

On pourra parler de « volume de travail temporaire » pour désigner l'équivalent-emplois à temps plein. Cet indicateur donne une idée du volume moyen d'intérim sur le mois, et se différencie donc du nombre d'intérimaires qui donne une idée sur le stock en fin de trimestre.

Sources : Dares, données CVS - exploitation des déclarations sociales nominatives (DSN) et des fichiers France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim - en géographie des établissements utilisateurs

Entre 2021 et 2024, hausse de l'intérim dans la fabrication de matériels de transport

ÉVOLUTION DE L'INTÉRIM SELON LE SECTEUR A38...

EETP : équivalent-emplois à temps-plein		EETP moyen 2021	EETP moyen 2022	EETP moyen 2023	EETP moyen 2024	Évolution 2021 - 2024 (en %)	Évolution 2021 - 2024 France métro. (en %)
AZ	AGRICULTURE	256	335	261	280	9,4	-3,7
	INDUSTRIE	28 898	31 782	31 189	27 606	-4,5	-5,2
BZ	Industries extractives	156	143	131	134	-14,3	-19,3
CA	Fab. aliments, boiss. & prdts base tabac	4 323	4 564	4 118	4 032	-6,7	1,3
CB	Fab. textiles, ind. hab., cuir & chauss.	891	797	851	801	-10,2	-14,6
CC	Travail bois, ind. papier & imprimerie	1 883	2 028	1 735	1 620	-14,0	-17,1
CD	Cokéfaction et raffinage	0	0	0	0	-	-10,1
CE	Industrie chimique	705	825	727	695	-1,3	-2,9
CF	Industrie pharmaceutique	460	360	304	257	-44,2	2,0
CG	Fab. ps caou., plas., aut. ps mi. non m.	3 166	3 215	2 685	2 172	-31,4	-21,9
CH	Métallurgie & fab. ps mét. sauf machines	5 491	5 762	5 532	4 732	-13,8	-10,7
CI	Fab. prod. informat., électroniq. & opt.	617	704	681	577	-6,6	-1,5
CJ	Fabrication d'équipements électriques	1 891	1 996	2 020	1 503	-20,5	-12,6
CK	Fabric. de machines & équipements n.c.a.	2 475	2 912	2 442	1 874	-24,3	-25,0
CL	Fabrication de matériels de transport	2 689	4 284	5 972	5 351	99,0	21,8
CM	Aut. ind. manif.; répa. & inst. de mach. et d'équipements	2 287	2 423	2 198	2 068	-9,6	-7,7
DZ	Prdn & distr. élec. gaz vap. & air cond.	327	289	300	267	-18,3	-8,4
EZ	Gestion eau, déchets & dépollution	1 537	1 482	1 493	1 524	-0,9	3,5
FZ	CONSTRUCTION	10 634	9 629	9 734	9 345	-12,1	-11,1
	COMMERCE	5 743	5 922	5 428	5 192	-9,6	-5,3
GZ1	Commerce et répar. automobiles & motocycles	354	392	404	437	23,4	21,1
GZ2	Commerce de gros, à l'exception des automobiles & motocycles	3 154	3 151	2 988	2 837	-10,0	-6,5
GZ3	Commerce de détail, sauf automobiles & motocycles	2 235	2 379	2 036	1 918	-14,2	-7,5

Sources : Dares, données CVS - exploitation des déclarations sociales nominatives (DSN) et des fichiers France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim - en géographie des établissements utilisateurs

...ÉVOLUTION DE L'INTÉRIM SELON LE SECTEUR A38 (SUITE)

EETP : équivalent-emplois à temps-plein		EETP moyen 2021	EETP moyen 2022	EETP moyen 2023	EETP moyen 2024	Évolution 2021 - 2024 (en %)	Évolution 2021 - 2024 France métro. (en %)
	SERVICE (HORS COMMERCE)	19 565	22 540	20 058	19 259	-1,6	-1,8
HZ	Transports et entreposage	7 951	9 997	7 876	7 358	-7,5	-6,3
IZ	Hébergement et restauration	664	1 051	1 145	1 122	68,9	86,3
JA	Édition, audiovisuel et diffusion	41	55	34	32	-21,2	-17,7
JB	Télécommunications	130	155	167	106	-18,4	-21,2
JC	Act. informatique & services d'information	71	78	88	76	7,7	-19,1
KZ	Activités financières et d'assurance	414	375	322	297	-28,4	-24,9
LZ	Activités immobilières	182	184	149	141	-22,7	-18,2
MA	Act. juri., compta., gest., arch., ingé.	550	526	467	501	-8,9	-12,2
MB	Recherche-développement scientifique	35	44	32	26	-26,0	-5,9
MC	Autres act. spécial., scientif. et tech.	123	84	56	42	-65,9	-35,2
NZ	Act. de services administratifs & soutien	7 031	7 093	7 066	7 071	0,6	-3,0
OZ	Administration publique	261	384	223	214	-18,0	-21,9
PZ	Enseignement	257	239	234	217	-15,5	13,0
QA	Activités pour la santé humaine	678	756	696	653	-3,7	12,6
QB	Héb. méd.-soc. & soc. & ac. soc. ss héb.	717	999	1 035	919	28,1	9,6
RZ	Arts, spectacles & activités récréatives	82	150	176	181	121,6	103,9
STU	Autres activ de services (y.c. part. empl. et act. extra-terr.)	377	371	293	302	-19,8	-5,3
Ensemble		65 096	70 208	66 670	61 681	-5,2	-5,0

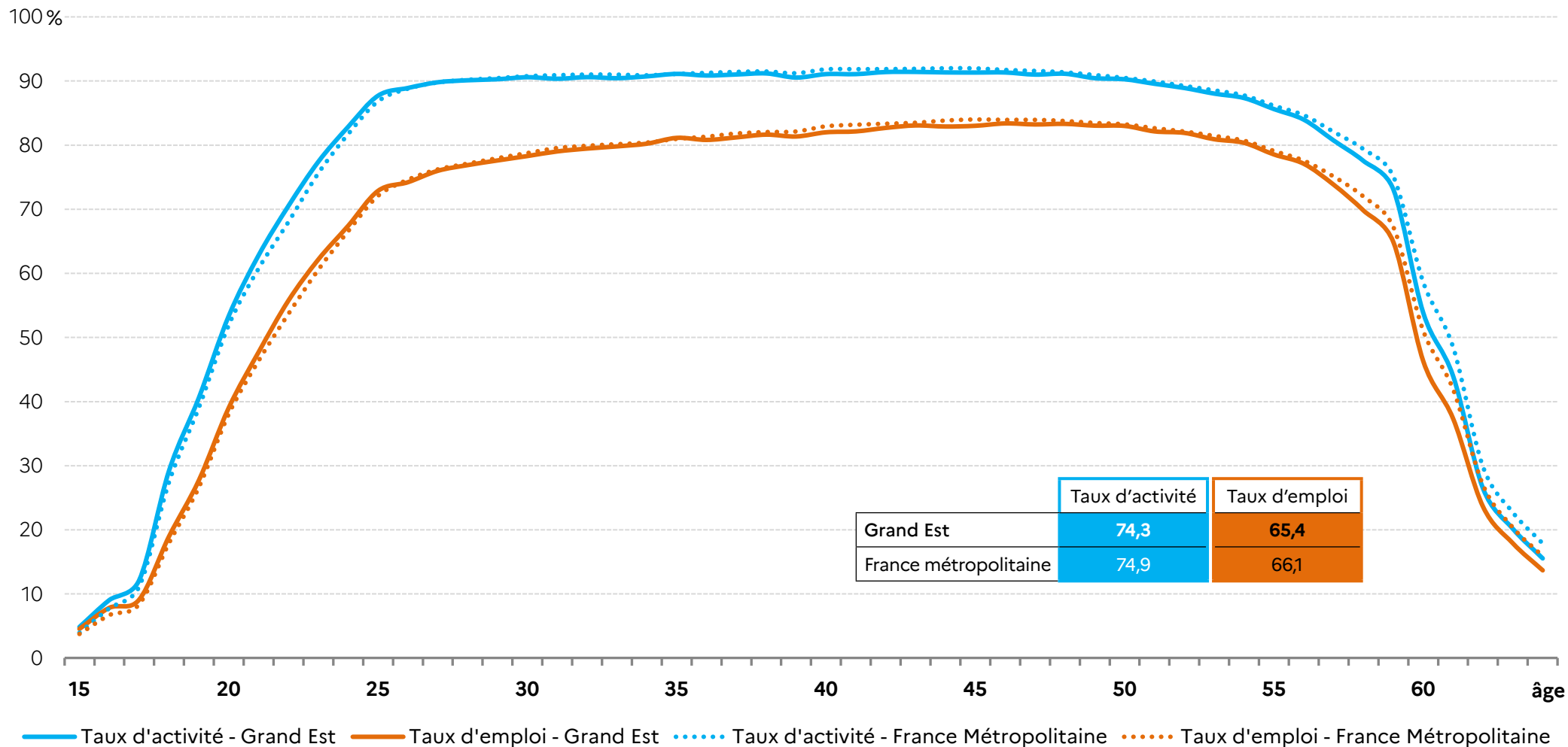
Sources : Dares, données CVS - exploitation des déclarations sociales nominatives (DSN) et des fichiers France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim
 - en géographie des établissements utilisateurs

Un taux d'activité et un taux d'emploi légèrement supérieurs aux taux métropolitains pour les jeunes, mais inférieurs pour les seniors

TAUX D'ACTIVITÉ ET D'EMPLOI

Le **taux d'activité** est le rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs) et l'ensemble de la population correspondante.

Le **taux d'emploi** est calculé en rapportant le nombre d'individus ayant un emploi au nombre total d'individus. Il peut être calculé sur l'ensemble de la population d'un pays, mais on se limite le plus souvent à la population en âge de travailler (généralement définie, en comparaison internationale, comme les personnes âgées de 15 à 64 ans), ou à une sous-catégorie de la population en âge de travailler (femmes de 25 à 29 ans par exemple).

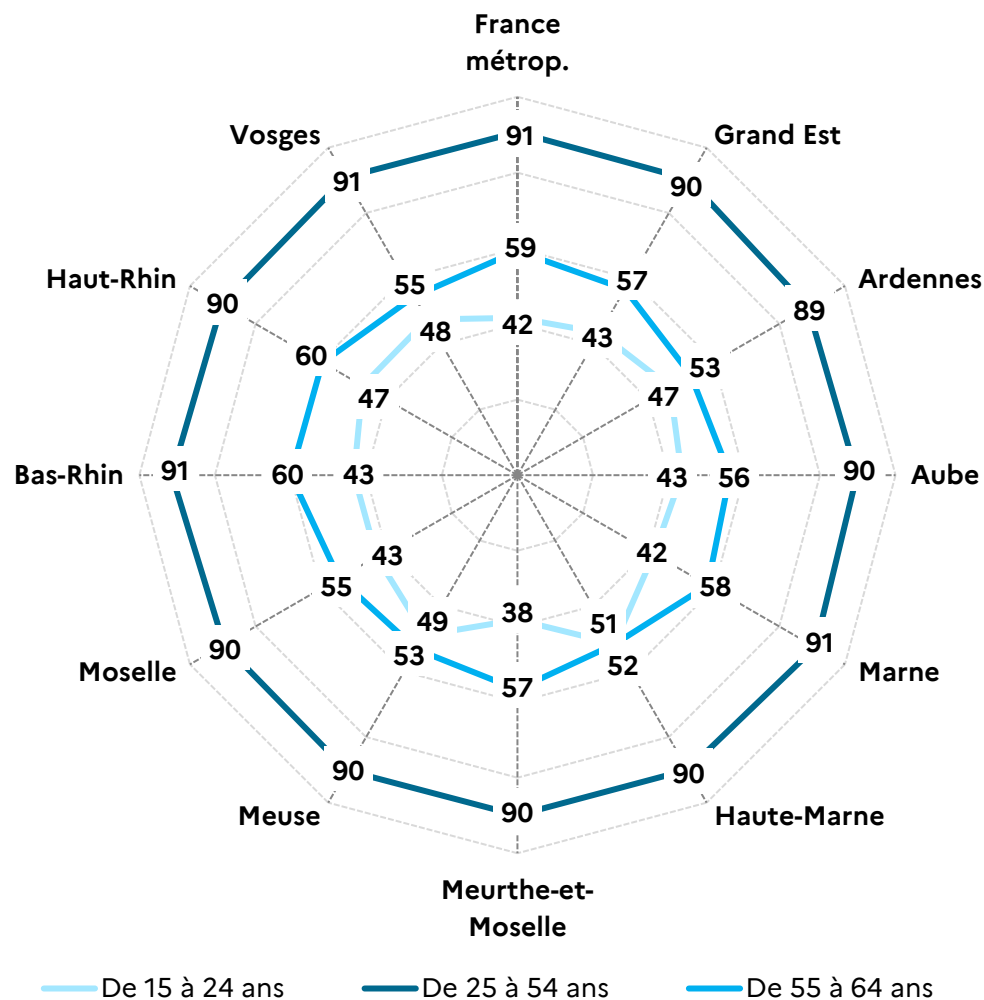


Source : Insee - Recensement de la population 2021, exploitation principale / Champ : Individus âgés de 15 à 64 ans

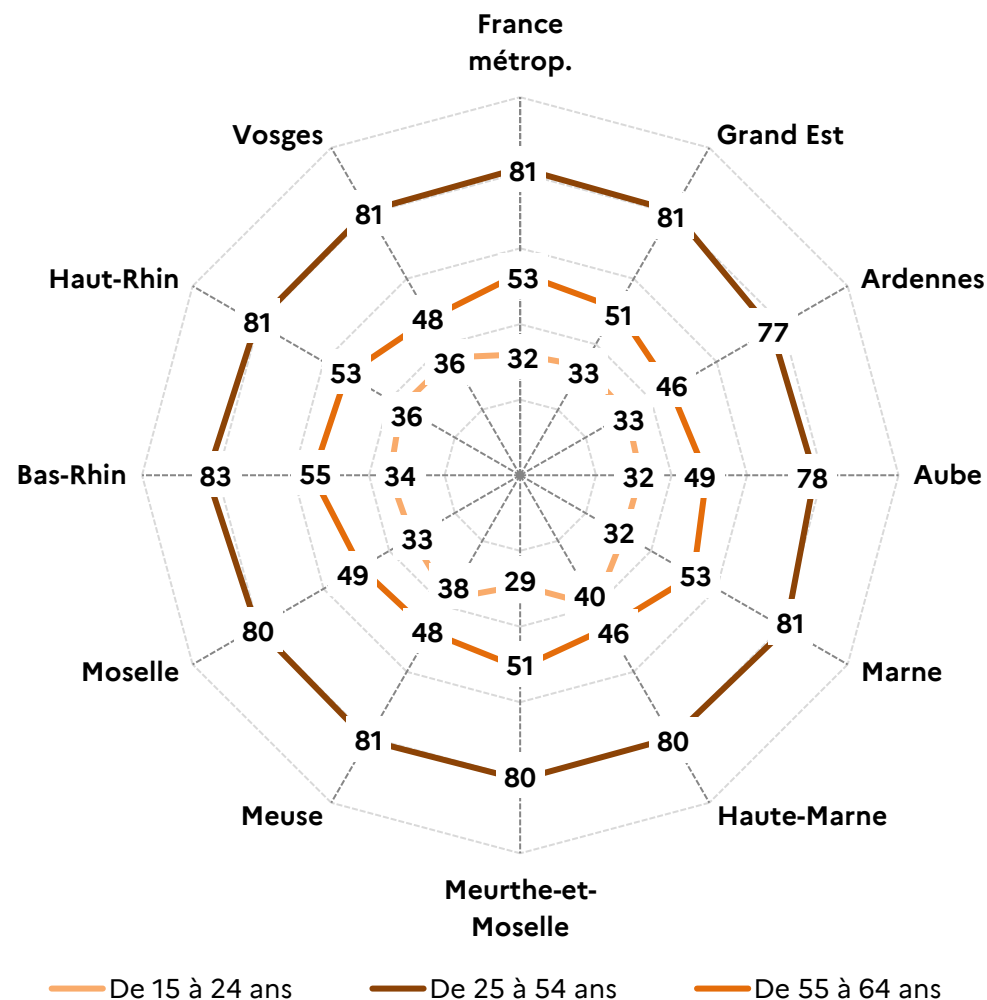
Un taux d'emploi plus élevé dans le Bas-Rhin pour les seniors, et en Haute-Marne et dans la Meuse pour les jeunes

TAUX D'ACTIVITÉ ET D'EMPLOI (SUITE)

TAUX D'ACTIVITÉ SELON LA TRANCHE D'ÂGE (EN %)



TAUX D'EMPLOI SELON LA TRANCHE D'ÂGE (EN %)



Source : Insee - Recensement de la population 2021, exploitation principale / Champ : Individus âgés de 15 à 64 ans

Près de 10 % des salariés du Grand Est travaillent dans la mécanique / travail des métaux, l'industrie de process, l'électronique ou le travail du bois, secteurs sur-représentés dans la région

RÉPARTITION DES ACTIFS OCCUPÉS SELON LE DOMAINE PROFESSIONNEL (EN EFFECTIF)

Domaines professionnels	Ardennes	Aube	Marne	Haute-Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Vosges	Grand Est	France métrop.
Agriculture, marine, pêche	4 361	8 283	18 355	3 596	4 964	4 470	6 154	8 792	7 668	4 932	71 577	812 566
Bâtiment, travaux publics	6 698	7 925	16 089	4 417	16 665	4 558	24 635	32 094	19 684	10 669	143 433	1 878 390
Électricité, électronique	940	541	1 279	258	1 384	296	2 473	5 628	2 421	861	16 081	171 734
Mécanique, travail des métaux	5 047	3 316	6 627	5 103	8 078	2 765	16 536	19 603	13 421	5 783	86 281	770 230
Industries de process	4 810	3 623	8 525	3 494	7 014	2 810	13 067	16 792	12 004	6 231	78 371	749 829
Matériaux souples, bois, industries graphiques	1 153	2 319	2 001	719	1 940	896	2 373	4 711	3 421	3 845	23 376	249 627
Maintenance	3 935	4 492	8 764	2 995	9 880	2 462	14 697	18 184	12 252	5 003	82 663	932 281
Ingénieurs et cadres de l'industrie	890	1 247	2 249	682	2 208	440	3 716	6 621	3 356	1 063	22 471	361 913
Transports, logistique et tourisme	6 551	9 198	19 163	5 281	19 651	4 625	26 735	36 689	21 501	10 232	159 627	1 926 655
Artisanat	589	627	1 309	446	1 788	376	2 248	3 066	2 068	1 186	13 703	148 846
Gestion, administration des entreprises	6 833	10 362	22 840	5 035	23 164	4 441	32 822	52 762	27 635	10 150	196 043	2 887 697
Informatique et télécommunications	404	903	2 130	229	3 387	349	3 852	10 048	2 576	798	24 675	588 967
Études et recherche	453	752	1 735	335	3 087	154	2 626	7 272	3 300	892	20 607	378 552
Admin. publiq., prof. juridiques, armée et police	8 352	10 389	22 045	8 704	27 980	7 646	34 653	39 484	20 838	11 429	191 519	2 283 653
Banque et assurances	1 431	2 209	6 804	1 315	7 135	1 073	7 942	14 387	5 620	2 648	50 565	728 513
Commerce	7 814	12 334	24 976	5 381	25 865	4 617	38 141	52 059	30 641	13 076	214 904	2 788 243
Hôtellerie, restauration, alimentation	3 469	4 903	9 525	2 517	10 305	2 299	15 997	23 480	14 346	6 605	93 445	1 198 636
Services aux particuliers et aux collectivités	10 965	12 059	24 183	7 863	29 069	7 174	40 554	46 168	29 938	14 469	222 443	2 761 293
Communication, information, art et spectacle	652	1 337	3 120	552	3 635	437	4 057	9 750	3 615	1 405	28 560	613 822
Santé, action sociale, culturelle et sportive	11 177	11 967	26 209	6 804	36 190	7 684	42 960	52 838	33 954	15 660	245 444	2 966 786
Enseignement, formation	4 643	5 272	11 426	2 959	14 383	2 820	17 464	21 182	13 506	6 404	100 058	1 215 733
Politique, religion	67	94	673	62	209	89	461	878	367	105	3 005	25 909
Ensemble	91 235	114 154	240 026	68 747	257 979	62 480	354 166	482 488	284 131	133 446	2 088 850	26 439 877

Source : Insee - Recensement de la population 2020, exploitation complémentaire (idem édition 2024)

Un emploi régional spécialisé par endroit dans la métallurgie ou dans l'agriculture, et moins représenté dans la gestion d'entreprises ou le commerce

RÉPARTITION DES ACTIFS OCCUPÉS SELON LE DOMAINE PROFESSIONNEL (EN PART, %)

Domaines professionnels	Ardennes	Aube	Marne	Haute-Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Vosges	Grand Est	France métrop.
Agriculture, marine, pêche	4,8	7,3	7,6	5,2	1,9	7,2	1,7	1,8	2,7	3,7	3,4	3,1
Bâtiment, travaux publics	7,3	6,9	6,7	6,4	6,5	7,3	7,0	6,7	6,9	8,0	6,9	7,1
Électricité, électronique	1,0	0,5	0,5	0,4	0,5	0,5	0,7	1,2	0,9	0,6	0,8	0,6
Mécanique, travail des métaux	5,5	2,9	2,8	7,4	3,1	4,4	4,7	4,1	4,7	4,3	4,1	2,9
Industries de process	5,3	3,2	3,6	5,1	2,7	4,5	3,7	3,5	4,2	4,7	3,8	2,8
Matériaux souples, bois, industries graphiques	1,3	2,0	0,8	1,0	0,8	1,4	0,7	1,0	1,2	2,9	1,1	0,9
Maintenance	4,3	3,9	3,7	4,4	3,8	3,9	4,1	3,8	4,3	3,7	4,0	3,5
Ingénieurs et cadres de l'industrie	1,0	1,1	0,9	1,0	0,9	0,7	1,0	1,4	1,2	0,8	1,1	1,4
Transports, logistique et tourisme	7,2	8,1	8,0	7,7	7,6	7,4	7,5	7,6	7,6	7,7	7,6	7,3
Artisanat	0,6	0,5	0,5	0,6	0,7	0,6	0,6	0,6	0,7	0,9	0,7	0,6
Gestion, administration des entreprises	7,5	9,1	9,5	7,3	9,0	7,1	9,3	10,9	9,7	7,6	9,4	10,9
Informatique et télécommunications	0,4	0,8	0,9	0,3	1,3	0,6	1,1	2,1	0,9	0,6	1,2	2,2
Études et recherche	0,5	0,7	0,7	0,5	1,2	0,2	0,7	1,5	1,2	0,7	1,0	1,4
Admin. publiq., prof. juridiques, armée et police	9,2	9,1	9,2	12,7	10,8	12,2	9,8	8,2	7,3	8,6	9,2	8,6
Banque et assurances	1,6	1,9	2,8	1,9	2,8	1,7	2,2	3,0	2,0	2,0	2,4	2,8
Commerce	8,6	10,8	10,4	7,8	10,0	7,4	10,8	10,8	10,8	9,8	10,3	10,5
Hôtellerie, restauration, alimentation	3,8	4,3	4,0	3,7	4,0	3,7	4,5	4,9	5,0	4,9	4,5	4,5
Services aux particuliers et aux collectivités	12,0	10,6	10,1	11,4	11,3	11,5	11,5	9,6	10,5	10,8	10,6	10,4
Communication, information, art et spectacle	0,7	1,2	1,3	0,8	1,4	0,7	1,1	2,0	1,3	1,1	1,4	2,3
Santé, action sociale, culturelle et sportive	12,3	10,5	10,9	9,9	14,0	12,3	12,1	11,0	12,0	11,7	11,8	11,2
Enseignement, formation	5,1	4,6	4,8	4,3	5,6	4,5	4,9	4,4	4,8	4,8	4,8	4,6
Politique, religion	0,1	0,1	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

 surreprésentation supérieure à 3 points par rapport à la France métropolitaine

 surreprésentation supérieure à 1 point par rapport à la France métropolitaine

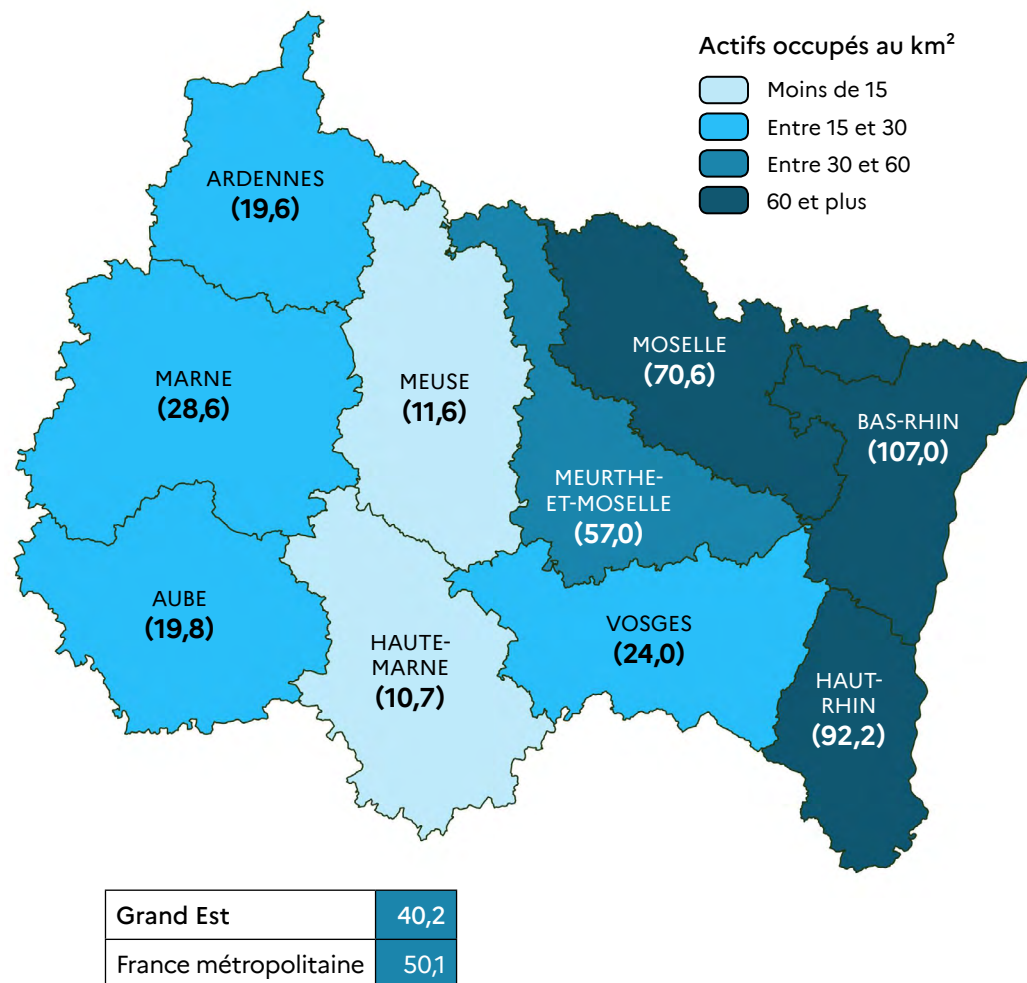
 sous-représentation supérieure à 1 point par rapport à la France métropolitaine

 sous-représentation supérieure à 3 points par rapport à la France métropolitaine

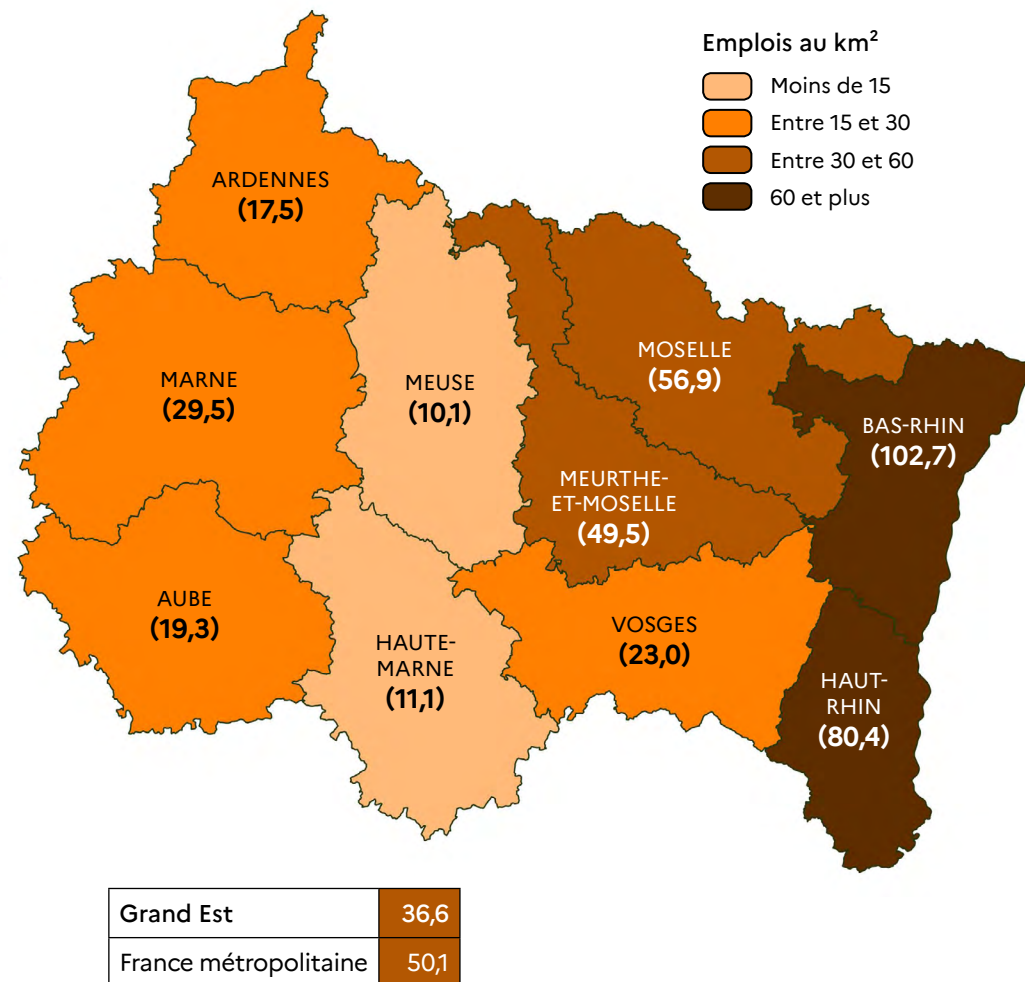
Source : Insee - Recensement de la population 2020, exploitation complémentaire (idem édition 2024)

Une densité en emplois élevée dans le Bas-Rhin et le Haut-Rhin ainsi que dans les grandes villes de la région

DENSITÉ AU KM² D'ACTIFS OCCUPÉS



DENSITÉ AU KM² D'EMPLOIS



Source : Insee - Recensement de la population 2021, exploitation principale

Plus d'actifs occupés que d'emplois notamment parmi les ouvriers et parmi les cadres dans le Grand Est en partie grâce au travail frontalier

ÉQUILIBRE ENTRE ACTIFS OCCUPÉS ET EMPLOIS PAR CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE

	GRAND EST			FRANCE MÉTROPOLITAINE		
	Actifs occupés	Emplois	Nombre d'emplois pour 100 actifs occupés	Actifs occupés	Emplois	Nombre d'emplois pour 100 actifs occupés
Agriculteurs exploitants	34 920	34 822	99,7	398 745	398 352	99,9
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	128 364	124 453	97,0	1 818 751	1 806 678	99,3
Cadres, professions intellectuelles supérieures	329 066	294 639	89,5	5 078 529	4 987 152	98,2
Professions intermédiaires	594 710	546 837	92,0	7 034 938	6 915 224	98,3
Employés	641 155	596 362	93,0	7 241 194	7 143 846	98,7
Ouvriers	556 668	491 737	88,3	5 323 334	5 188 625	97,5
Ensemble	2 284 882	2 088 850	91,4	26 895 491	26 439 877	98,3

Ce tableau permet d'identifier au niveau d'un territoire d'éventuels déséquilibres entre le profil socioprofessionnel des actifs occupés et le profil socioprofessionnel des emplois offerts.

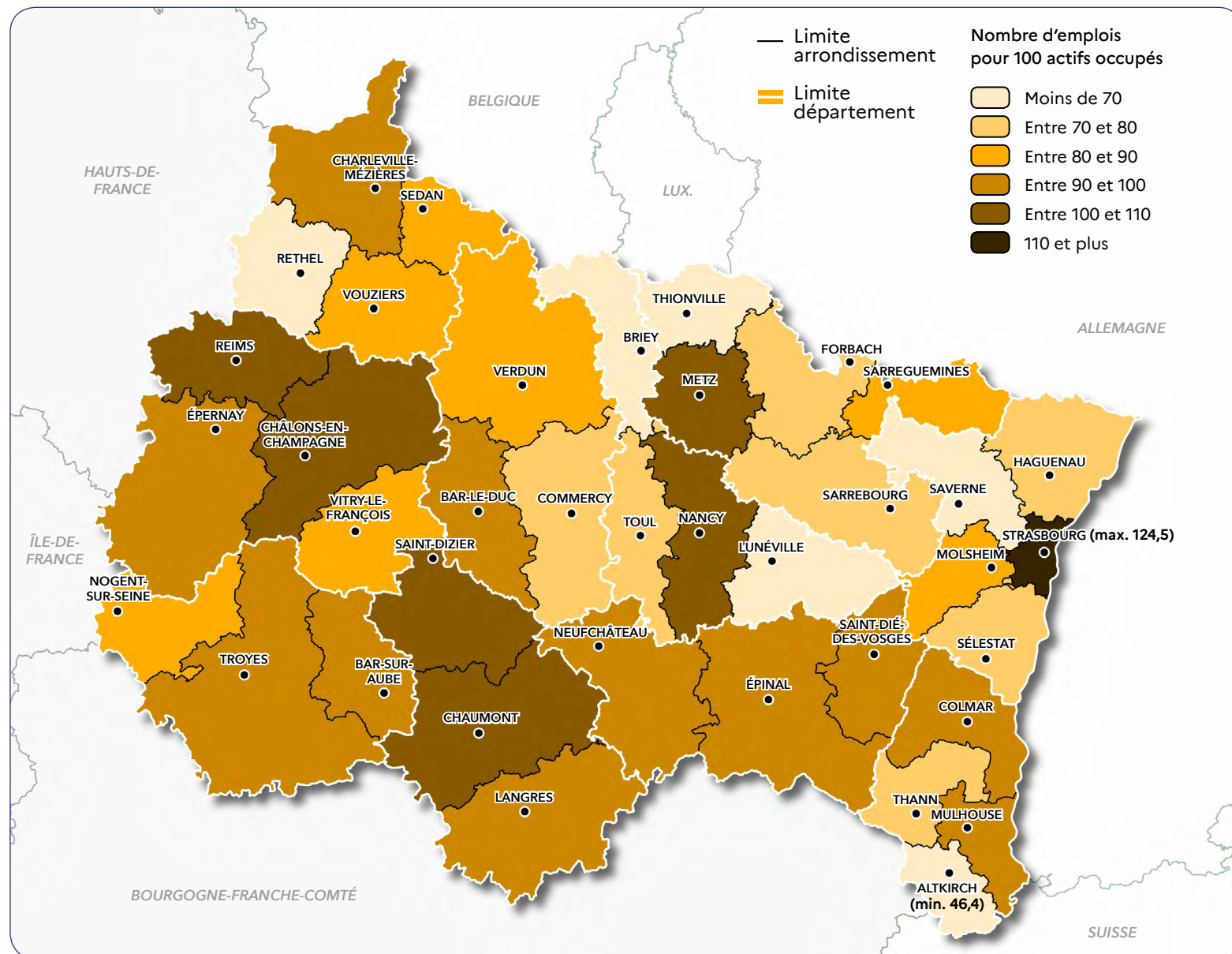
Les actifs occupés au lieu de résidence comprennent tous les actifs occupés, sans limite d'âge.

Le nombre d'emplois pour 100 actifs occupés rapporte le nombre d'emplois au lieu de travail au nombre d'actifs occupés au lieu de résidence d'un territoire pour la catégorie socioprofessionnelle considérée. Un taux supérieur à 100, par exemple pour les cadres, indique que le territoire offre plus d'emplois de cadres qu'elle ne compte d'actifs occupés résidents appartenant à la catégorie des cadres.

Source : Insee - Recensement de la population 2020, exploitation complémentaire (idem édition 2024)

Avec le travail frontalier, les arrondissements d'Altkirch, Briey et Thionville concentrent près de deux fois plus d'actifs occupés que d'emplois

ÉQUILIBRE ENTRE ACTIFS OCCUPÉS ET EMPLOIS PAR ARRONDISSEMENT



Source : Insee - Recensement de la population 2020, exploitation complémentaire (idem édition 2024)

La Moselle, la Meurthe-et-Moselle et la Meuse sont trois départements ayant des échanges de population intenses avec les autres territoires, notamment frontaliers

ATTRACTIVITÉ ET INTENSITÉ DES DÉPLACEMENTS DOMICILE - TRAVAIL

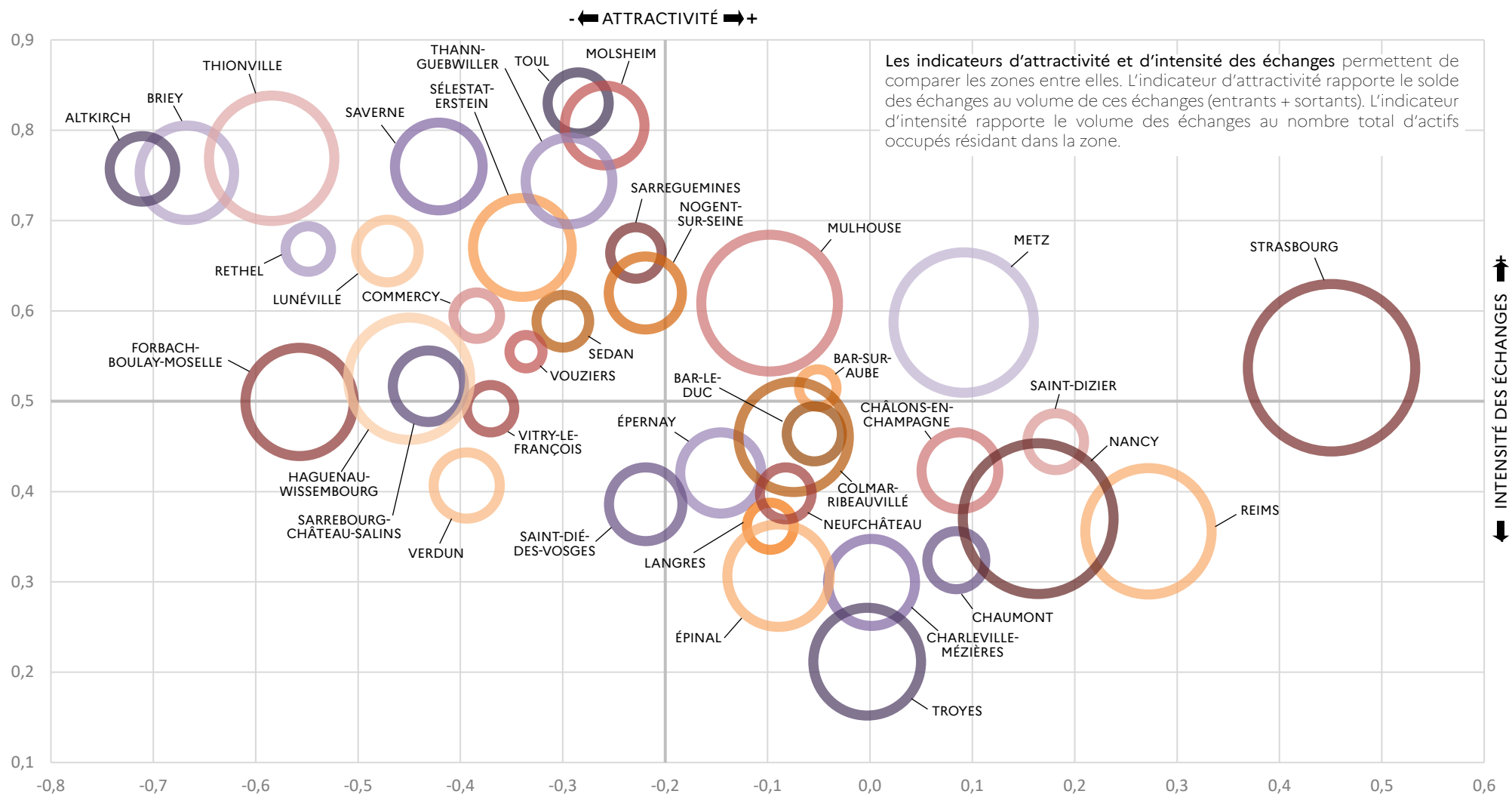
	Actifs occupés résidents	Actifs résidents et travaillant dans la zone (stables)	Actifs travaillant en dehors de la zone (sortants)	Actifs venant travailler dans la zone (entrants)	Solde des échanges (entrants - sortants)	Volume des échanges (entrants + sortants)	Attractivité (solde / volume)	Intensité des échanges (volume / actifs occupés résidents)
Ardennes	102 253	86 919	15 334	4 431	-10 903	19 765	-0,55	0,19
Aube	119 128	107 615	11 513	8 142	-3 371	19 655	-0,17	0,16
Marne	233 751	214 164	19 587	26 910	7 323	46 498	0,16	0,20
Haute-Marne	66 539	59 444	7 095	9 217	2 123	16 312	0,13	0,25
Meurthe-et-Moselle	299 229	230 610	68 619	29 111	-39 508	97 729	-0,40	0,33
Meuse	72 325	55 172	17 153	7 541	-9 612	24 694	-0,39	0,34
Moselle	438 637	317 795	120 842	36 104	-84 738	156 946	-0,54	0,36
Bas-Rhin	508 984	460 868	48 115	27 417	-20 698	75 533	-0,27	0,15
Haut-Rhin	325 056	262 372	62 684	21 019	-41 665	83 703	-0,50	0,26
Vosges	141 169	125 987	15 182	8 859	-6 322	24 041	-0,26	0,17
Grand Est	2 307 070	2 056 523	250 547	43 176	-207 370	293 723	-0,71	0,13
France métropolitaine	27 243 392	26 747 817	-	-	-	-	-	-

nb : les travailleurs en provenance des pays étrangers ne sont pas comptabilisés

Source : Insee - Recensement de la population 2021, exploitation principale

Les travailleurs d'Altkirch, de Briey et de Thionville tournés vers la Suisse ou le Luxembourg alors que Strasbourg, Reims, et Nancy attirent les travailleurs en provenance d'autres arrondissements

ATTRACTIVITÉ ET INTENSITÉ DES DÉPLACEMENTS DOMICILE - TRAVAIL PAR ARRONDISSEMENT



Source : Insee - Recensement de la population 2021, exploitation principale

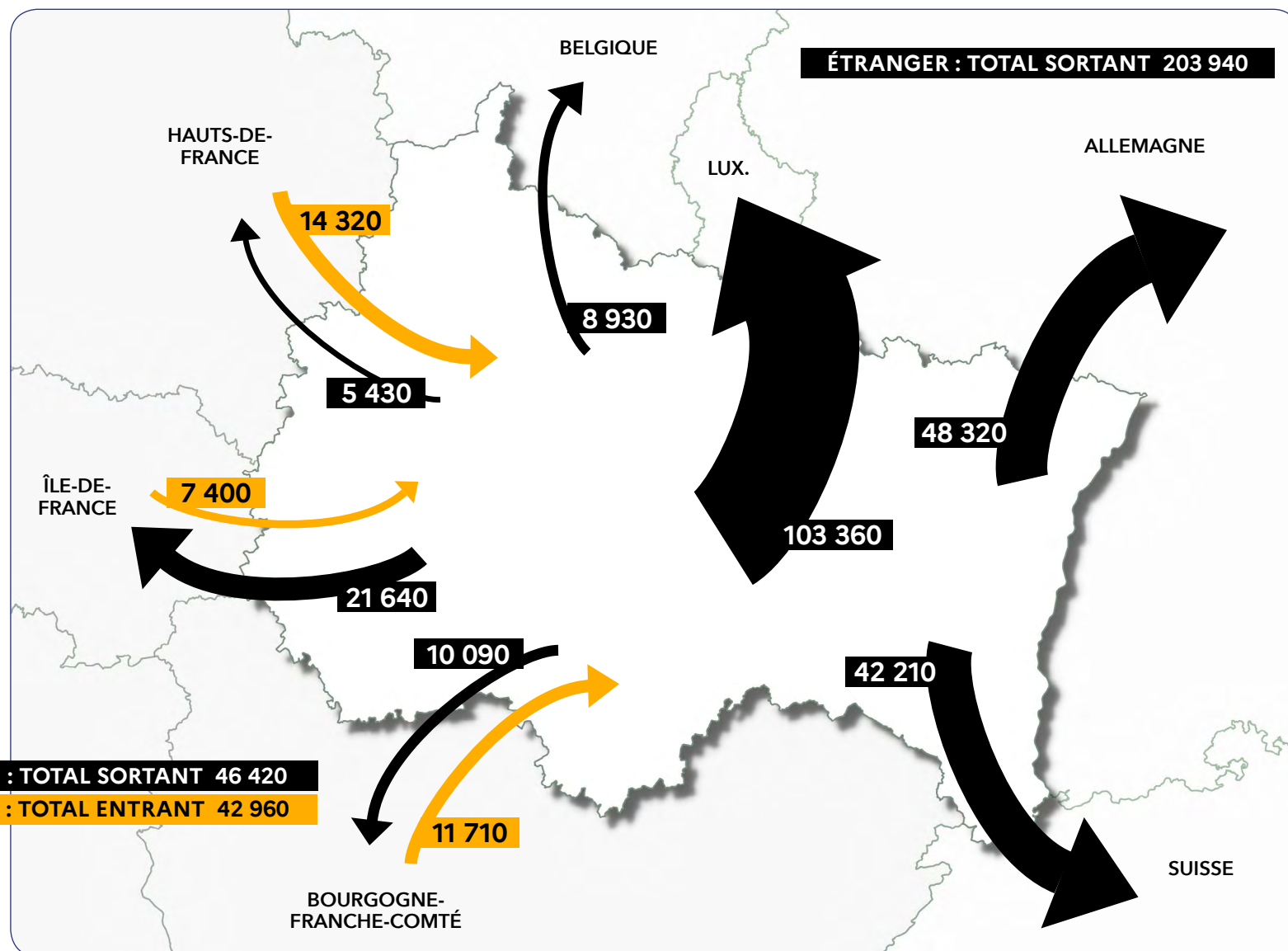
nb : la superficie des bulles est proportionnelle au nombre d'actifs résidants de la zone (stables + sortants), les travailleurs en provenance des pays étrangers ne sont pas pris en compte dans les calculs

Plus des trois quarts des flux sortants de travailleurs se font vers le Luxembourg, l'Allemagne et la Suisse

FLUX INTERNES ET EXTERNES



FLUX INTERNES



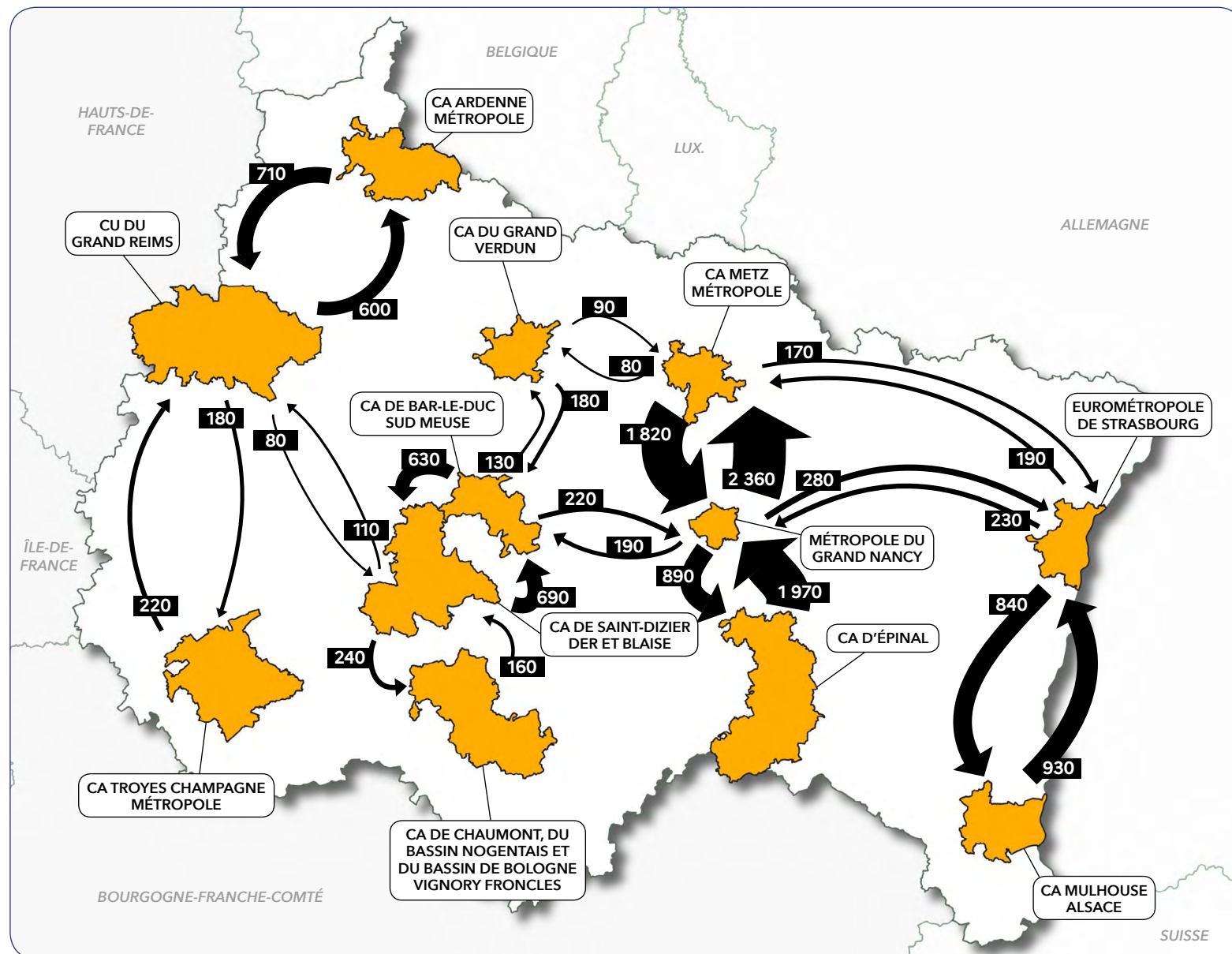
FLUX EXTERNES (hors flux entrants en provenance de l'étranger)

Source : Insee - Recensement de la population 2021, exploitation principale

Outre les flux transfrontaliers,
de multiples échanges de travailleurs
entre les principales agglomérations
de la région

FLUX DOMICILE - TRAVAIL ENTRE LES PRINCIPAUX EPCI

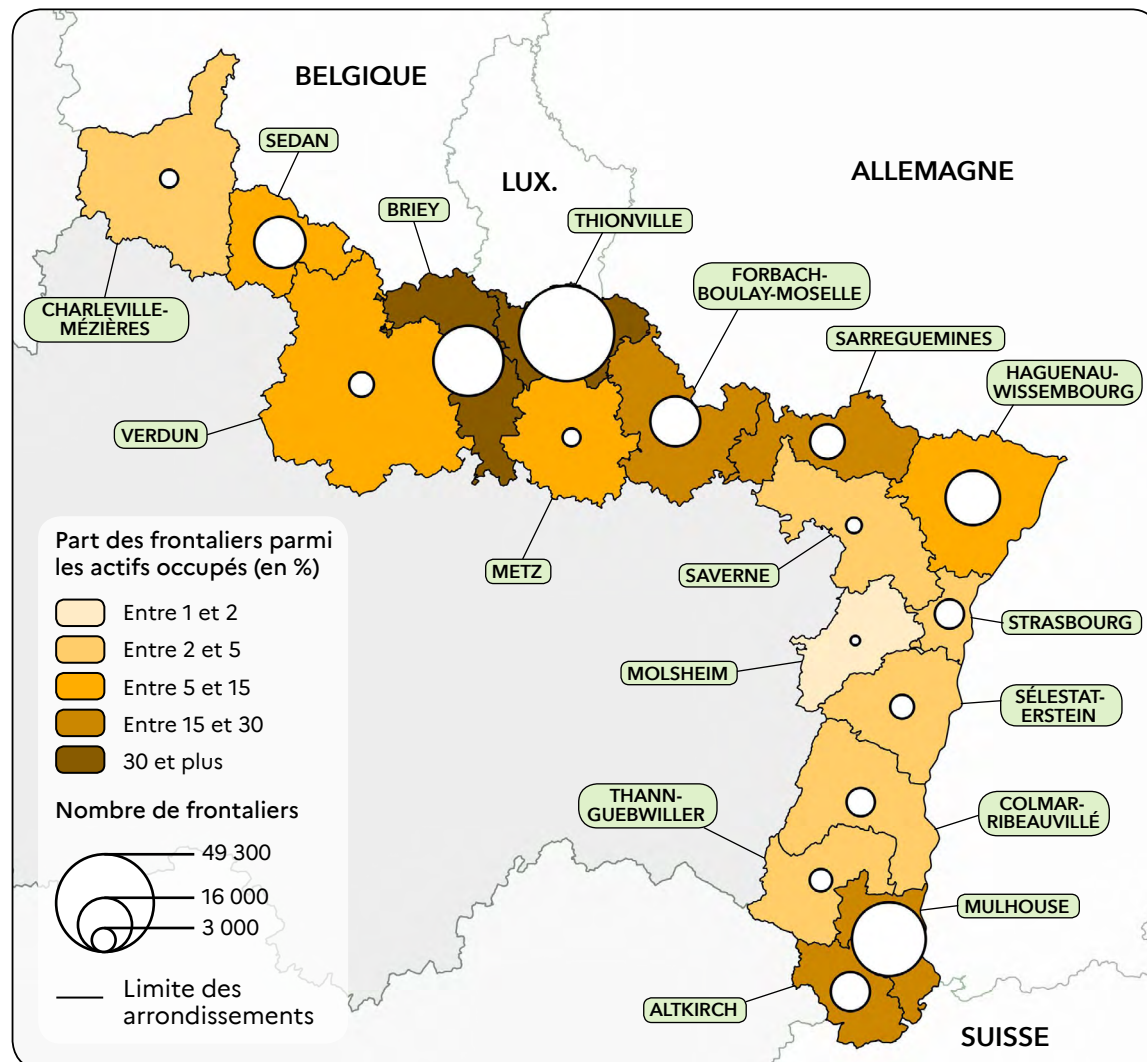
EPCI : établissement public de coopération
intercommunale



Source : Insee - Recensement de la population
2021, exploitation principale

6 arrondissements du Grand Est ont plus de 15% de travailleurs frontaliers en 2020

RÉPARTITION DES TRAVAILLEURS FRONTALIERS SELON LES ARRONDISSEMENTS



Arrondissements du Grand Est	Non frontaliers	Frontaliers	Ensemble	Part de frontaliers (en %)
Thionville	67 901	49 328	117 229	42,1
Briey	40 519	26 615	67 134	39,6
Altkirch	23 881	8 391	32 273	26,0
Mulhouse	112 409	29 542	141 951	20,8
Sarreguemines	34 006	6 590	40 596	16,2
Forbach-Boulay-Moselle	75 604	13 477	89 081	15,1
Haguenau-Wissembourg	97 285	16 077	113 362	14,2
Verdun	29 626	3 364	32 990	10,2
Metz	133 816	14 222	148 038	9,6
Sedan	18 727	1 835	20 562	8,9
Thann-Guebwiller	53 918	2 827	56 744	5,0
Colmar-Ribeauvillé	88 441	4 447	92 888	4,8
Sélestat-Erstein	70 282	3 171	73 453	4,3
Charleville-Mézières	55 483	1 755	57 238	3,1
Saverne	57 243	1 371	58 614	2,3
Strasbourg	205 625	4 694	210 319	2,2
Molsheim	47 292	515	47 806	1,1
Autres arrondissements du Grand Est	882 495	2 108	884 602	0,2
Grand Est	2 094 554	190 329	2 284 882	8,3

Source : Insee - Recensement de la population 2020, exploitation complémentaire (idem édition 2024)

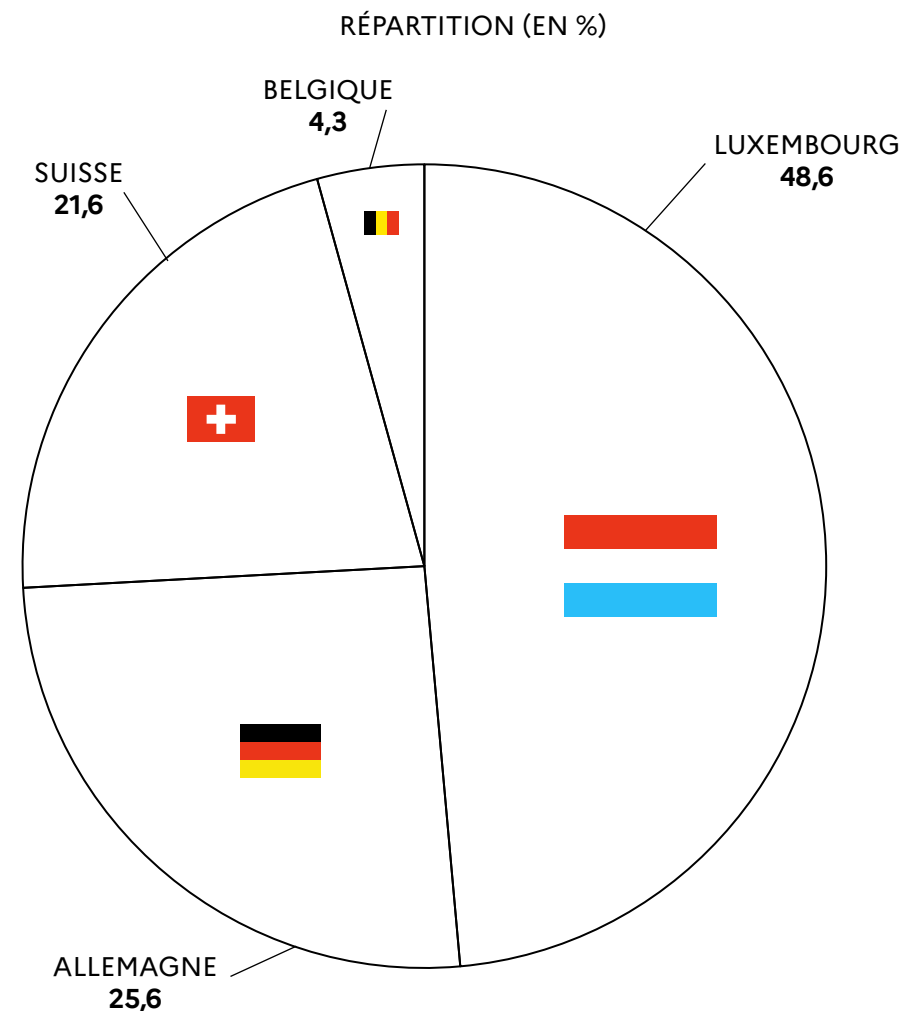
Près d'un frontalier résident de la bande frontalière sur deux travaille au Luxembourg

LES FRONTALIERS SELON LE PAYS DE TRAVAIL

Lieu de travail Arrondissements limitrophes	Luxembourg	Allemagne	Suisse	Belgique	France*	Ensemble
Thionville	48 809	378	11	130	67 867	117 229
Briey	23 683	5	5	2 921	40 500	67 134
Altkirch	5	212	8 174	0	23 876	32 273
Mulhouse	32	2 198	27 288	20	112 322	141 951
Sarreguemines	250	6 299	25	15	33 990	40 596
Forbach-Boulay-Moselle	2 262	11 152	45	18	75 580	89 081
Haguenau-Wissembourg	52	15 852	138	31	97 243	113 362
Verdun	1 685	s	s	1 677	29 614	32 990
Metz	14 023	121	27	51	133 785	148 038
Sedan	290	s	s	1 541	18 722	20 562
Thann-Guebwiller	5	384	2 435	0	53 885	56 744
Colmar-Ribeauvillé	35	2 796	1 606	5	88 372	92 888
Sélestat-Erstein	10	2 857	292	5	70 256	73 453
Charleville-Mézières	112	0	5	1 638	55 467	57 238
Saverne	56	1 238	70	6	57 233	58 614
Strasbourg	107	4 183	366	38	205 512	210 319
Molsheim	0	435	80	0	47 257	47 806
Ensemble	91 417	48 111	40 571	8 096	1 211 479	1 400 280

s : secret statistique

* individus travaillant généralement en France, ou marginalement, dans un pays étranger autre que les 4 cités.

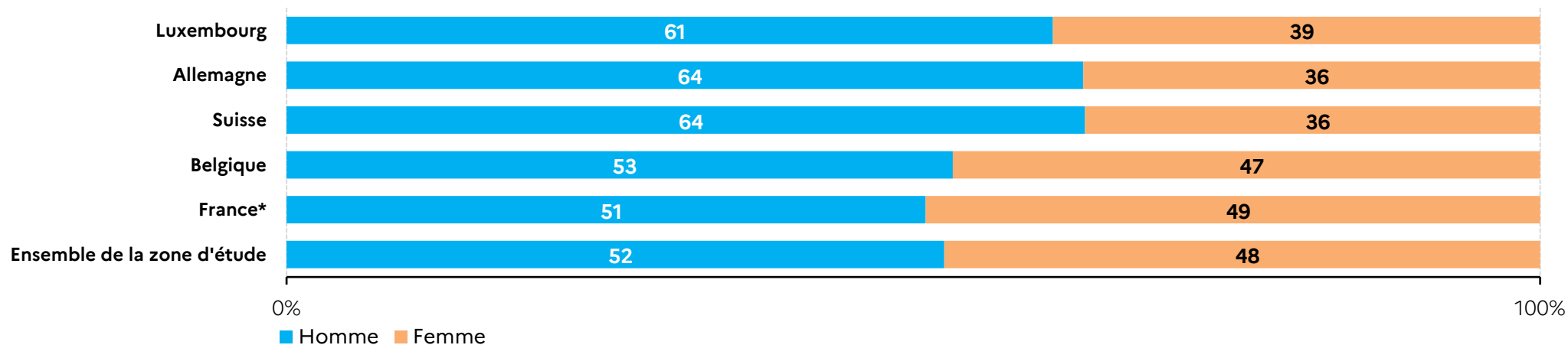


Source : Insee - Recensement de la population 2020, exploitation complémentaire (idem édition 2024) / Champ : actifs occupés résidant dans les 17 arrondissements limitrophes à la Belgique, au Luxembourg, à l'Allemagne et à la Suisse

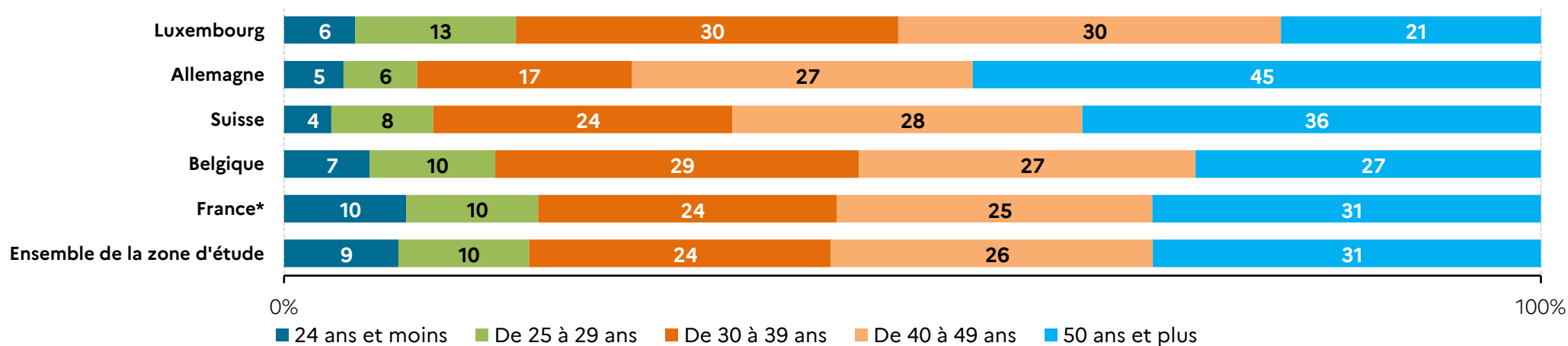
Près des 2/3 des frontaliers travaillant en Allemagne et en Suisse sont des hommes ; des seniors en plus grand nombre en Allemagne et en Suisse

LES FRONTALIERS SELON LE PAYS DE TRAVAIL (SUITE)

RÉPARTITION PAR **SEXE** (EN %)



RÉPARTITION PAR **TRANCHE D'ÂGE** (EN %)



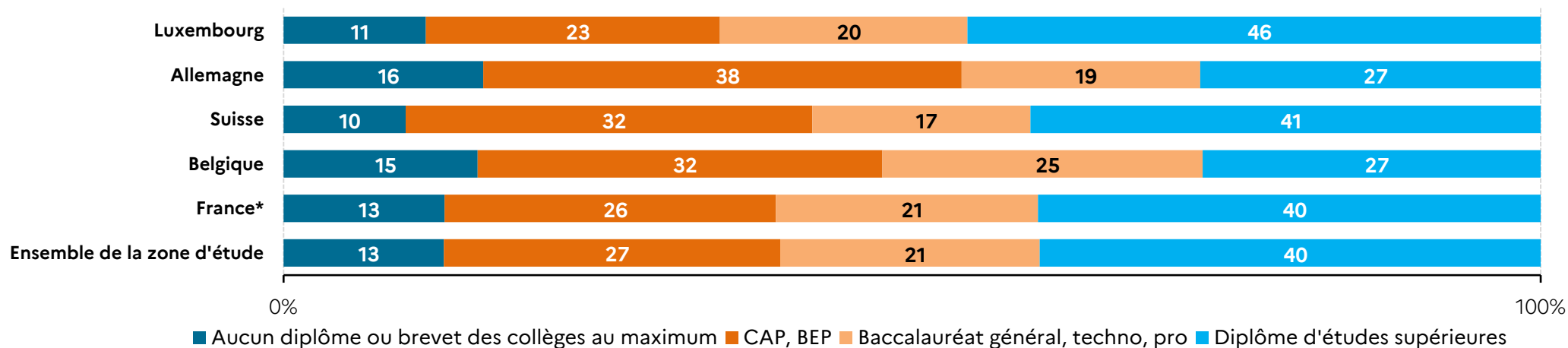
* individus travaillant généralement en France, ou marginalement, dans un pays étranger autre que les 4 cités.

Source : Insee - Recensement de la population 2020, exploitation complémentaire (idem édition 2024) / Champ : actifs occupés résidant dans les 17 arrondissements limitrophes à la Belgique, au Luxembourg, à l'Allemagne et à la Suisse

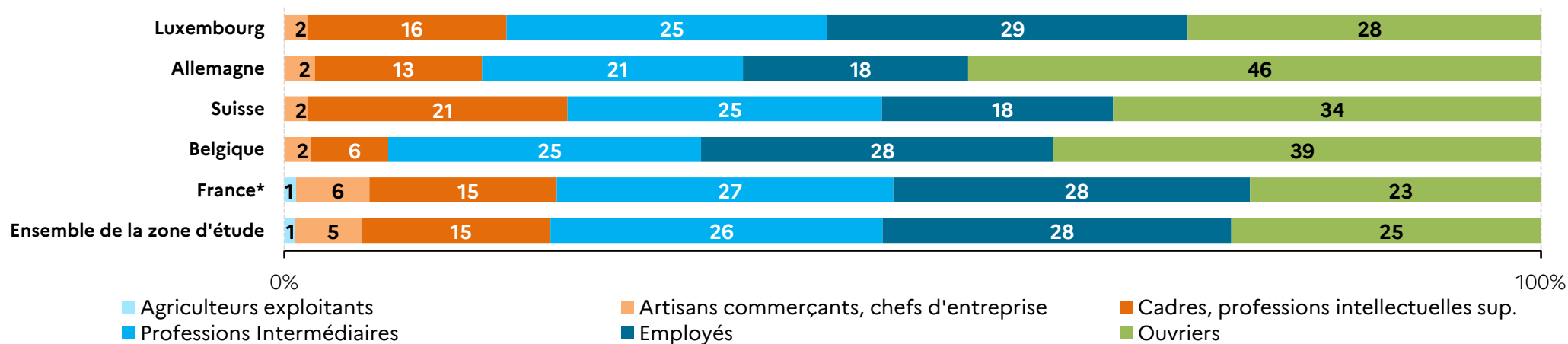
Un plus haut niveau de diplôme pour les frontaliers travaillant au Luxembourg et en Suisse, et davantage d'ouvriers en Allemagne

LES FRONTALIERS SELON LE PAYS DE TRAVAIL (SUITE)

RÉPARTITION PAR NIVEAU DE DIPLÔME (EN %)



RÉPARTITION PAR CATÉGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE (EN %)



* individus travaillant généralement en France, ou marginalement, dans un pays étranger autre que les 4 cités.

Source : Insee - Recensement de la population 2020, exploitation complémentaire (idem édition 2024) / Champ : actifs occupés résidant dans les 17 arrondissements limitrophes à la Belgique, au Luxembourg, à l'Allemagne et à la Suisse

Des cadres, ingénieurs et techniciens en plus forte proportion au Luxembourg et en Suisse

LES FRONTALIERS SELON LE PAYS DE TRAVAIL (SUITE)

RÉPARTITION PAR POSITION PROFESSIONNELLE (EN %)	LIEU DE TRAVAIL					Ensemble de la zone d'étude
	Luxembourg	Allemagne	Suisse	Belgique	France*	
Indépendant	1,1	1,3	0,9	0,9	6,0	5,3
Employeur	2,1	2,5	1,6	1,9	4,9	4,5
Ingénieur, cadre d'entreprise	13,0	10,2	18,9	3,7	8,3	8,9
Agent de maîtrise, VRP	2,2	2,5	2,2	1,7	4,0	3,7
Technicien (non cadre)	7,0	6,8	11,4	5,1	6,8	6,9
Employé	39,9	23,7	27,3	34,7	25,7	26,6
OQ ou OHQ, technicien d'atelier	17,3	23,4	18,9	22,3	10,4	11,6
Manœuvre, ouvrier spécialisé	10,4	21,4	12,4	19,3	9,4	10,0
Agent de cat. A de la fonction publique	0,8	1,0	0,7	2,5	6,7	5,9
Agent de cat. B de la fonction publique	0,6	0,7	0,6	2,5	4,6	4,1
Agent de cat. C ou D fonction publique	0,2	0,4	0,2	0,7	5,2	4,5
Aide familial	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1
Position professionnelle non précisée	5,5	6,0	4,9	4,5	8,1	7,7
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

 surreprésentation ≥ 2 points
par rapport à la répartition
professionnelle de la zone
d'étude

 sous-représentation ≥ 2 points
par rapport à la répartition
professionnelle de la zone
d'étude

* individus travaillant généralement en France, ou marginalement, dans un pays étranger autre que les 4 cités.

Source : Insee - Recensement de la population 2020, exploitation complémentaire (idem édition 2024) / Champ : actifs occupés résidant dans les 17 arrondissements limitrophes à la Belgique, au Luxembourg, à l'Allemagne et à la Suisse

Les frontaliers travaillent essentiellement dans l'industrie dans les pays voisins, sauf au Luxembourg plus orienté vers les services

LES FRONTALIERS SELON LE PAYS DE TRAVAIL (SUITE)

RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ (EN %)	LIEU DE TRAVAIL					Ensemble de la zone d'étude
	Luxembourg	Allemagne	Suisse	Belgique	France*	
Agriculture, sylviculture et pêche	0,1	0,3	0,3	0,6	1,7	1,5
Industries extractives	0,1	0,4	0,2	0,4	0,1	0,1
Industrie manufacturière	11,8	40,3	31,5	25,2	14,5	15,7
Prod distrib élec gaz vapeur air condit	0,2	0,2	0,5	0,1	0,9	0,8
Prod distrib eau assainiss dépollution	0,6	0,6	0,9	0,8	0,8	0,8
Construction	10,3	7,1	8,0	6,8	6,3	6,7
Commerce réparation automobile	15,8	17,4	12,6	17,7	13,4	13,7
Transports et entreposage	5,0	4,8	9,8	3,4	4,5	4,7
Hébergement et restauration	5,3	1,9	3,4	3,9	4,0	4,0
Information et communication	5,3	2,0	2,3	0,5	1,7	2,0
Activités financières et d'assurance	11,4	1,7	2,2	0,9	2,8	3,3
Activités immobilières	0,9	0,4	0,3	0,4	1,1	1,0
Activ spécialisées scientif techniques	9,2	3,9	7,1	1,2	4,4	4,8
Activ services administratifs soutien	10,5	5,1	7,6	5,6	6,2	6,5
Administration publique	1,4	2,1	1,0	2,8	9,2	8,2
Enseignement	1,3	2,1	2,1	5,0	7,5	6,7
Santé humaine et action sociale	7,8	6,5	7,2	21,4	15,9	14,8
Arts spectacles et activités récréatives	0,5	1,7	0,9	0,9	1,2	1,1
Autres activités de services	1,8	1,5	1,7	1,5	3,2	3,0
Activités ménages en tant qu'employeurs	0,1	0,0	0,5	0,7	0,4	0,4
Activités extra-territoriales	0,6	0,0	0,0	0,2	0,3	0,3
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

 surreprésentation ≥ 2 points
par rapport à la répartition
Naf de la zone d'étude

 sous-représentation ≥ 2 points
par rapport à la répartition Naf
de la zone d'étude

* individus travaillant généralement en France, ou marginalement, dans un pays étranger autre que les 4 cités.

Source : Insee - Recensement de la population 2020, exploitation complémentaire (idem édition 2024) / Champ : actifs occupés résidant dans les 17 arrondissements limitrophes à la Belgique, au Luxembourg, à l'Allemagne et à la Suisse

Avec plus de 40 400 travailleurs détachés en 2025, le Grand Est est la 3^e région y recourant le plus

EFFECTIFS DE TRAVAILLEURS DÉTACHÉS SELON LES RÉGIONS

	Travailleurs détachés dis- tincts (TDD) en 2024	TDD région / TDD France métro. (en %)
Île-de-France	67 910	24,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	46 208	16,3
Grand Est	40 460	14,3
Hauts-de-France	40 284	14,2
Auvergne-Rhône-Alpes	37 899	13,4
Pays de la Loire	30 270	10,7
Nouvelle-Aquitaine	24 530	8,7
Occitanie	19 562	6,9
Bretagne	15 860	5,6
Normandie	15 723	5,5
Bourgogne-Franche-Comté	15 497	5,5
Centre-Val de Loire	11 308	4,0
Corse	1 693	0,6
France métropolitaine	283 400	

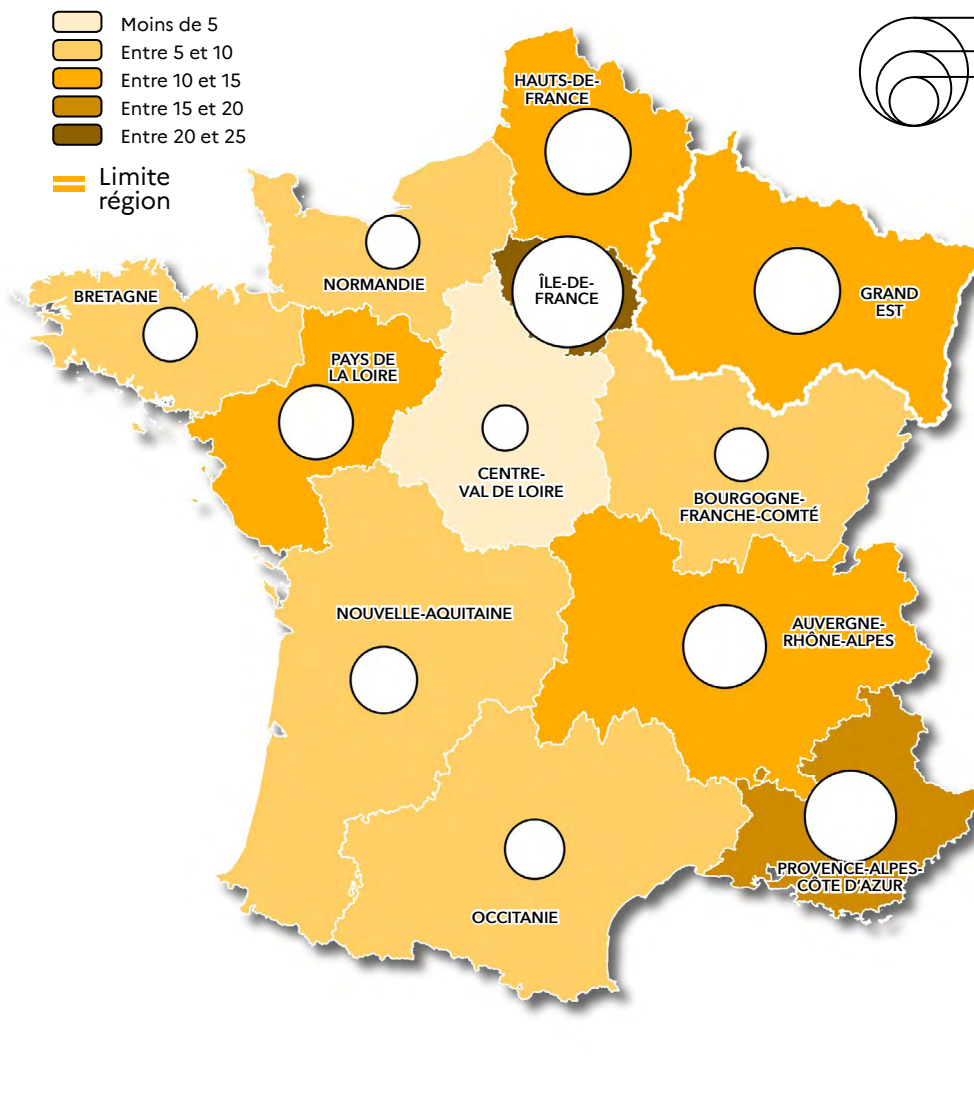
La somme des effectifs des régions est supérieure à l'effectif France, car un travailleur détaché travaillant dans deux régions est compté dans chaque région en tant que travailleur détaché distinct, et une unique fois, pour la France.

Source : Sipsi - Refonte, extraction du 8 octobre 2025

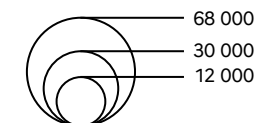
Travailleurs détachés distincts région /
TDD France métro. (en %)



— Limite
région



Travailleurs détachés distincts
en 2024



Près d'un travailleur détaché sur cinq de nationalité allemande

TOP 10 SELON LA NATIONALITÉ DES TRAVAILLEURS DÉTACHÉS

GRAND EST		FRANCE MÉTROPOLITAINE	
Nationalité (pays)	Travailleurs détachés distincts 2024	Nationalité (pays)	Travailleurs détachés distincts 2024
Allemagne	8 078	Allemagne	26 550
France	3 400	Italie	26 043
Pologne	3 398	Pologne	22 413
Portugal	3 281	Roumanie	21 731
Italie	2 967	Espagne	18 755
Belgique	2 433	Portugal	17 419
Espagne	2 250	Belgique	15 548
Roumanie	1 848	Royaume-Uni	13 021
Ukraine	1 294	France	10 743
Brésil	1 200	Brésil	8 718
Total top 10	30 149	Total top 10	180 941

Source : Sipsi - Refonte, extraction du 8 octobre 2025

Plus de la moitié des prestations internationales dans le Grand Est est assurée par des entreprises allemandes, portugaises, polonaises ou luxembourgeoises

TOP 10 SELON LE PAYS D'ORIGINE DES ENTREPRISES

GRAND EST		FRANCE MÉTROPOLITAINE	
Pays	Travailleurs détachés distincts 2024	Pays	Travailleurs détachés distincts 2024
Allemagne	10 584	Allemagne	33 899
Portugal	4 297	Espagne	32 370
Pologne	4 115	Italie	31 098
Luxembourg	3 664	Portugal	28 039
Italie	3 107	Pologne	22 313
Belgique	3 036	Belgique	20 733
Espagne	2 939	Royaume-Uni	16 622
Roumanie	1 083	Roumanie	13 507
Suisse	905	Etats-Unis d'Amérique	8 959
Lituanie	882	Lituanie	8 531
Total top 10	34 612	Total top 10	216 071

Source : Sipsi - Refonte, extraction du 8 octobre 2025

Une majorité de travailleurs détachés dans l'industrie manufacturière ou la construction

TOP 5 DES SECTEURS D'ACTIVITÉ DES TRAVAILLEURS DÉTACHÉS

GRAND EST		FRANCE MÉTROPOLITAINE	
Secteur d'activité	Part de travailleurs détachés distincts 2024 (en %)	Secteur d'activité	Part de travailleurs détachés distincts 2024 (en %)
INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE	32,8	CONSTRUCTION	28,0
CONSTRUCTION	30,1	INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE	27,3
AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES	8,0	AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES	7,4
ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	6,5	ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES	6,8
TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	4,4	ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	6,8

Source : Sipsi - Refonte, extraction du 8 octobre 2025

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A progresse de 2,3 % dans le Grand Est au 4^e trimestre 2024 par rapport à la même période de 2023. Cette hausse demeure toutefois modérée en comparaison avec d'autres régions métropolitaines, et est inférieure à la hausse en France métropolitaine (+3,7 %). Au total, la région compte 238 970 demandeurs d'emploi de catégorie A fin 2024, contre 233 640 un an plus tôt. Lorsqu'on inclut les demandeurs d'emploi des catégories B et C, (c'est-à-dire les personnes exerçant une activité réduite) l'ensemble des catégories A, B et C atteint 406 930 personnes au 4^e trimestre 2024. Sur un an, cet effectif recule légèrement de 0,9 %, traduisant une évolution plus favorable qu'en France métropolitaine (+1,8 %).

Dans le Grand Est, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A augmente en 2024 tant pour les hommes que pour les femmes. Sur un an, la progression apparaît toutefois plus marquée pour les hommes (3,1 %) que pour les femmes (1,4 %). Le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans en catégorie A progresse de 5,1 % sur un an au 4^e trimestre 2024, tandis que la hausse pour les 50 ans et plus dans la catégorie A est plus modérée (1,2 % sur un an).

Un contraste similaire s'observe selon l'ancienneté d'inscription. Au 4^e trimestre 2024, le nombre de demandeurs d'emploi des catégories A, B, C inscrits depuis un an ou plus diminue de 1,4 % sur un an, tandis que celui des inscrits depuis moins d'un an recule plus légèrement (-0,5 %).

Le taux de chômage dans le Grand Est s'établit à 7,1 % de la population active au 4^e trimestre 2024, en légère baisse par rapport au 4^e trimestre 2023. Les jeunes restent les plus exposés : le taux de chômage des 15-24 ans a fortement diminué sur dix ans, passant de 26,8 % en 2013 à 17,0 % en 2023, avant de remonter à 18,5 % en 2024.

Une augmentation modérée des demandeurs d'emploi en catégorie A dans le Grand Est, diminution en catégorie ABC

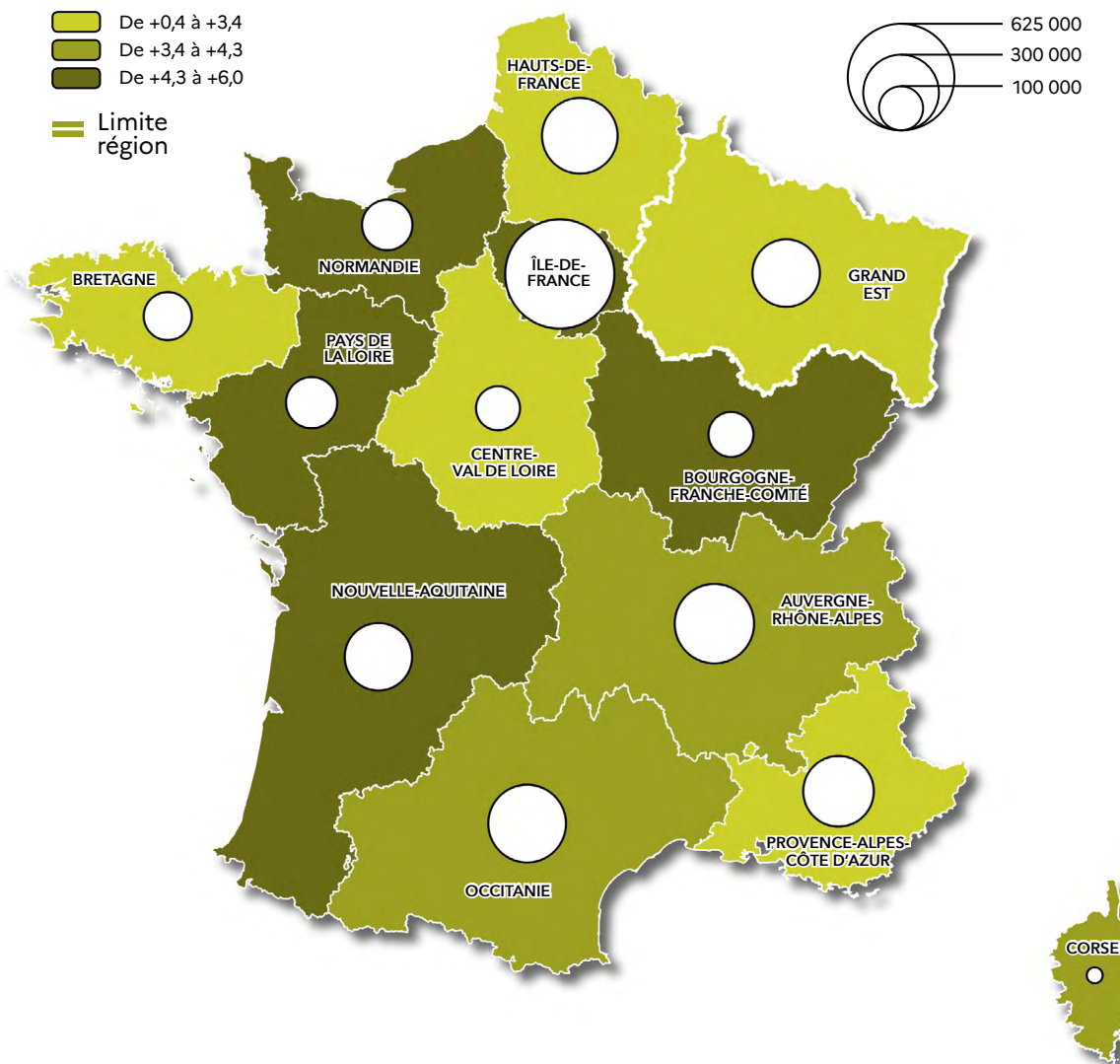
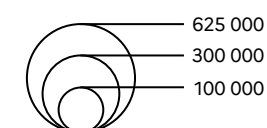
ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CATÉGORIE A) 2023-2024 SELON LES RÉGIONS

	DE (cat. A) 4 ^e trim. 2023	DE (cat. A) 4 ^e trim. 2024	Évol. (en %)
Île-de-France	595 550	625 380	5,0
Auvergne-Rhône-Alpes	318 230	330 590	3,9
Occitanie	304 470	316 660	4,0
Hauts-de-France	298 720	299 790	0,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	255 520	261 130	2,2
Grand Est	233 640	238 970	2,3
Nouvelle-Aquitaine	228 130	238 490	4,5
Pays de la Loire	129 940	137 730	6,0
Normandie	127 440	133 540	4,8
Bretagne	117 470	121 320	3,3
Bourgogne-Franche-Comté	100 510	106 210	5,7
Centre-Val de Loire	98 840	101 580	2,8
Corse	12 870	13 380	4,0
France métropolitaine	2 821 300	2 924 800	3,7

Évolution 2023 T4 - 2024 T4 (en %)



DE (cat. A) 2024 T4

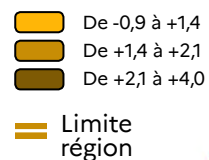


Source : Statistiques du marché du travail (SMT) - France Travail, Dares - données CVSCJO (4^e trimestre 2024)

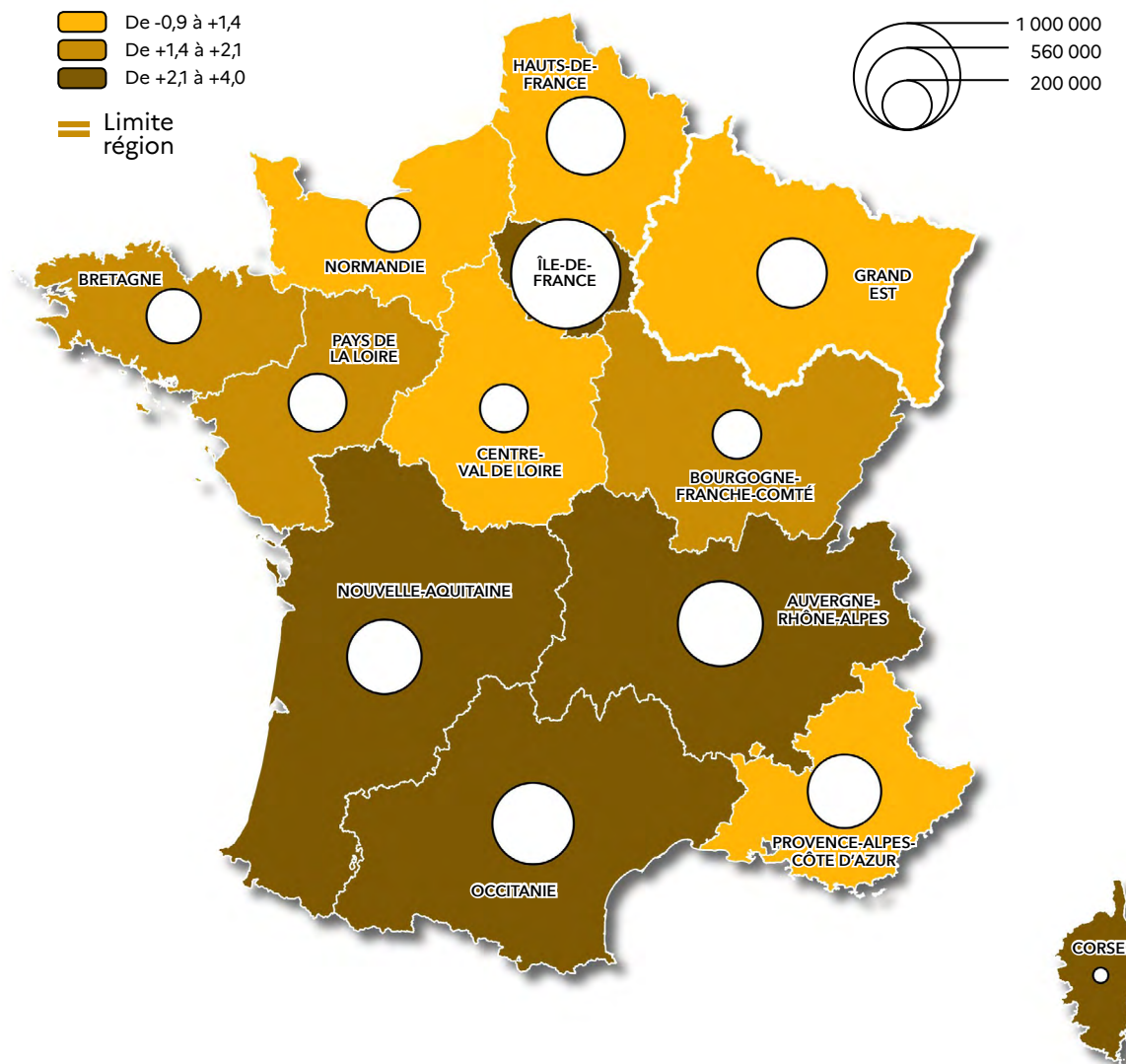
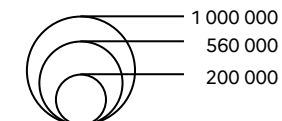
ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CATÉGORIES ABC) 2023-2024 SELON LES RÉGIONS

	DE (cat. ABC) 4 ^e trim. 2023	DE (cat. ABC) 4 ^e trim. 2024	Évol. (en %)
Île-de-France	967 950	1 006 720	4,0
Auvergne-Rhône-Alpes	594 930	610 280	2,6
Occitanie	548 310	560 420	2,2
Hauts-de-France	513 520	512 990	-0,1
Nouvelle-Aquitaine	458 100	468 500	2,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	450 450	455 670	1,2
Grand Est	410 470	406 930	-0,9
Pays de la Loire	277 850	283 160	1,9
Bretagne	244 460	249 150	1,9
Normandie	244 550	245 470	0,4
Bourgogne-Franche-Comté	195 830	199 790	2,0
Centre-Val de Loire	193 160	193 500	0,2
Corse	19 340	19 880	2,8
France métropolitaine	5 118 900	5 212 500	1,8

Évolution 2023 T4 - 2024 T4 (en %)



DE (cat. ABC) 2024 T4



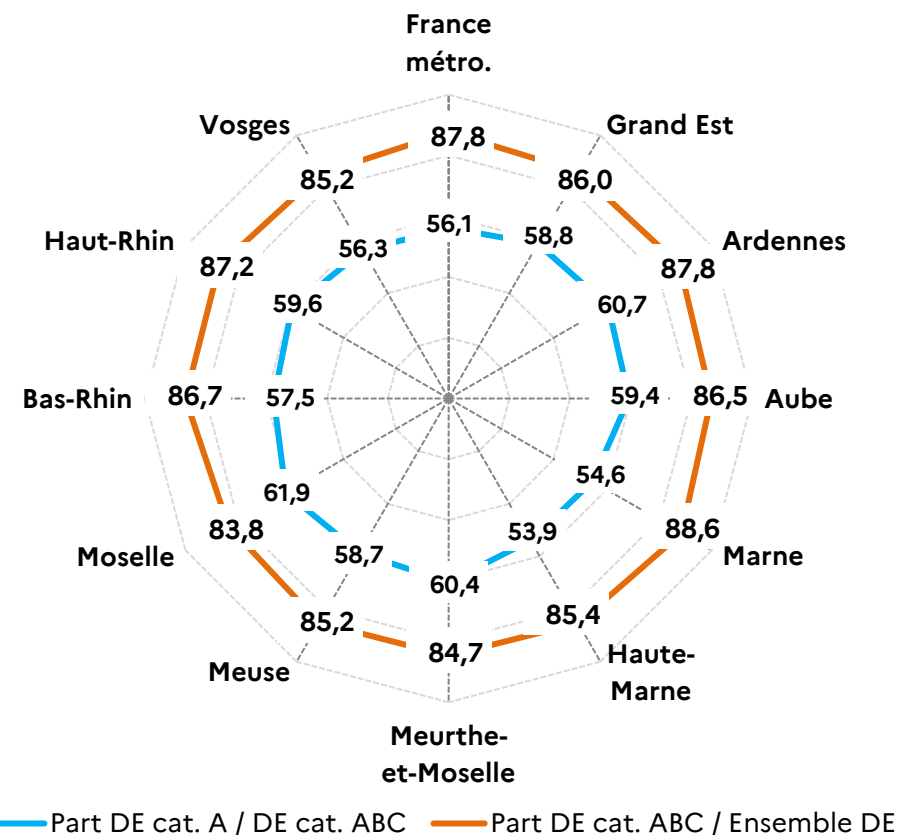
Source : STMT - France Travail, Dares - données CVSCJO (4^e trimestre 2024)

Une part des demandeurs d'emploi de catégorie A moins élevée dans la Marne et en Haute-Marne

RÉPARTITION DES DEMANDEURS D'EMPLOI SELON LES CATÉGORIES

	Cat. A	Cat. B	Cat. C	Cat. ABC	Cat. D	Cat. E	Ensemble
Ardennes	14 170	3 140	6 010	23 330	1 360	1 890	26 570
Aube	15 700	3 840	6 910	26 450	1 570	2 570	30 590
Marne	24 030	7 030	12 920	43 990	2 490	3 180	49 660
Haute-Marne	6 000	1 730	3 390	11 130	800	1 110	13 030
Meurthe-et-Moselle	29 310	6 310	12 870	48 490	3 280	5 500	57 270
Meuse	7 400	1 610	3 590	12 600	990	1 190	14 790
Moselle	46 090	10 020	18 360	74 470	4 520	9 890	88 890
Bas-Rhin	47 340	12 190	22 730	82 260	5 470	7 180	94 920
Haut-Rhin	33 670	7 890	14 980	56 540	3 650	4 630	64 820
Vosges	15 320	3 700	8 200	27 210	1 700	3 020	31 940
Grand Est	239 040	57 460	109 980	406 480	25 840	40 140	472 470
France métro.	2 927 800	806 500	1 481 500	5 215 800	332 800	395 200	5 943 800

PART DE DEMANDEURS D'EMPLOI SELON LES CATÉGORIES (EN %)

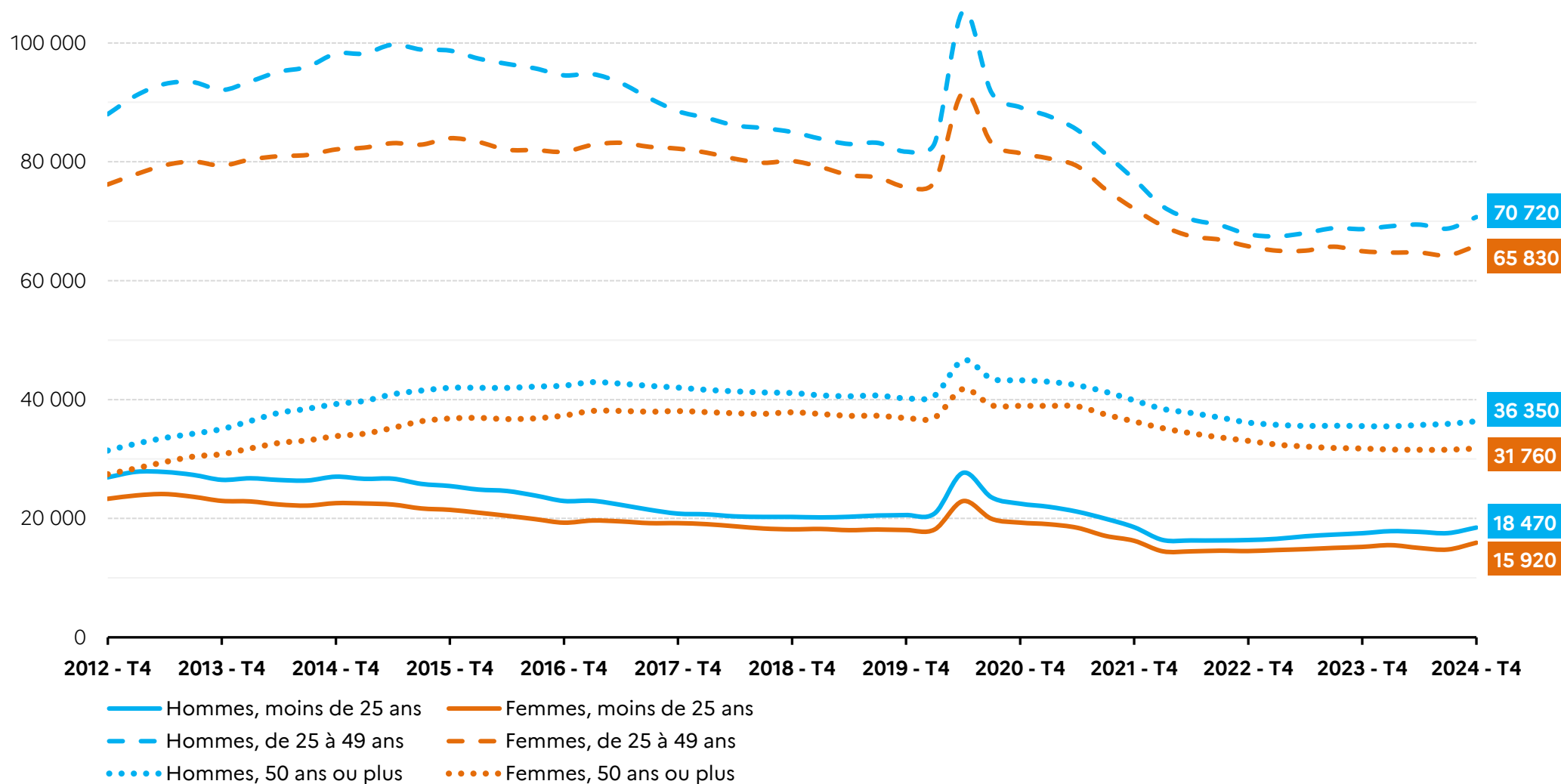


Cat. A : inscrits tenus de rechercher un emploi, sans emploi
 Cat. B : inscrits tenus de rechercher un emploi, en activité réduite courte (<= 78 heures)
 Cat. C : inscrits tenus de rechercher un emploi, en activité réduite longue (>= 79 heures)
 Cat. D : inscrits non tenus de rechercher un emploi, sans emploi
 Cat. E : inscrits non tenus de rechercher un emploi, en emploi

Source : STMT - France Travail, Dares - données CVSCJO (4^e trimestre 2024)

Des dynamiques différenciées selon l'âge et le sexe

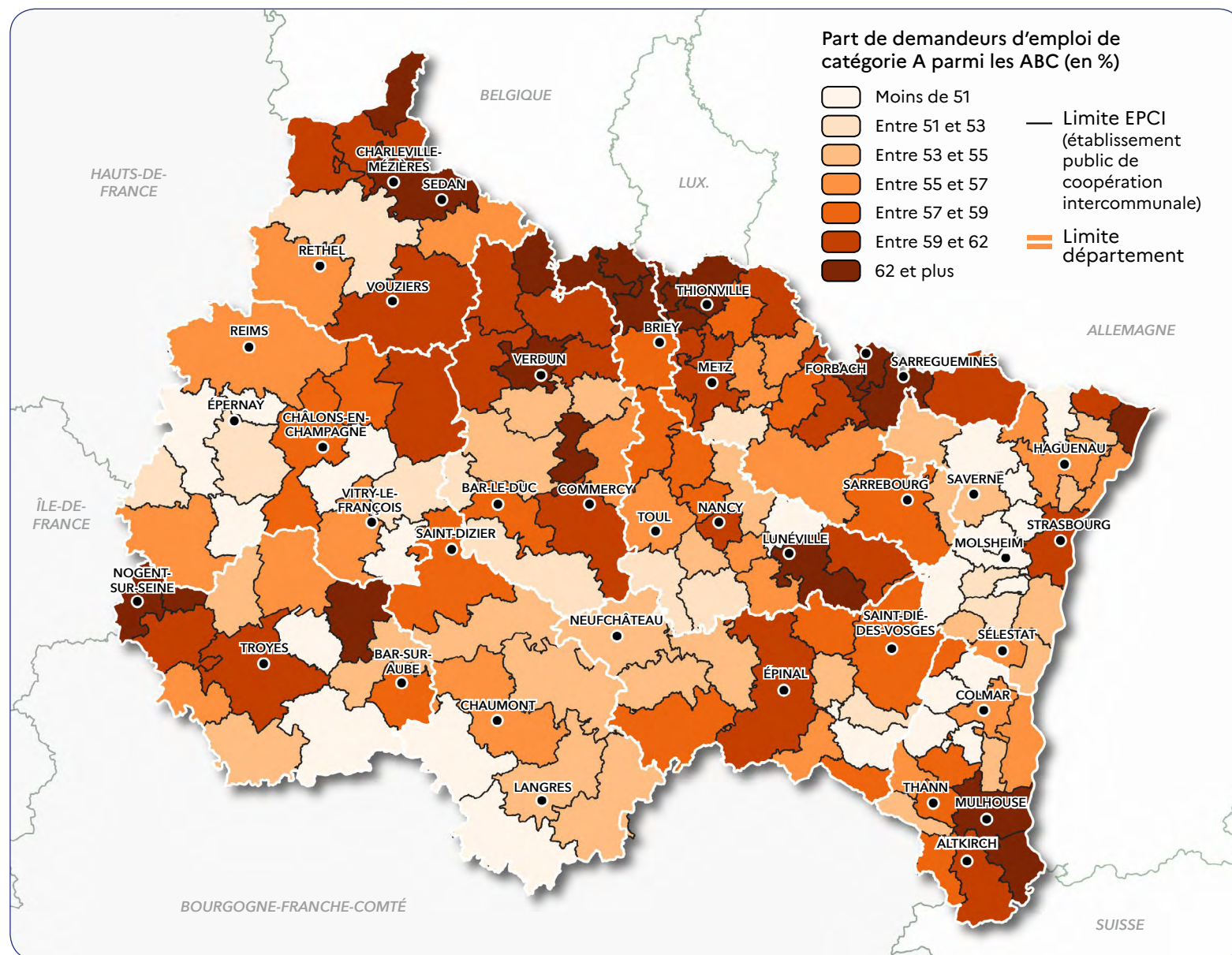
ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI SELON LA TRANCHE D'ÂGE ET LE SEXE



Source : STMT - France Travail, Dares - données CVSCJO (4^e trimestre 2024) / Champ : demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A

Une part de demandeurs d'emploi de catégorie A plus importante dans les villes et les territoires frontaliers

DEMANDEURS D'EMPLOI CAT. A / CAT. ABC PAR EPCI



Source : STMT - France Travail, Dares données brutes
 Champ : demandeurs d'emploi inscrits à France Travail à fin décembre 2024

La répartition des demandeurs d'emploi par ancienneté variable suivant les départements

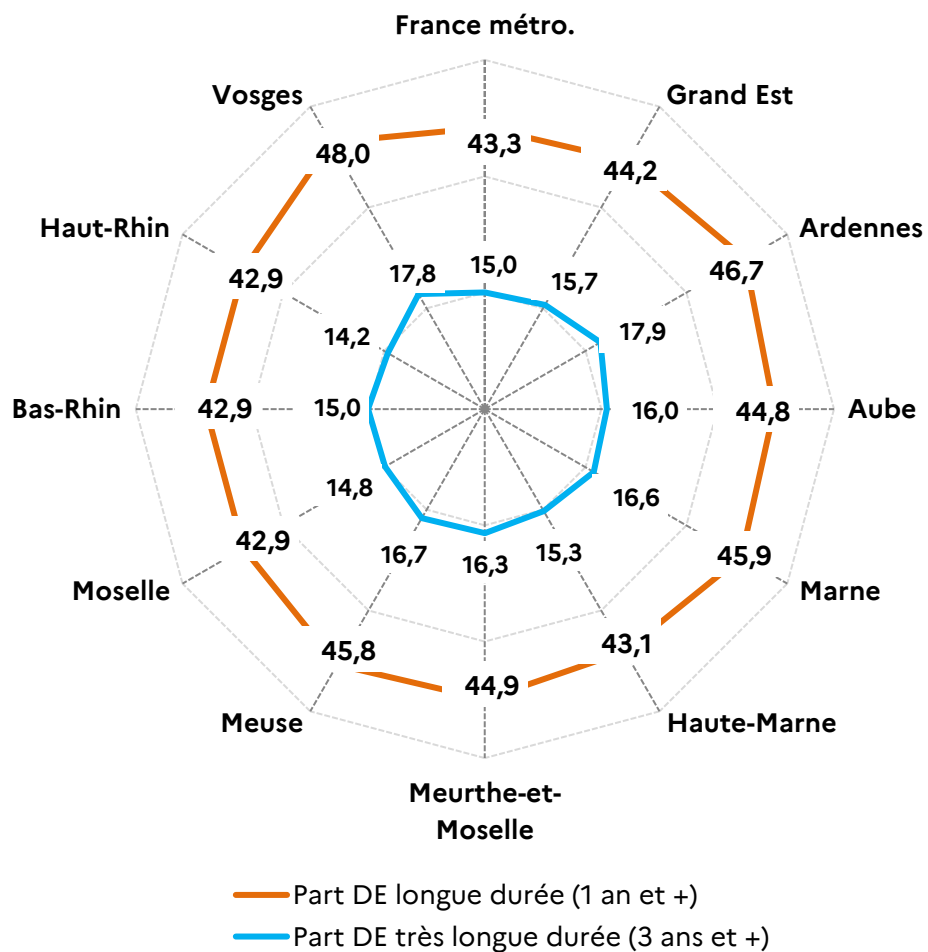
RÉPARTITION DES DEMANDEURS D'EMPLOI SELON L'ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION

	MOINS D'UN AN		ENTRE 1 ET 2 ANS		ENTRE 2 ET 3 ANS		3 ANS ET PLUS		ENSEMBLE	
	Effectif	Évolution sur 1 an (en %)	Effectif	Évolution sur 1 an (en %)	Effectif	Évolution sur 1 an (en %)	Effectif	Évolution sur 1 an (en %)	Effectif	Évolution sur 1 an (en %)
Ardennes	12 440	1,6	4 550	2,7	2 160	4,9	4 180	-7,9	23 330	0,3
Aube	14 610	-1,2	5 310	6,6	2 310	4,1	4 220	-10,0	26 450	-0,8
Marne	23 790	-1,2	8 690	-0,5	4 180	7,7	7 320	-4,6	43 980	-0,9
Haute-Marne	6 330	-0,8	2 160	6,4	940	6,8	1 700	-8,1	11 130	-0,1
Meurthe-et-Moselle	26 730	-4,0	9 420	-3,2	4 430	8,3	7 920	-8,0	48 500	-3,5
Meuse	6 830	-0,6	2 510	2,9	1 160	3,6	2 100	-5,0	12 600	-0,3
Moselle	42 510	0,2	14 370	-3,1	6 570	-4,2	11 030	-9,7	74 480	-2,4
Bas-Rhin	46 970	1,1	15 960	4,0	6 950	5,9	12 380	-5,4	82 260	1,0
Haut-Rhin	32 280	-0,2	11 220	3,2	5 000	8,0	8 040	-8,6	56 540	-0,2
Vosges	14 160	-2,1	5 510	1,8	2 700	12,0	4 840	-6,4	27 210	-0,9
Grand Est	226 640	-0,5	79 700	1,1	36 410	4,9	63 730	-7,4	406 480	-0,9
France métropolitaine	2 955 000	2,1	1 017 800	3,4	459 300	10,7	783 800	-5,3	5 215 900	1,8

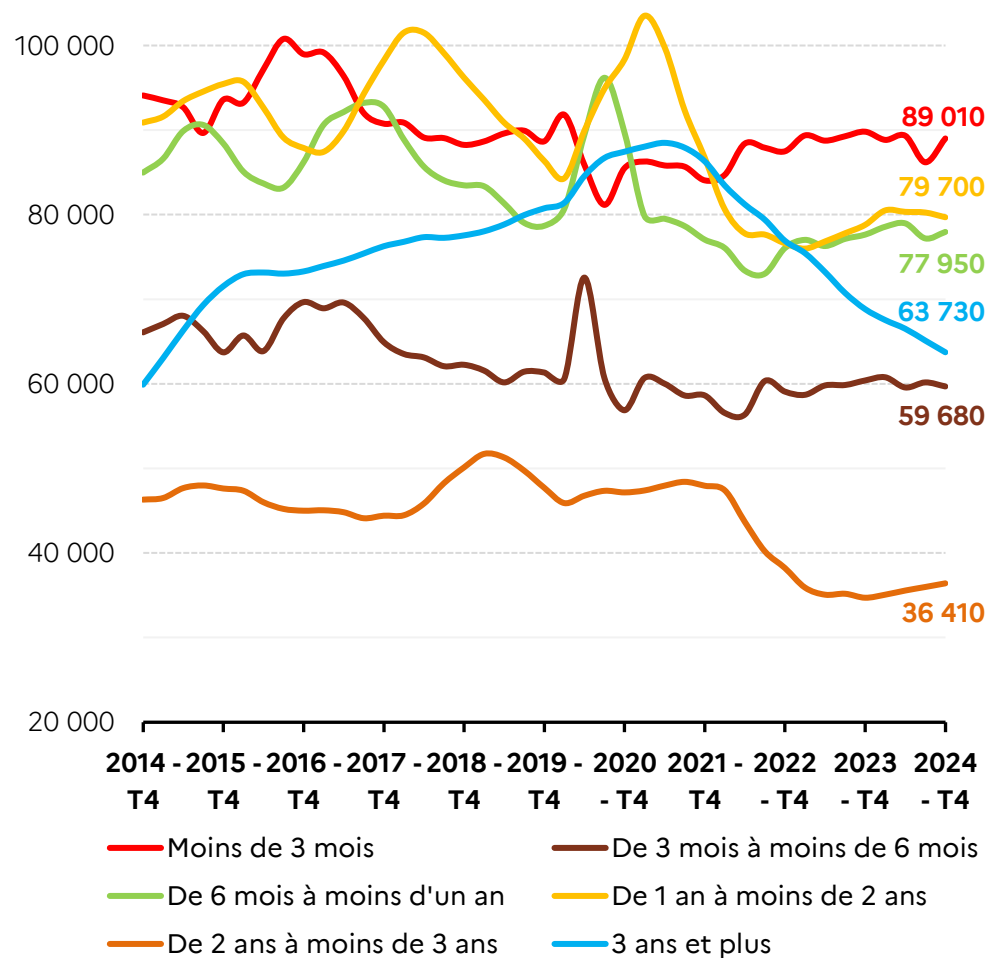
Source : STMT - France Travail, Dares - données CVSCJO (4^e trimestre 2024) / Champ : demandeurs d'emploi inscrits en catégorie ABC

Dans les Ardennes et les Vosges, une proportion supérieure de demandeurs d'emploi de longue durée

PART DE LA DEMANDE D'EMPLOI SELON L'ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION



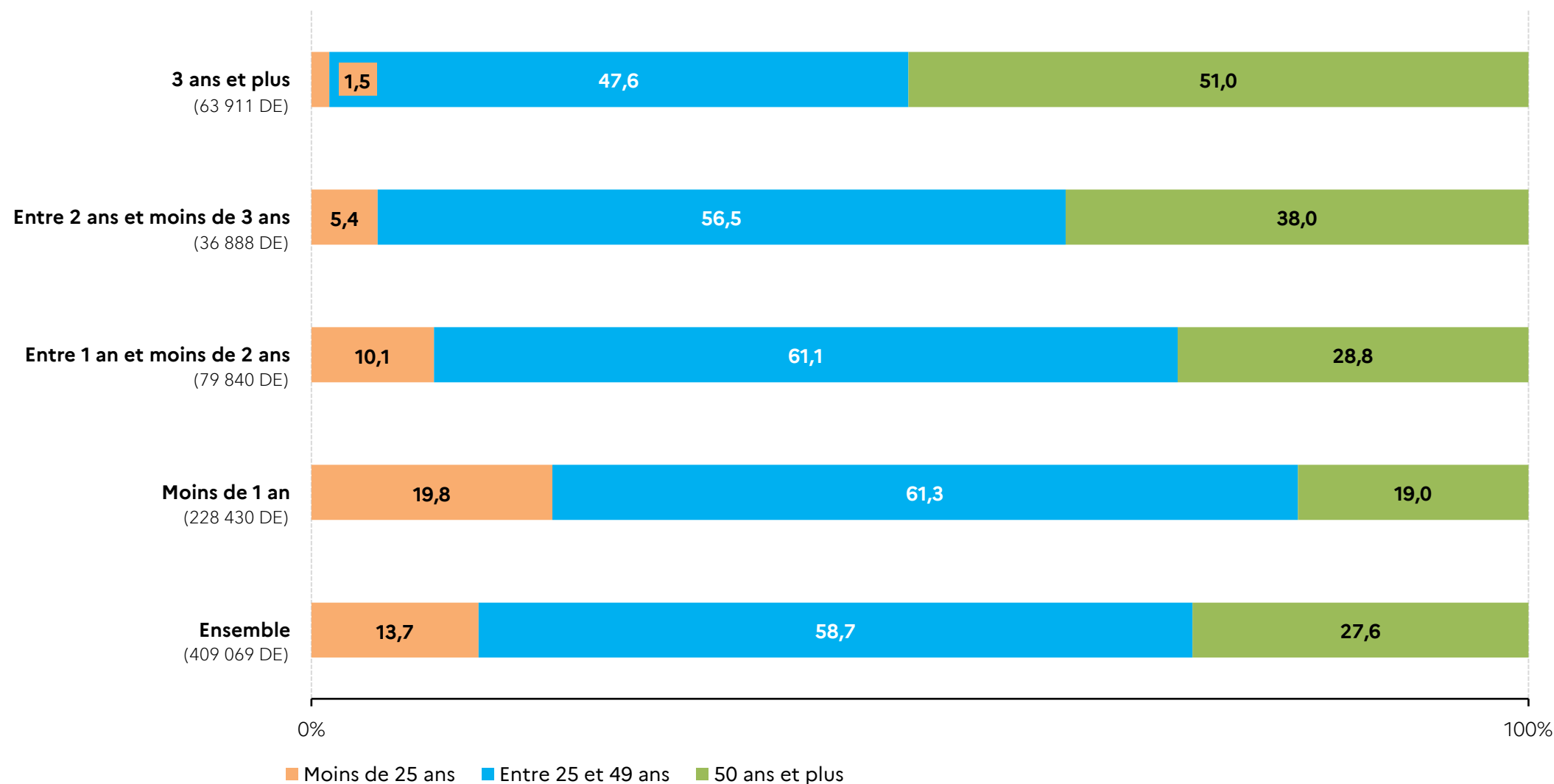
ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI SELON L'ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION



Source : STMT - France Travail, Dares - données CVSCJO (4^e trimestre 2024) / Champ : demandeurs d'emploi inscrits en catégorie ABC

Davantage de seniors parmi les demandeurs d'emploi de longue durée, que dans l'ensemble des demandeurs d'emploi

RÉPARTITION DES DEMANDEURS D'EMPLOI SELON L'ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION ET LA TRANCHE D'ÂGE (EN %)



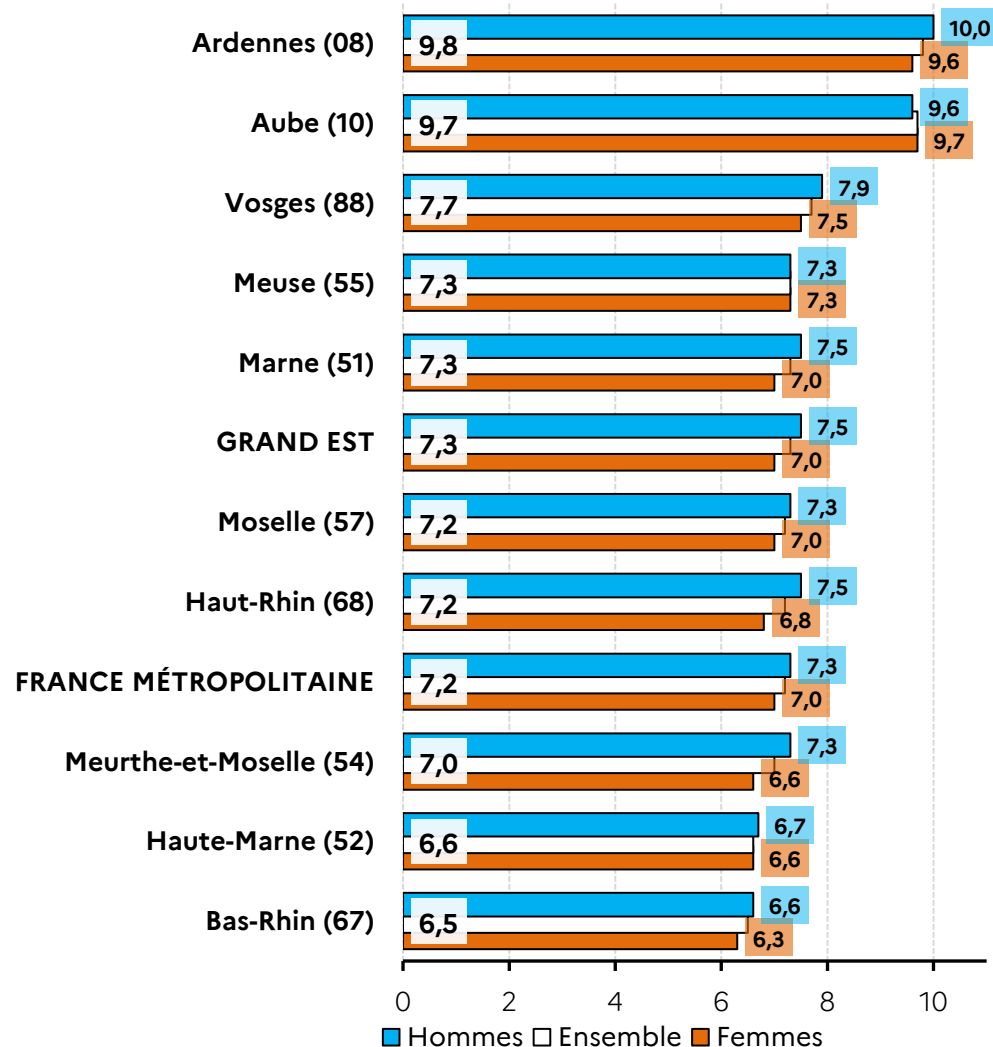
Source : STMT - France Travail, Dares - données brutes / Champ : demandeurs d'emploi inscrits en catégorie ABC, à fin décembre 2024

Le taux de chômage reste plus élevé chez les hommes que chez les femmes, tandis que les jeunes actifs connaissent des niveaux particulièrement élevés dans les Ardennes et l'Aube

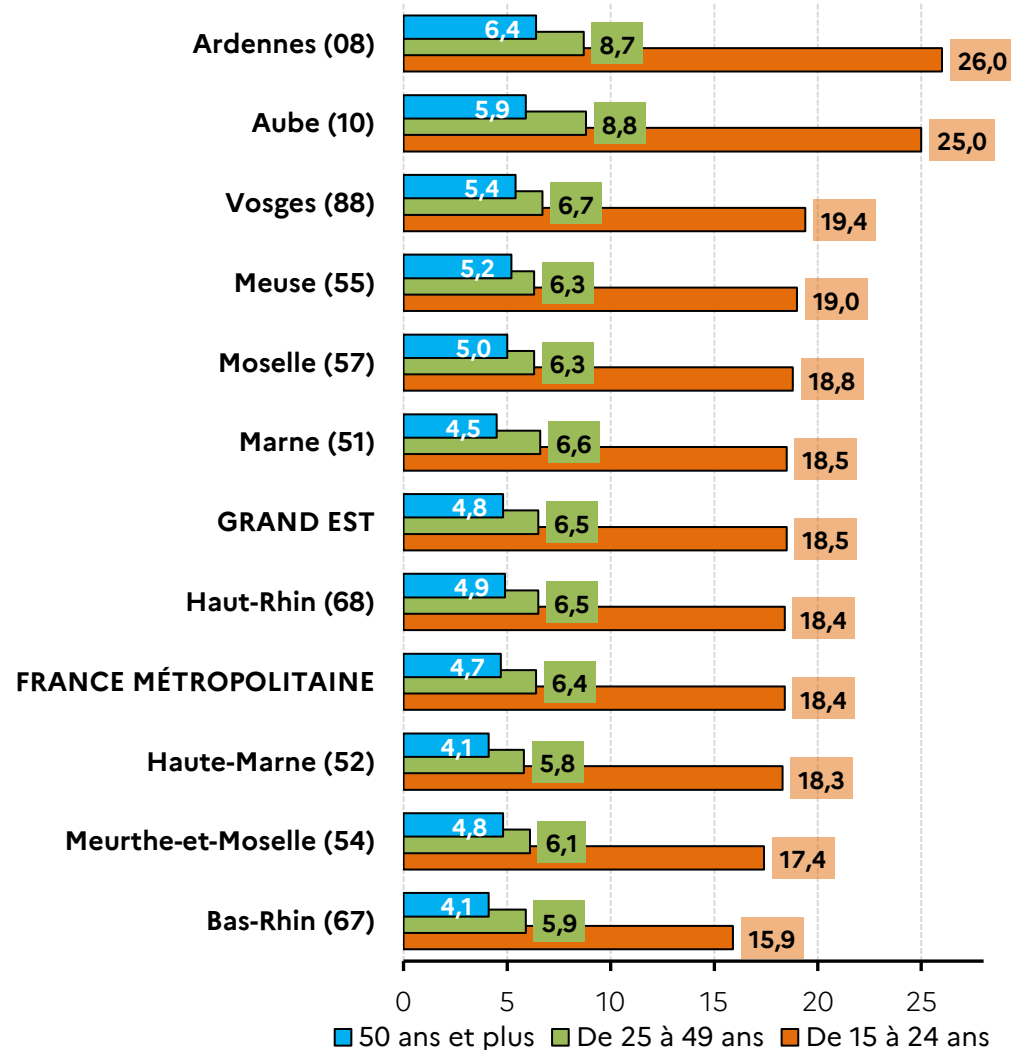
TAUX DE CHÔMAGE ANNUEL MOYEN

ANNÉE 2024

SELON LE **SEXE** (EN %)



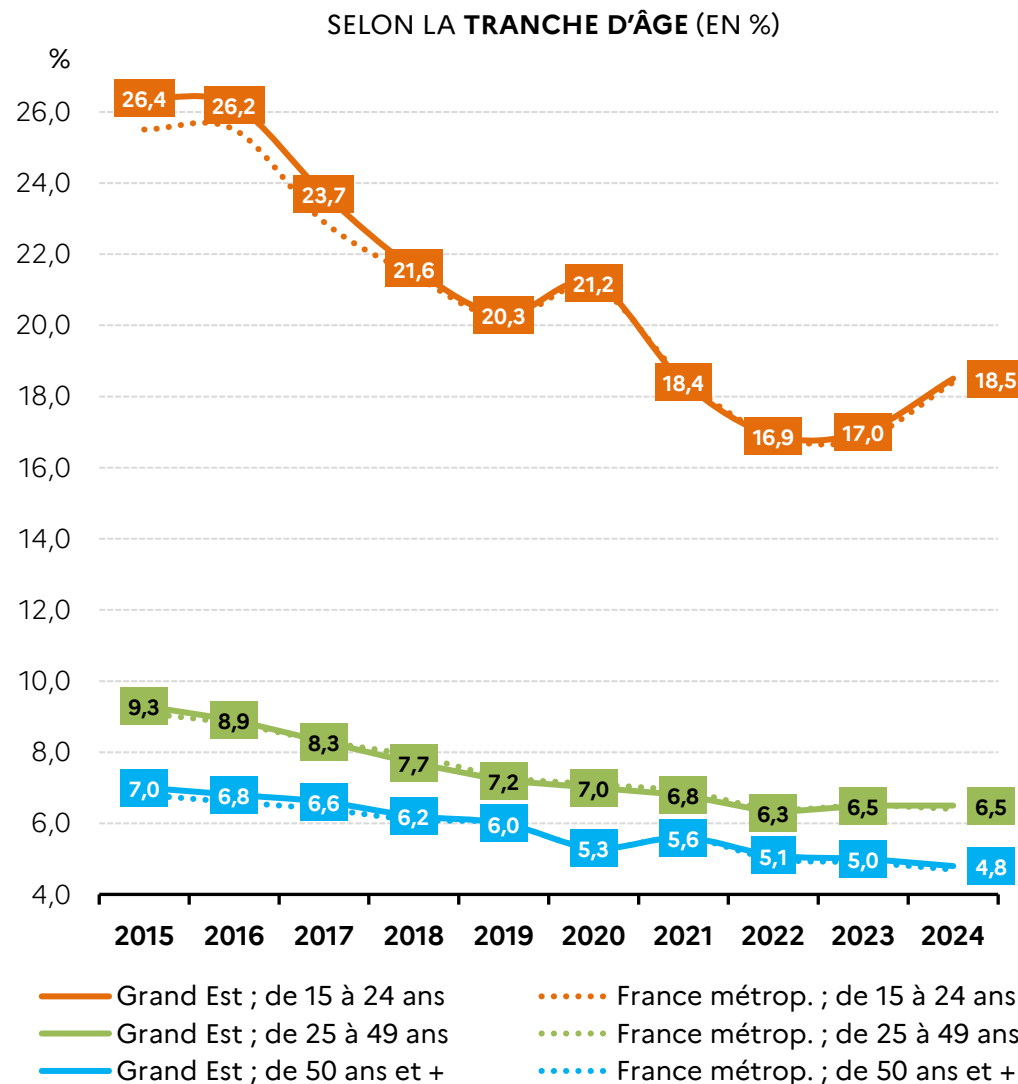
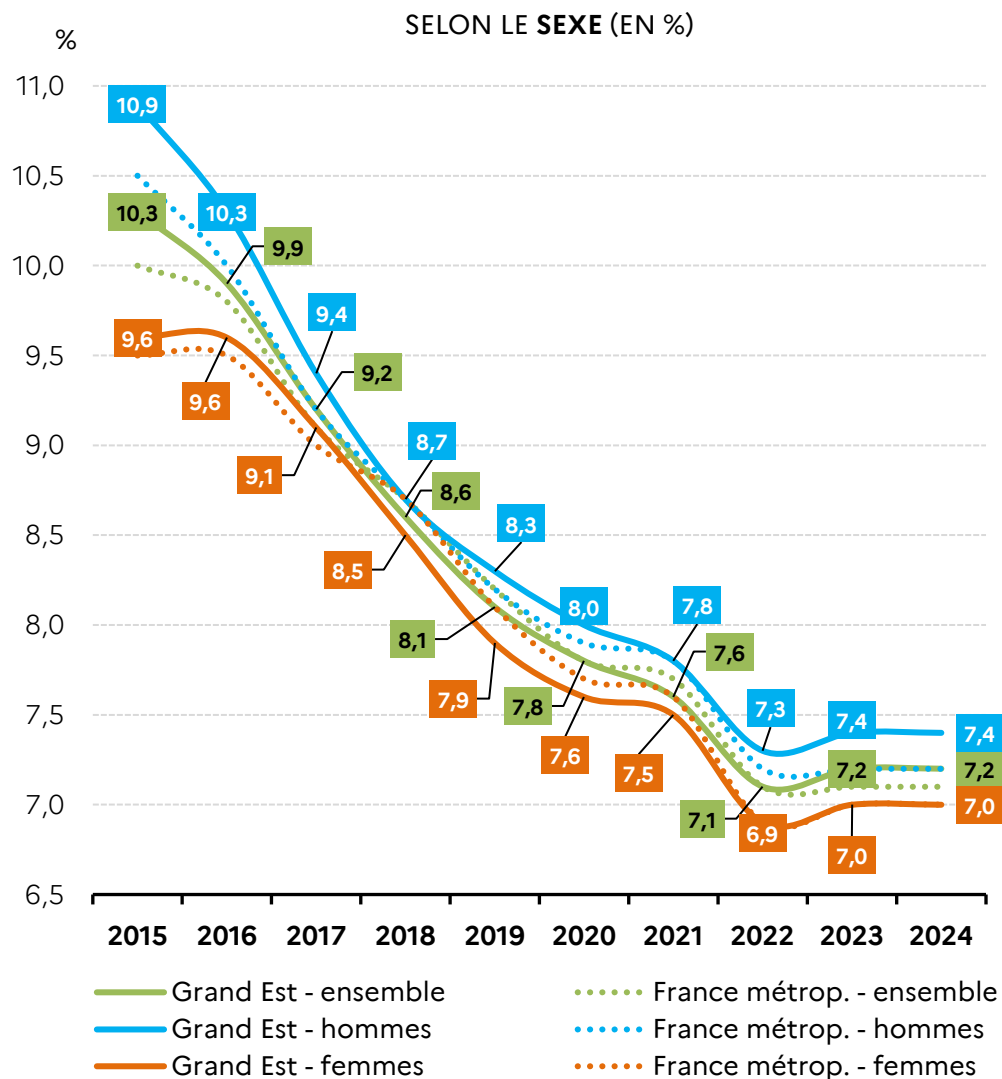
SELON LA **TRANCHE D'ÂGE** (EN %)



Source : Insee, taux de chômage, enquête emploi / Champ : personnes âgées de 15 ans ou plus

Le taux de chômage annuel moyen dans le Grand Est demeure relativement stable depuis 2022, avec une hausse pour les 15-24 ans

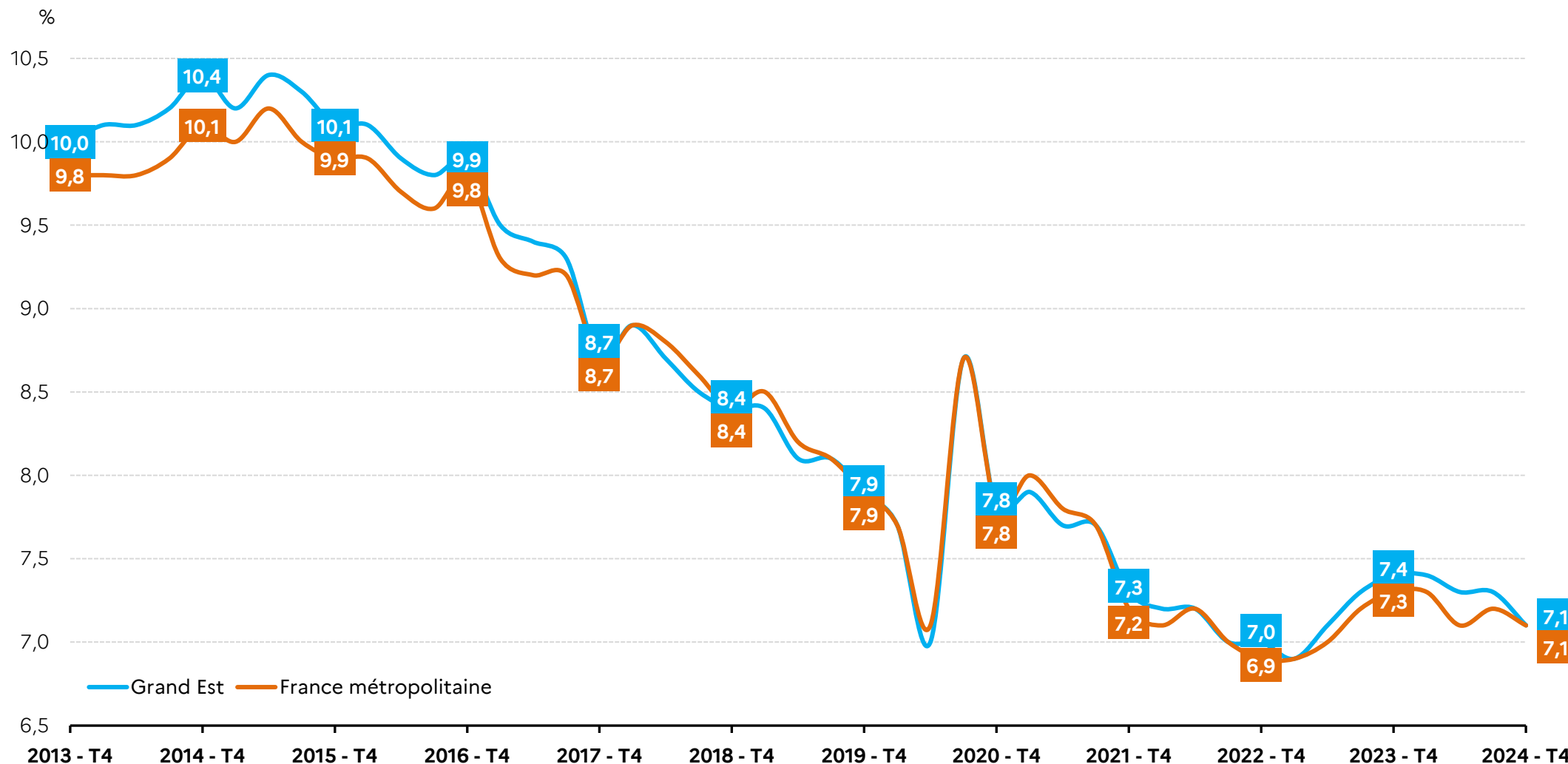
ÉVOLUTION 2015-2024 DU TAUX DE CHÔMAGE ANNUEL MOYEN



Source : Insee, taux de chômage, enquête emploi / Champ : personnes âgées de 15 ans ou plus

À la fin 2024, le taux de chômage dans le Grand Est s'établit à 7,1 % de la population active. Il est relativement stable par rapport à fin 2022, après une baisse continue depuis 2015

ÉVOLUTION DU TAUX DE CHÔMAGE



Source : Insee, taux de chômage trimestriels

Avec un niveau de vie médian de 22 960 € en 2021, le Grand Est se situe au 5^e rang des régions les plus riches de France métropolitaine. Dans les deux départements de la Collectivité européenne d'Alsace, ce niveau de vie médian par unité de consommation dépasse 24 000 €, tandis qu'il est inférieur à 21 000 € dans les Ardennes. Au niveau métropolitain, le niveau de vie médian par unité de consommation atteint 23 080€.

Après transferts, impôts et prestations sociales, un habitant du Grand Est sur deux vit avec moins de 1 913 € par mois, à peine moins qu'au niveau national (1 923 €). Cette même année, 15,1 % des habitants de la région vivaient sous le seuil de pauvreté (14,9 % au national). Au niveau départemental, ce taux varie de 19,4 % pour les Ardennes à 13,5 % pour le Bas-Rhin. Le taux de pauvreté est variable suivant les catégories. Ainsi, il s'élève à 24,3 % pour les ménages dont le référent fiscal a moins de 30 ans ou frôle les 32 % pour les familles monoparentales.

Près de 418 600 personnes habitent dans l'un des 123 quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV, géographie 2024), soit 7,5 % de la population. Cette part

varie suivant les départements. Ainsi, la population habitant en QPV dépasse 8 % dans la Marne, l'Aube, le Haut-Rhin et le Bas-Rhin, alors qu'elle est inférieure à 5 % dans la Meuse et les Vosges.

Les départements du Grand Est affichent un taux de pauvreté en QPV supérieur au niveau national. Le taux de pauvreté en QPV est plus élevé dans l'Aube et les Ardennes. Au total, près de 40 % des QPV dans le Grand Est affiche un taux de pauvreté supérieur à 50 %, tandis qu'au niveau national, moins de 22 % des QPV sont dans ce cas. Cette pauvreté accrue des QPV du Grand Est, par rapport à ceux de la France métropolitaine se retrouve avec le taux d'emploi : celui-ci est inférieur dans le Grand Est, tant pour les hommes que pour les femmes.

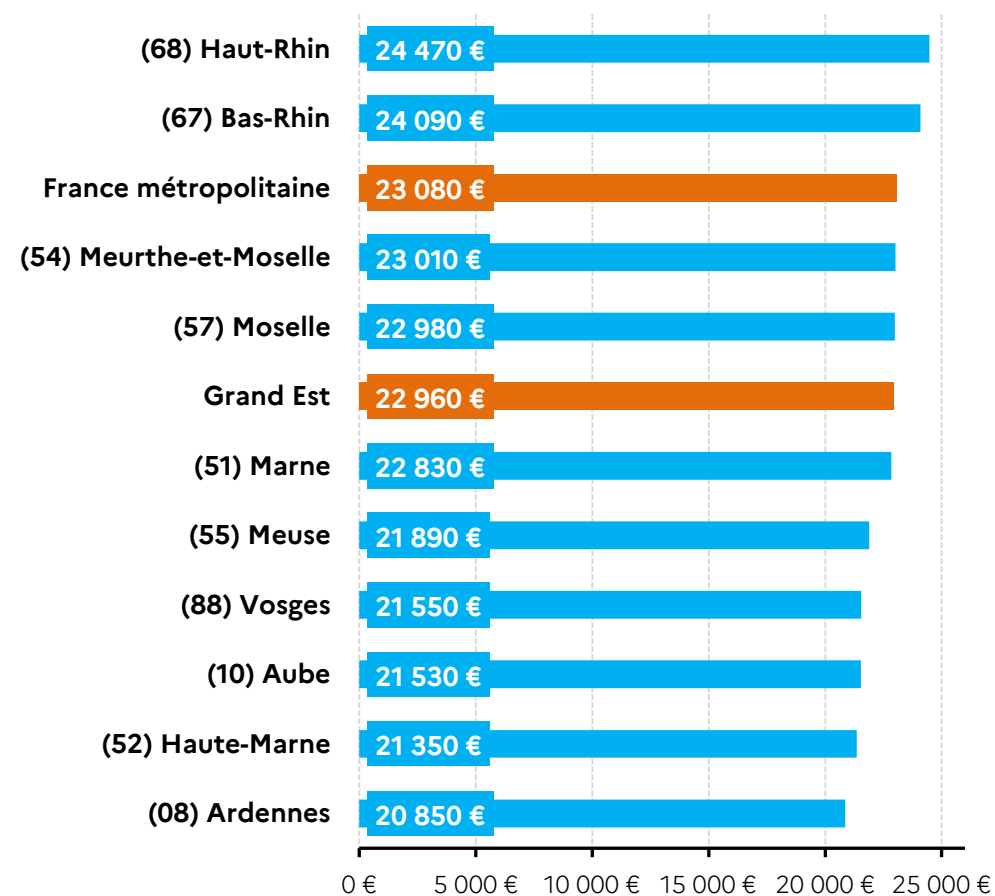
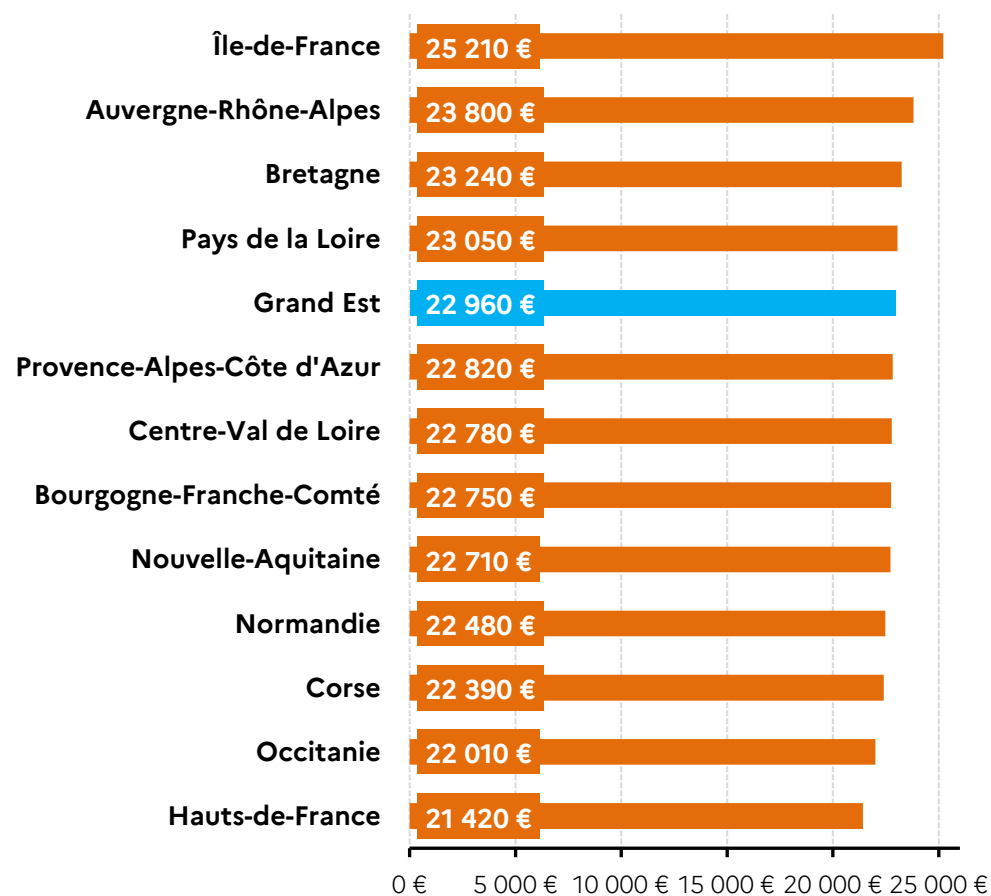
Des niveaux de vie plus faibles dans l'Aube, en Haute-Marne, dans les Vosges et dans les Ardennes

NIVEAU DE VIE

Le **niveau de vie** est égal au revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation (UC). Le niveau de vie est donc le même pour tous les individus d'un même ménage. Le niveau de vie correspond à ce qu'Eurostat nomme « revenu disponible équivalent ».

Les **unités de consommation** sont généralement calculées selon l'échelle d'équivalence dite de l'OCDE modifiée qui attribue 1 UC au premier adulte du ménage, 0,5 UC aux autres personnes de 14 ans ou plus et 0,3 UC aux enfants de moins de 14 ans.

REVENUS DÉCLARÉS PAR UNITÉ DE CONSOMMATION (MÉDIANE)

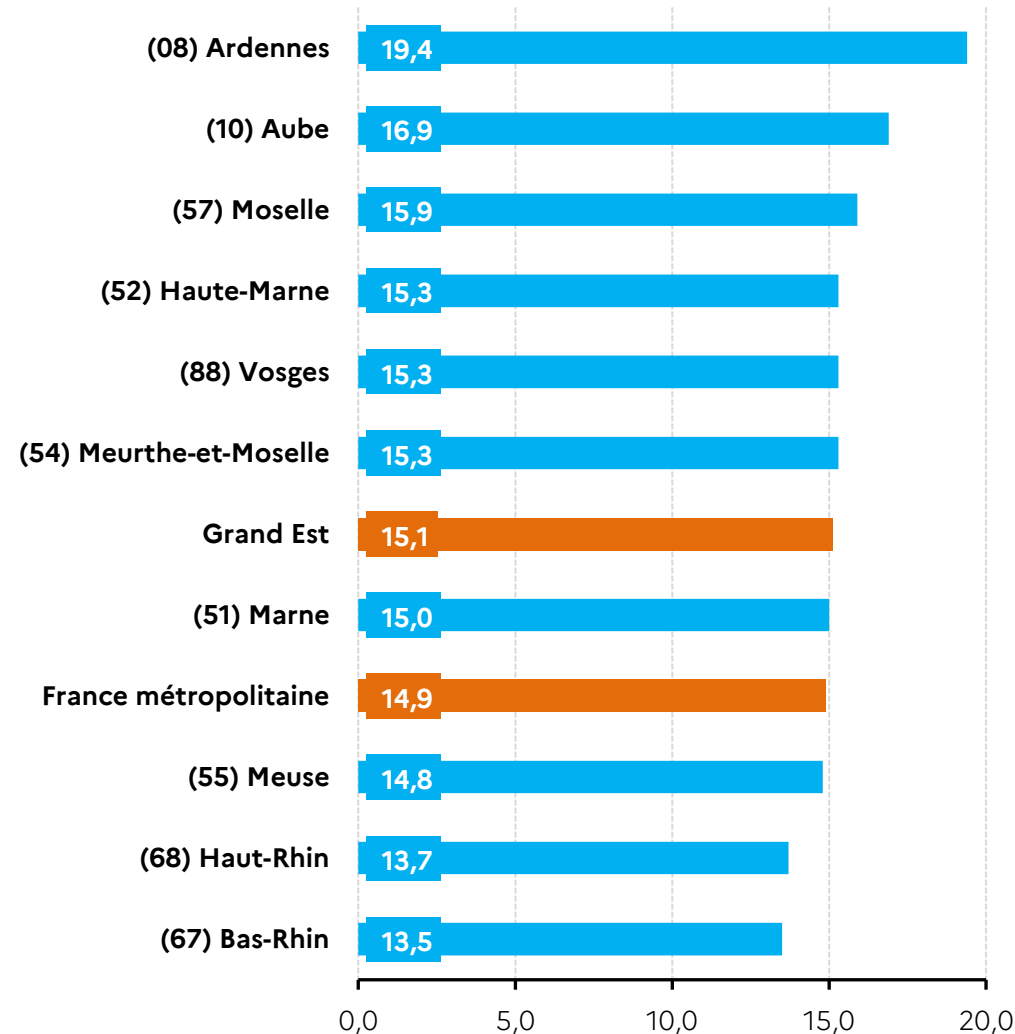
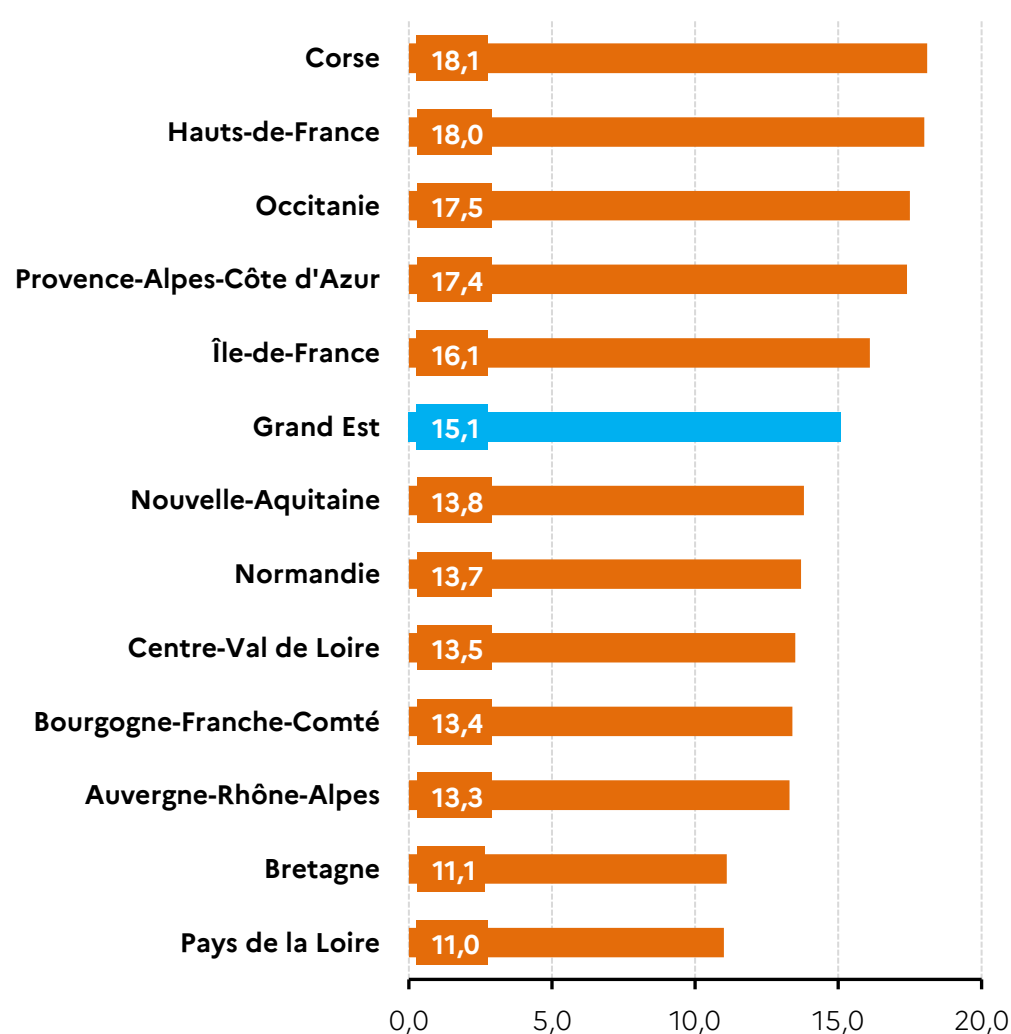


Sources : Insee - DGFiP - Cnaf - Cnav - CCMSA, fichier localisé social et fiscal - Année 2021 (idem édition 2024)

Plus de 19% des ardennais vivent sous le seuil de pauvreté contre 13,5% des Bas-Rhinois

TAUX DE PAUVRETÉ À 60 %

Le seuil de pauvreté est fixé par convention à 60 % du niveau de vie médian de la population. Il correspond à un revenu disponible de 1 102 euros par mois pour une personne vivant seule et de 2 314 euros pour un couple avec deux enfants âgés de moins de 14 ans.



Sources : Insee - DGFiP - Cnaf - Cnav - CCMSA, fichier localisé social et fiscal - Année 2021 (idem édition 2024)

Les ménages les plus jeunes et les familles monoparentales sont plus en difficulté dans le Grand Est que dans le reste de la France

TAUX DE PAUVRETÉ À 60 % SELON LE TYPE DE MÉNAGE

	Ensemble des ménages	Ménages dont le référent fiscal a moins de 30 ans	Ménages dont le référent fiscal a 75 ans ou plus	Familles mono-parentales
Île-de-France	16,1	20,1	10,6	26,0
Centre-Val de Loire	13,5	21,4	9,0	29,5
Bourgogne-Franche-Comté	13,4	20,8	9,8	28,5
Normandie	13,7	21,9	9,4	31,5
Hauts-de-France	18,0	28,7	11,9	36,5
Grand Est	15,1	24,3	10,0	31,9
Pays de la Loire	11,0	18,0	8,9	28,4
Bretagne	11,1	19,4	9,2	26,9
Nouvelle-Aquitaine	13,8	22,8	11,9	28,5
Occitanie	17,5	27,8	13,8	33,2
Auvergne-Rhône-Alpes	13,3	20,5	9,9	27,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	17,4	25,0	12,9	31,5
Corse	18,1	22,8	19,7	26,9

	Ensemble des ménages	Ménages dont le référent fiscal a moins de 30 ans	Ménages dont le référent fiscal a 75 ans ou plus	Familles mono-parentales
Ardennes	19,4	30,5	13,8	39,1
Aube	16,9	27,2	9,5	36,4
Marne	15,0	25,5	8,7	33,5
Haute-Marne	15,3	22,5	11,6	33,1
Meurthe-et-Moselle	15,3	26,7	10,2	30,9
Meuse	14,8	25,0	12,1	33,1
Moselle	15,9	24,4	11,6	32,0
Bas-Rhin	13,5	22,0	8,5	28,9
Haut-Rhin	13,7	21,0	8,2	29,6
Vosges	15,3	24,1	10,2	33,1
Grand Est	15,1	24,3	10,0	31,9
France métropolitaine	14,9	22,7	11,0	29,7

Sources : Insee - DGFiP - Cnaf - Cnav - CCMSA, fichier localisé social et fiscal - Année 2021 (idem édition 2024)

Des indicateurs de pauvreté dans la moyenne nationale

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

L'intensité de la pauvreté permet d'apprécier à quel point le niveau de vie de la population pauvre est éloigné du seuil de pauvreté. Comme Eurostat, l'Insee mesure cet indicateur comme l'écart relatif entre le niveau de vie médian de la population pauvre et le seuil de pauvreté. Plus cet indicateur est élevé et plus la pauvreté est dite intense, au sens où le niveau de vie des plus pauvres est très inférieur au seuil de pauvreté. Formellement, il est calculé de la manière suivante : (seuil de pauvreté - niveau de vie médian de la population pauvre) / seuil de pauvreté.

Les rapports interdéciles des revenus sont utilisés pour mettre en évidence les disparités (ou écarts) entre les plus riches et les plus pauvres. Il s'agit ici de comparer les revenus des 10 % des ménages les plus riches aux 10 % des ménages les plus pauvres.

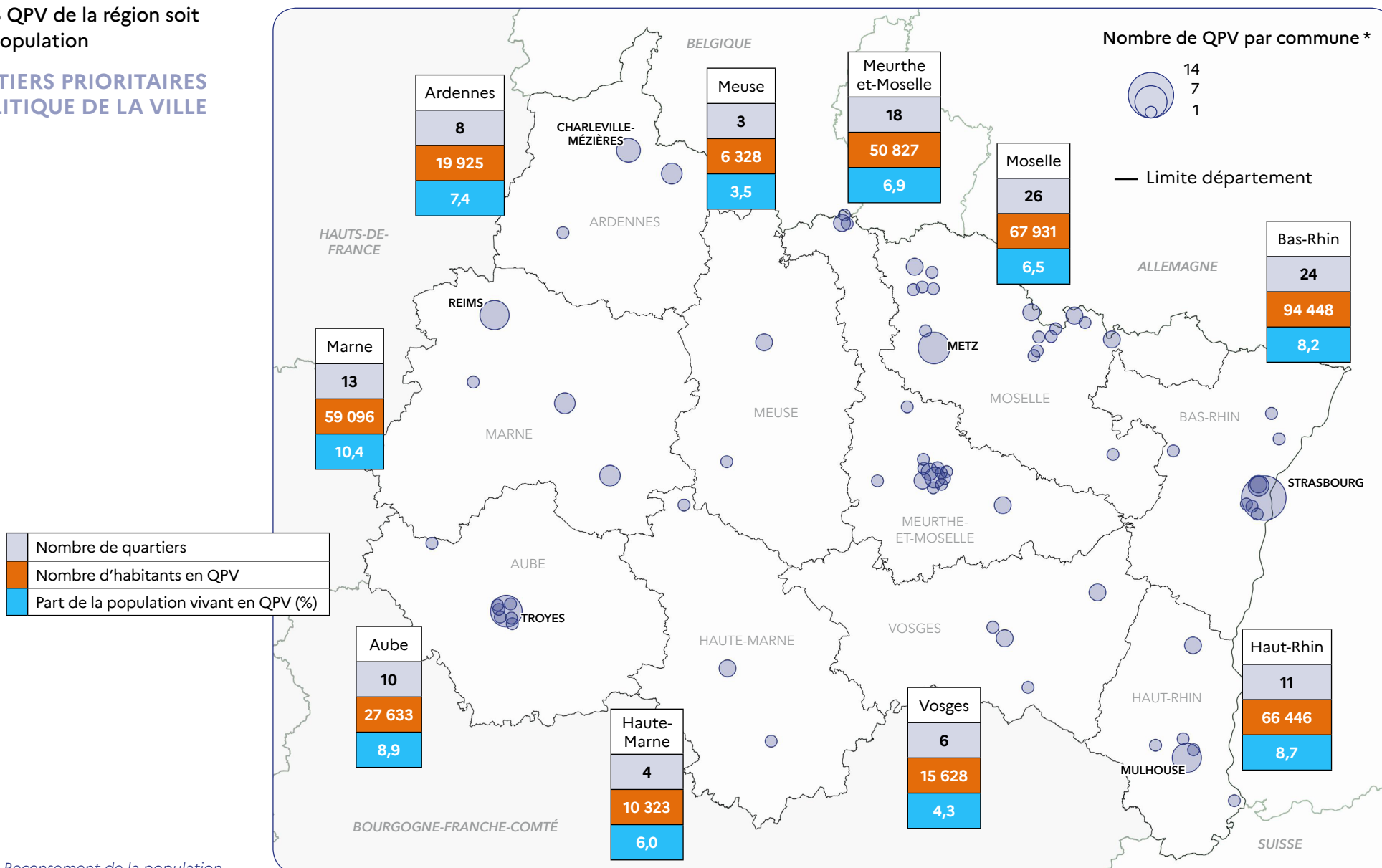
	Intensité de la pauvreté au seuil de 60%	Rapport interdécile 9 ^e décile / 1 ^{er} decile
Île-de-France	0,237	4,4
Centre-Val de Loire	0,197	3,0
Bourgogne-Franche-Comté	0,191	3,0
Normandie	0,193	3,0
Hauts-de-France	0,195	3,2
Grand Est	0,208	3,3
Pays de la Loire	0,185	2,8
Bretagne	0,188	2,8
Nouvelle-Aquitaine	0,199	3,1
Occitanie	0,210	3,3
Auvergne-Rhône-Alpes	0,202	3,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,220	3,6
Corse	0,212	3,6

	Intensité de la pauvreté au seuil de 60%	Rapport interdécile 9 ^e décile / 1 ^{er} decile
Ardennes	0,204	3,1
Aube	0,202	3,1
Marne	0,202	3,3
Haute-Marne	0,187	2,8
Meurthe-et-Moselle	0,219	3,3
Meuse	0,194	2,9
Moselle	0,221	3,6
Bas-Rhin	0,209	3,3
Haut-Rhin	0,207	3,7
Vosges	0,195	2,9
Grand Est	0,208	3,3
France métropolitaine	0,208	3,4

Sources : Insee - DGFiP - Cnaf - Cnav - CCMSA, fichier localisé social et fiscal - Année 2021 (idem édition 2024)

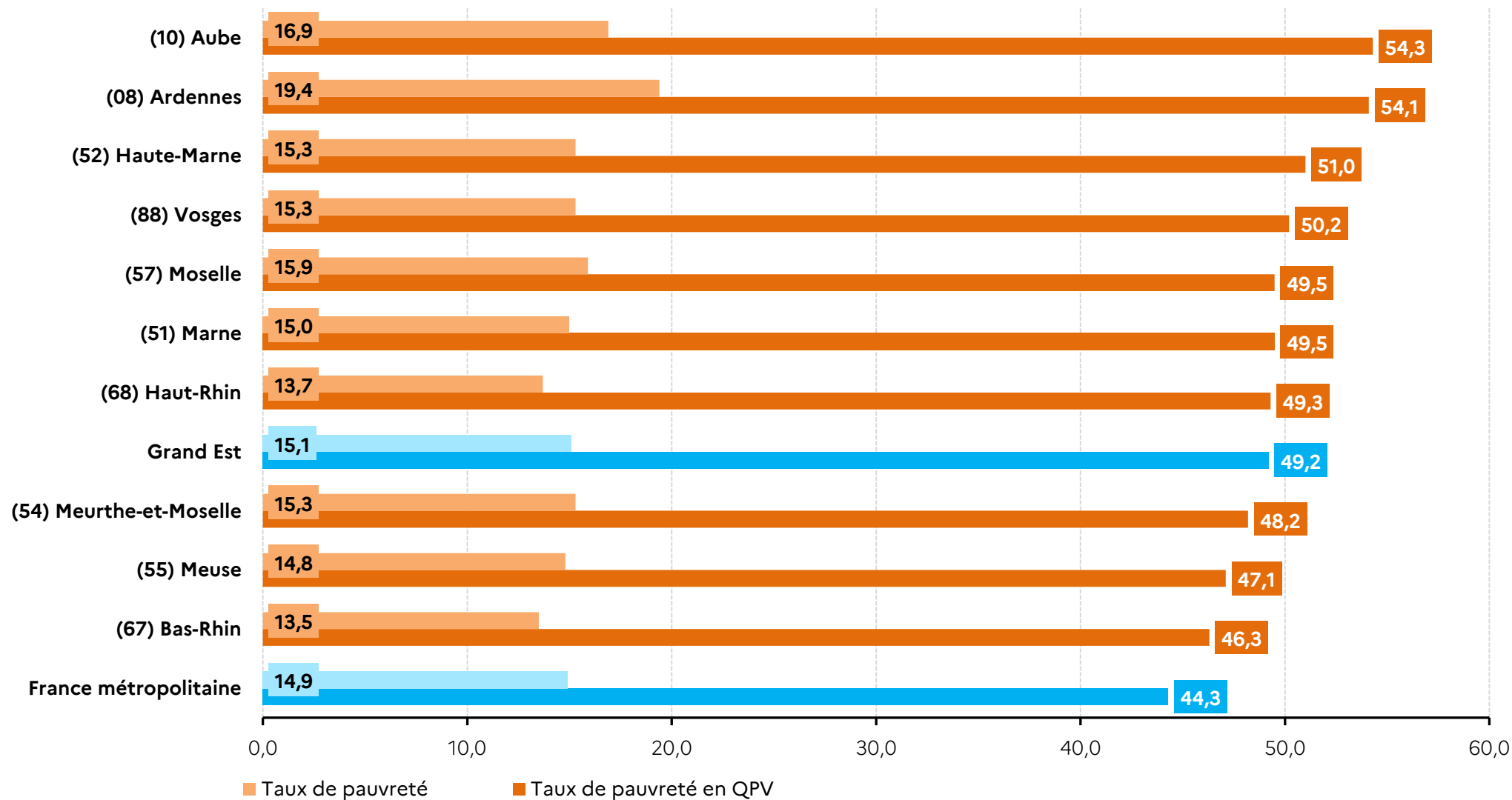
Près de 418 600 personnes habitent
dans les 123 QPV de la région soit
7,5% de la population

LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE



Des taux de pauvreté en QPV qui représentent parfois plus du triple du taux de pauvreté de l'ensemble de la population

TAUX DE PAUVRETÉ DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE



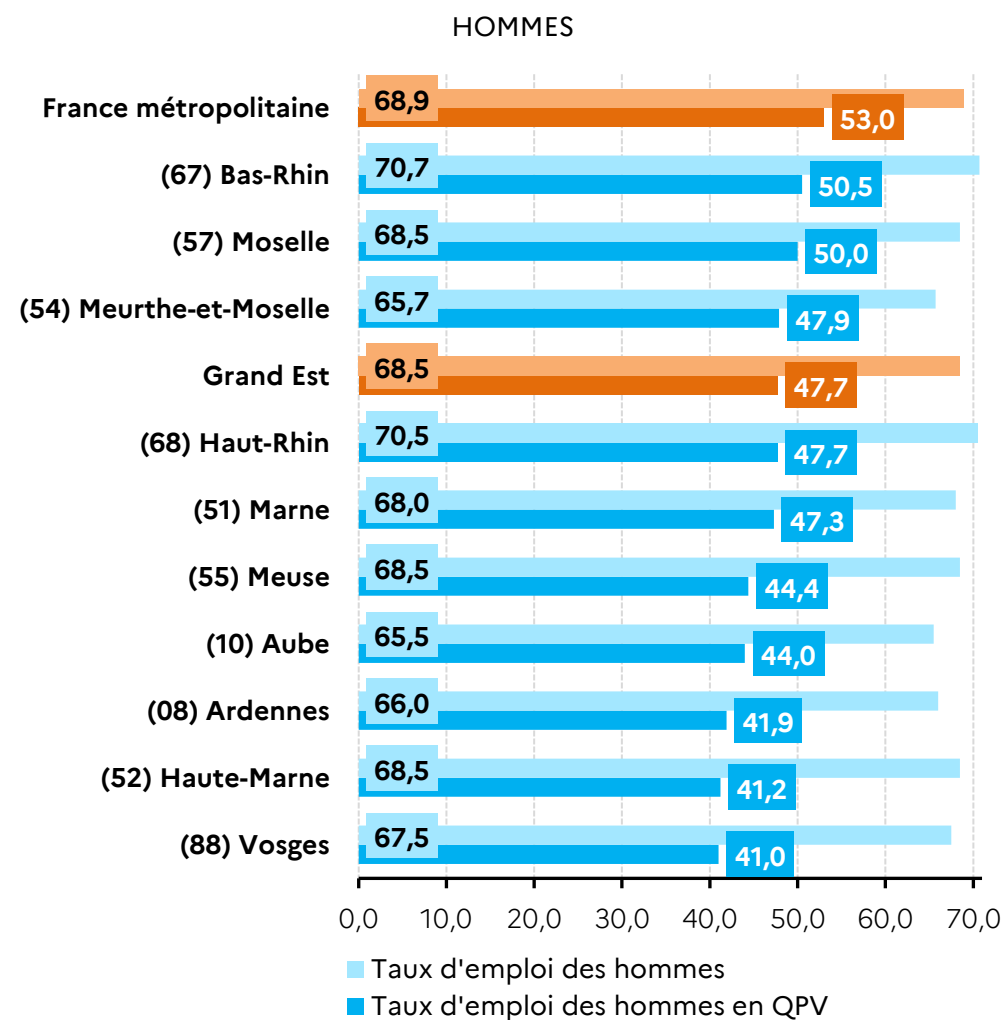
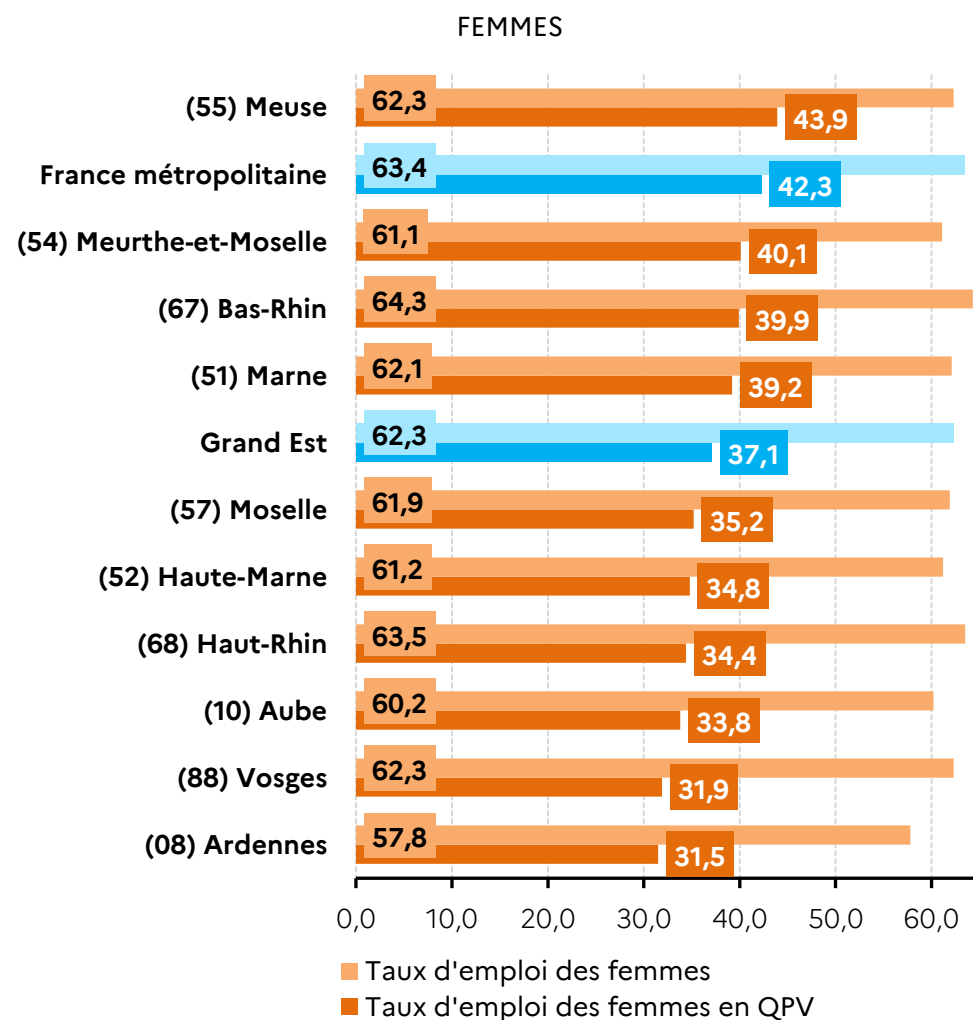
Sources : Insee - DGFiP - Cnaf - Cnav - CCMSA, fichier localisé social et fiscal - Année 2021

Un taux d'emploi plus faible en QPV

TAUX D'EMPLOI DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

Le taux d'emploi des femmes est la part des femmes (en %) ayant un emploi parmi l'ensemble des femmes âgées de 15 à 64 ans.

Le taux d'emploi des hommes est la part des hommes (en %) ayant un emploi parmi l'ensemble des hommes âgés de 15 à 64 ans.



Source : Insee, Recensement de la population 2021, exploitation principale

À fin 2023, le tissu productif du Grand Est se compose de près de 179 000 établissements employeurs. Il s'agit essentiellement de petites unités, ayant généralement moins de 10 salariés. Près de 2 700 établissements emploient plus d'une centaine de salariés dans la région. Les établissements de la région sont majoritairement dans les secteurs du tertiaire. Par rapport à la Métropole, le Grand Est se caractérise par une surreprésentation d'établissements agricoles en lien notamment avec la viticulture et l'élevage animal, et d'établissements industriels.

Le tissu productif du Grand Est reste géographiquement concentré : le Bas-Rhin, la Moselle et le Haut-Rhin sont les départements où se situent plus d'un établissement régional sur deux. Dans le Bas-Rhin, la Moselle et la Meurthe-et-Moselle, la part des grands établissements (au moins 100 salariés) est légèrement supérieure à la moyenne régionale.

Après un repli en 2023, le nombre de créations d'établissements progresse de plus de 10,1 % en 2024, une évolution proche de celle en France métropolitaine (+10,5 %). Dans la région, les progressions dépassent 12 % dans les

Vosges et le Bas-Rhin. Sur 9 ans (entre 2015 et 2024), en France comme dans le Grand Est, le nombre de créations d'entreprise a doublé. Sur cette période, les créations dans le secteur industriel ont davantage progressé tant dans la région qu'au niveau métropolitain. Parallèlement, le Grand Est compte environ 4400 défaillances d'établissements en 2024. Dans le contexte de fortes hausses des créations d'entreprises, ce nombre progresse de 7,9 % dans la région, soit moins qu'en France métropolitaine (+17,8%). Dans le Grand Est, le nombre de défaillances en 2024 reste inférieur à celui atteint entre 2014 et 2016.

Le Grand Est compte plus de 2 700 établissements d'au moins 100 salariés, les établissements de moins de 10 salariés sont majoritaires

ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS PAR TRANCHE D'EFFECTIF ET SECTEUR A38...

AU 31 DÉCEMBRE 2023

		0 salarié	de 1 à 9 sal.	de 10 à 19 sal.	de 20 à 49 sal.	de 50 à 99 sal.	de 100 à 249 sal.	de 250 à 499 sal.	de 500 à 999 sal.	1000 sal. et plus	Total
AZ	Agriculture, sylviculture et pêche	1 908	11 194	232	68	23	4	-	-	-	13 429
BZ	Industries extractives	3	142	39	23	6	-	-	-	-	213
CA	Fab. aliments, boiss. & prdts base tabac	349	2 731	739	264	79	68	26	6	1	4 263
CB	Fab. textiles, ind. hab., cuir & chauss.	29	159	44	47	19	21	5	-	-	324
CC	Travail bois, ind. papier & imprimerie	60	580	141	126	48	34	13	3	-	1 005
CD	Cokéfaction et raffinage	-	2	-	-	-	-	-	-	-	2
CE	Industrie chimique	7	75	20	38	19	28	10	1	-	198
CF	Industrie pharmaceutique	1	11	4	6	4	6	5	3	1	41
CG	Fab. ps caou., plas., aut. ps mi. non m.	31	434	113	130	65	47	13	2	1	836
CH	Métallurgie & fab. ps mét. sauf machines	86	758	310	271	74	62	22	4	3	1 590
CI	Fab. prod. informat., électroniq. & opt.	10	62	19	19	22	13	5	1	-	151
CJ	Fabrication d'équipements électriques	1	64	16	34	12	19	11	2	2	161
CK	Fabric. de machines & équipements n.c.a.	17	212	66	71	43	38	19	3	3	472
CL	Fabrication de matériels de transport	6	67	33	33	24	28	7	7	6	211
CM	Aut. ind. manif.; répa. & inst. de mach.	131	1 477	238	170	58	23	5	3	-	2 105
DZ	Prdn & distr. élec. gaz vap. & air cond.	36	292	68	67	35	21	8	2	1	530
EZ	Gestion eau, déchets & dépollution	61	724	158	137	49	15	2	1	-	1 147
FZ	Construction	2 510	14 002	1 609	955	210	76	3	-	1	19 366

Source : Insee, Flores 2023 / Champ : établissements employeurs durant l'année et actifs la dernière semaine de décembre hors secteur de la défense, hors activités extra-territoriales et hors particuliers employeurs. Les effectifs salariés correspondent ici aux postes présents durant la dernière semaine de décembre.

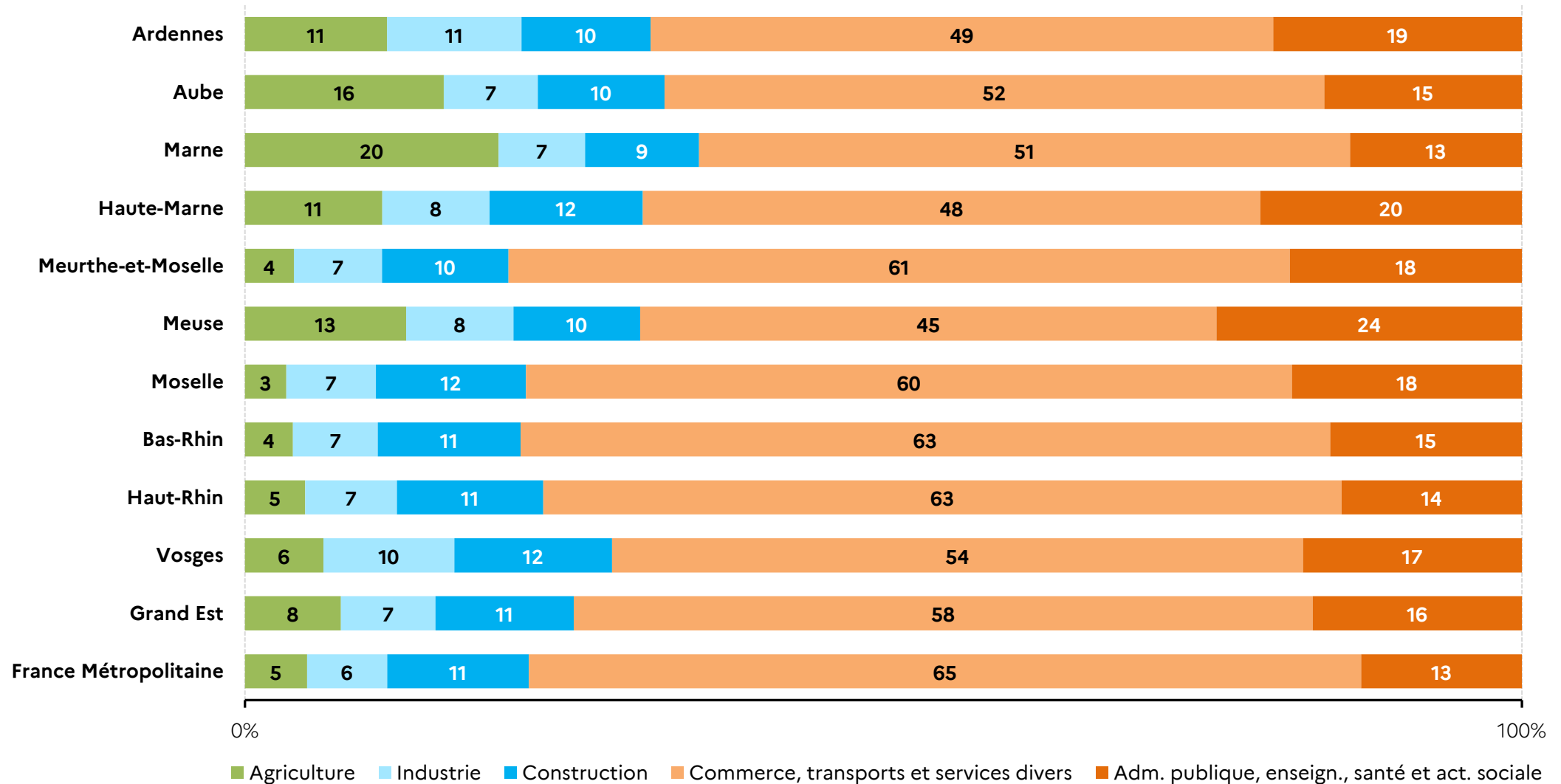
...ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS PAR TRANCHE D'EFFECTIF ET SECTEUR A38 (SUITE)

AU 31 DÉCEMBRE 2023		0 salarié	de 1 à 9 sal.	de 10 à 19 sal.	de 20 à 49 sal.	de 50 à 99 sal.	de 100 à 249 sal.	de 250 à 499 sal.	de 500 à 999 sal.	1000 sal. et plus	Total
GZ	Commerce ; répar. automobile & motocycle	2 493	25 595	3 390	1 637	430	197	62	3	1	33 808
HZ	Transports et entreposage	374	2 626	804	819	273	139	28	8	4	5 075
IZ	Hébergement et restauration	1 766	10 199	1 627	816	110	22	2	-	-	14 542
JA	Édition, audiovisuel et diffusion	164	535	83	62	12	8	1	1	-	866
JB	Télécommunications	21	140	25	16	11	9	3	-	-	225
JC	Act. informatique & svices d'information	136	1 129	177	128	30	22	3	1	-	1 626
KZ	Activités financières et d'assurance	422	5 981	676	204	60	46	15	7	1	7 412
LZ	Activités immobilières	410	2 827	157	86	15	15	5	-	-	3 515
MA	Act. juri., compta., gest., arch., ingé.	816	7 385	908	452	103	40	5	-	-	9 709
MB	Recherche-développement scientifique	20	141	33	32	14	10	3	2	1	256
MC	Autres act. spécial., scientif. et tech.	173	1 371	131	59	20	16	1	-	-	1 771
NZ	Act. de svices administratifs & soutien	722	6 850	727	498	204	142	55	10	2	9 210
OZ	Administration publique	84	4 978	778	689	369	232	63	26	29	7 248
PZ	Enseignement	388	5 675	1 197	753	509	194	27	10	5	8 758
QA	Activités pour la santé humaine	390	6 294	520	325	105	91	38	30	28	7 821
QB	Héb. méd.-soc. & soc. & ac. soc. ss héb.	200	2 263	894	1 088	752	236	20	3	1	5 457
RZ	Arts, spectacles & activités récréatives	1 106	3 150	238	155	31	18	1	1	-	4 700
SZ	Autres activités de services	1 048	8 854	522	215	59	19	4	-	-	10 721
Ensemble		15 979	128 979	16 736	10 493	3 897	1 959	490	140	91	178 764

Source : Insee, Flores 2023 / Champ : établissements employeurs durant l'année et actifs la dernière semaine de décembre hors secteur de la défense, hors activités extra-territoriales et hors particuliers employeurs. Les effectifs salariés correspondent ici aux postes présents durant la dernière semaine de décembre.

Davantage d'établissements agricoles dans la Marne, l'Aube et la Meuse et moins de commerces et services

RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS EN 5 GRANDS SECTEURS (EN %)

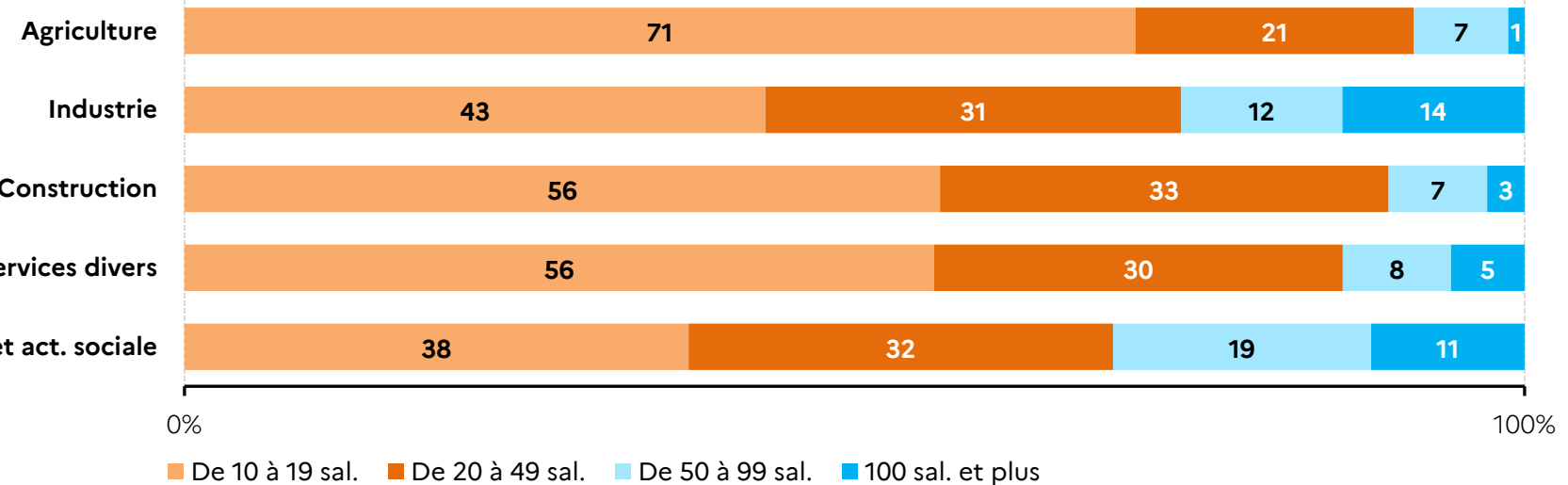


Source : Insee, Flores 2023 / Champ : établissements employeurs durant l'année et actifs la dernière semaine de décembre hors secteur de la défense, hors activités extra-territoriales et hors particuliers employeurs. Les effectifs salariés correspondent ici aux postes présents durant la dernière semaine de décembre.

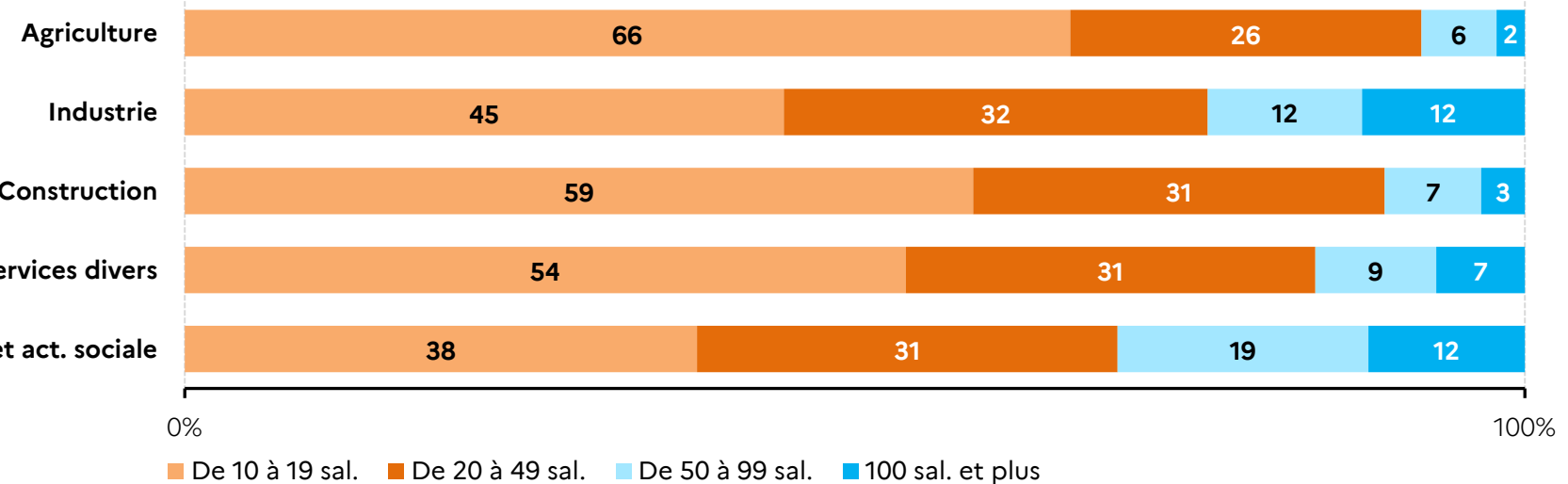
Une proportion supérieure de grands établissements industriels et de petites structures agricoles dans la région

RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS SELON LEUR TAILLE (EN %)

GRAND EST



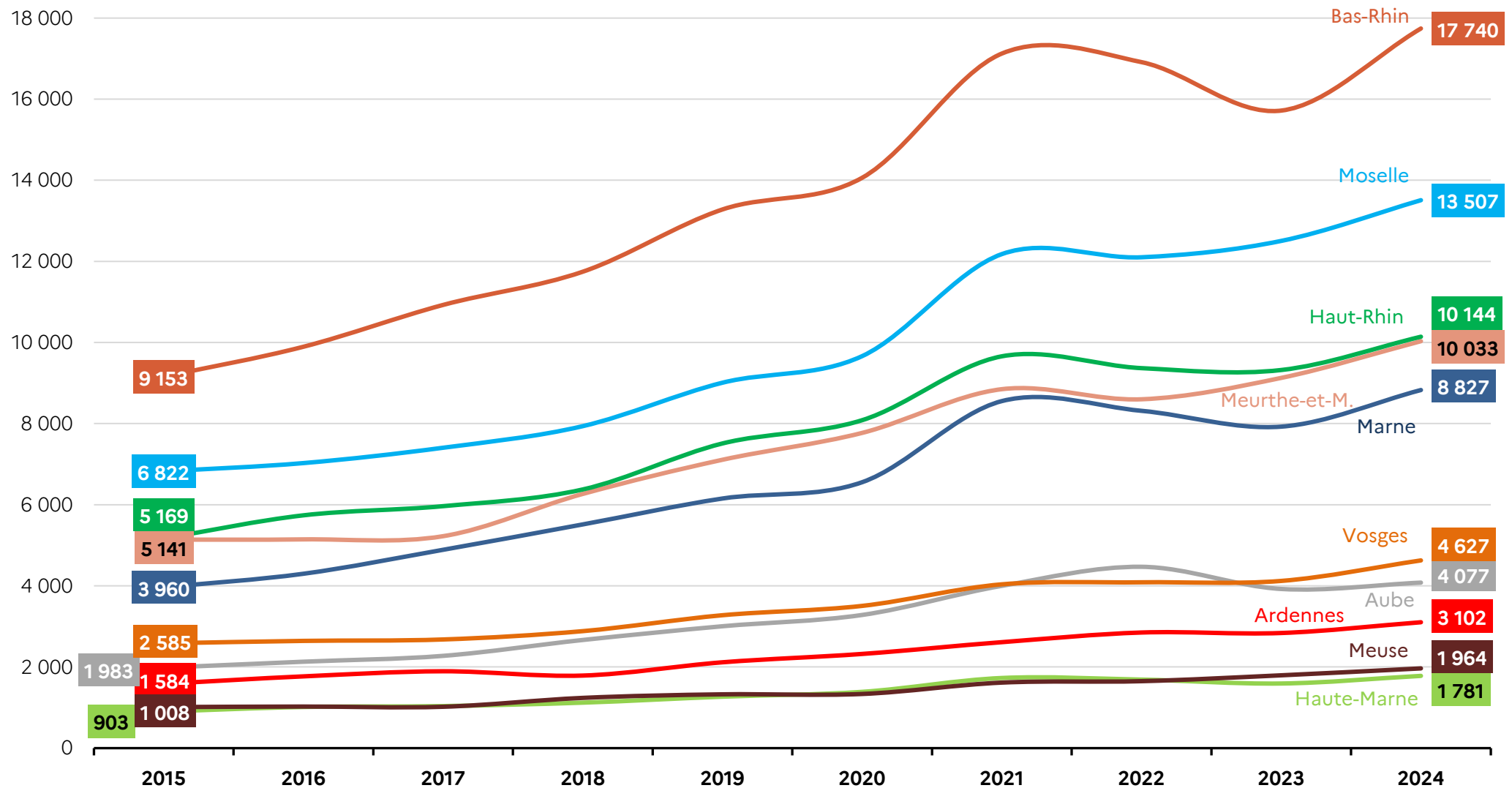
FRANCE MÉTROPOLITAINE



Source : Insee, Flores 2023 / Champ : établissements employeurs durant l'année et actifs la dernière semaine de décembre hors secteur de la défense, hors activités extra-territoriales et hors particuliers employeurs. Les effectifs salariés correspondent ici aux postes présents durant la dernière semaine de décembre.

Le doublement ou quasi-doublement du nombre de créations d'établissements depuis 2015 concerne l'ensemble des départements

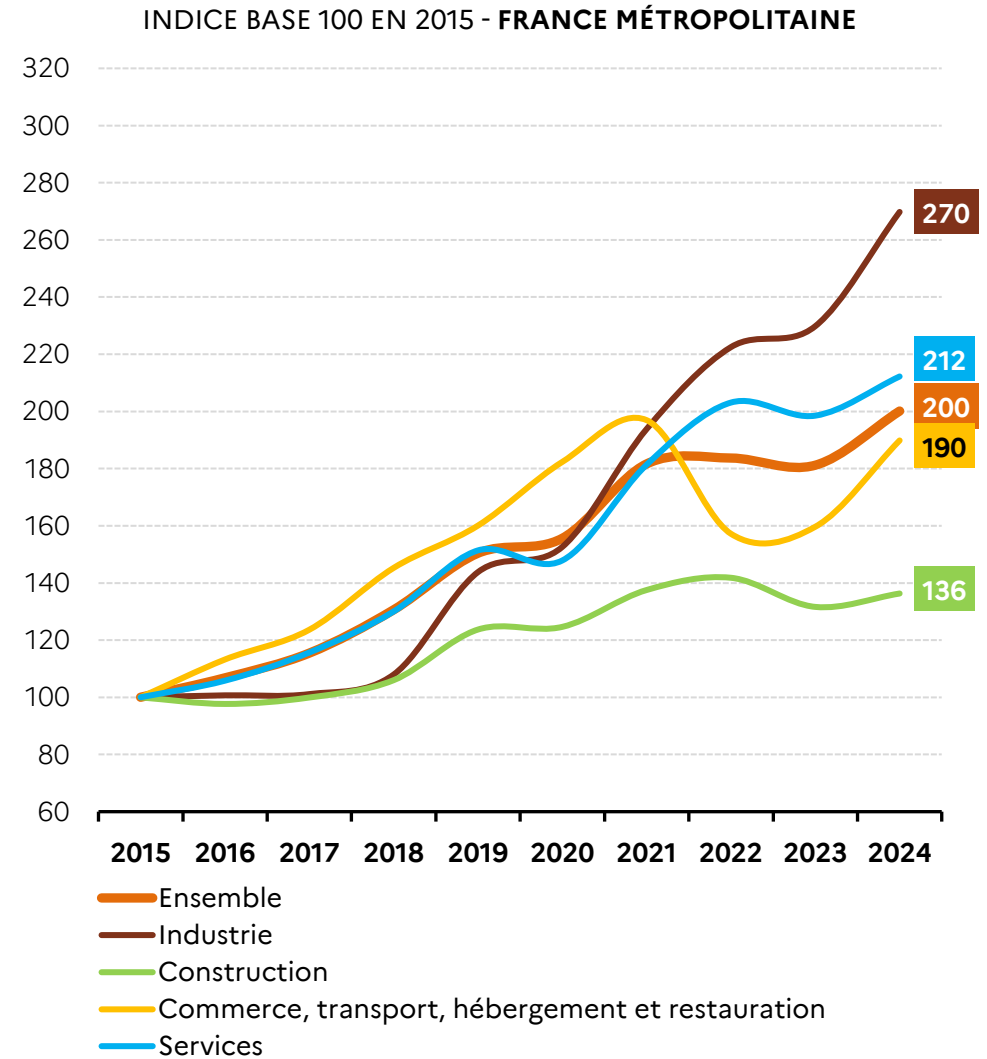
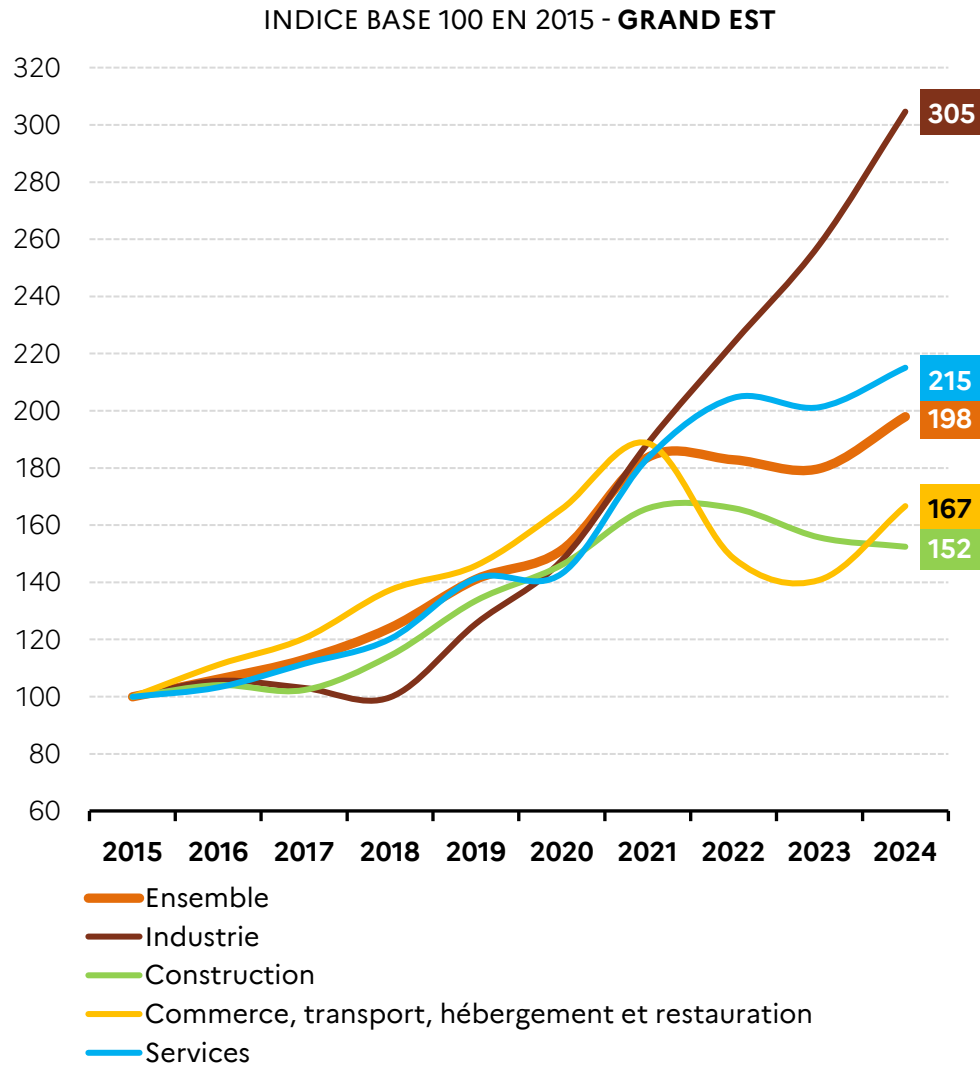
CRÉATION D'ÉTABLISSEMENTS 2015-2024



Source : Insee, Système d'information sur la démographie d'entreprises (SIDE) en géographie au 01/01/2025 / Champ : activités marchandes hors agriculture

Hausse des créations d'établissements en 2024, avec une légère baisse dans la construction

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE CRÉATIONS D'ÉTABLISSEMENTS 2015-2024



Source : Insee, Système d'information sur la démographie d'entreprises (SIDE) en géographie au 01/01/2025

Progression des défaillances d'entreprises, moins nombreuses toutefois qu'entre 2014 et 2016

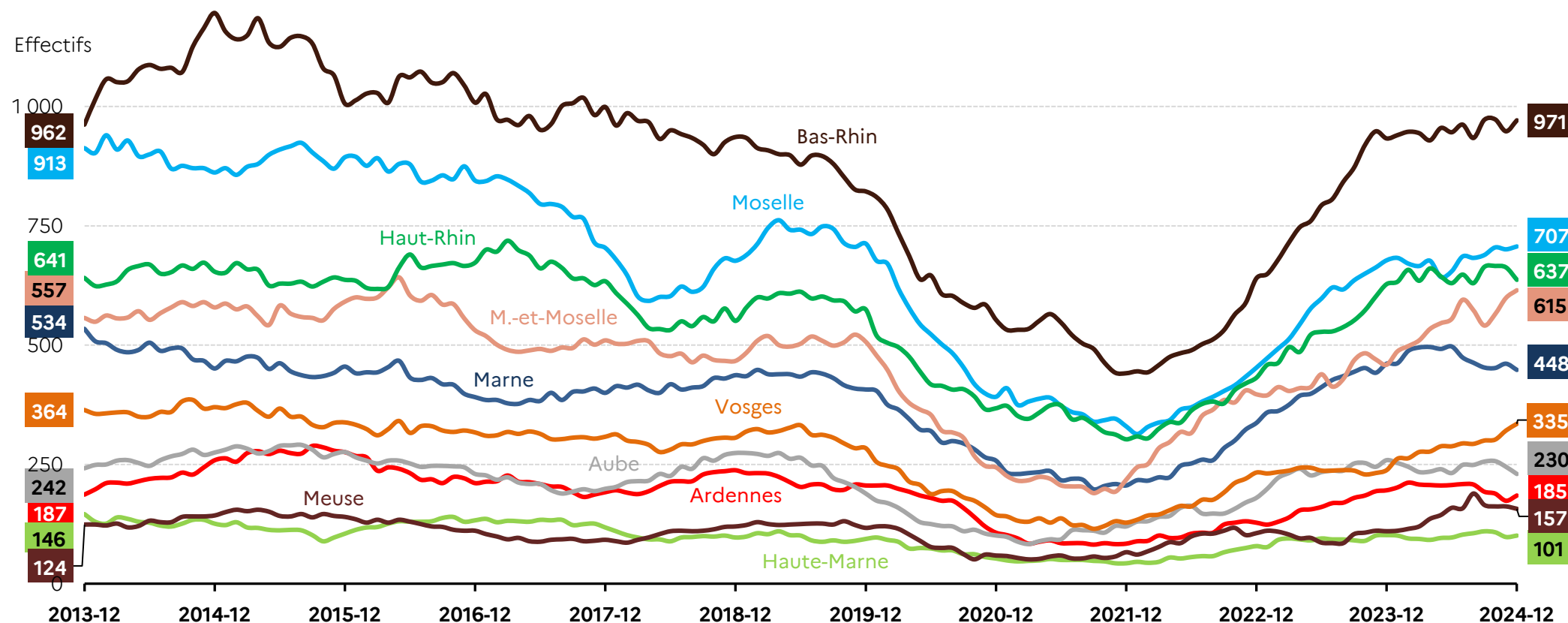
ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES 2013-2024 SELON LES DÉPARTEMENTS

Défaillances d'entreprises : dans les statistiques de l'Insee, la défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de jugement de redressement judiciaire, dans un tribunal de commerce ou dans un tribunal de grande instance, à l'encontre d'une entreprise. Cette procédure intervient lorsque l'entreprise est en situation de cessation de paiements, c'est-à-dire lorsqu'elle ne peut plus faire face à ses dettes. Elle ne se traduit pas toujours par une liquidation. La défaillance d'entreprise ne doit pas être confondue avec la notion plus large de cessation d'activité qui correspond à l'arrêt total de son activité. Les liquidations qui font suite à une défaillance d'entreprises ne représentent qu'une petite partie des cessations d'entreprises.

Les statistiques de défaillances d'entreprises couvrent l'ensemble des jugements prononçant, soit l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, soit directement la liquidation judiciaire. Elles ne tiennent pas compte de l'issue des procédures : redressement par continuation ou reprise, ou liquidation.

L'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire fait toujours l'objet d'une inscription au Bulletin des annonces civiles et commerciales (BODACC). Pour un même événement on enregistre donc deux dates :

- la date de jugement (retenue ici) est la date à laquelle la procédure de redressement judiciaire a été effectivement ouverte dans le tribunal de commerce ou le tribunal de grande instance ;
- la date de publication, est la date à laquelle l'information légale a été publiée dans le BODACC.

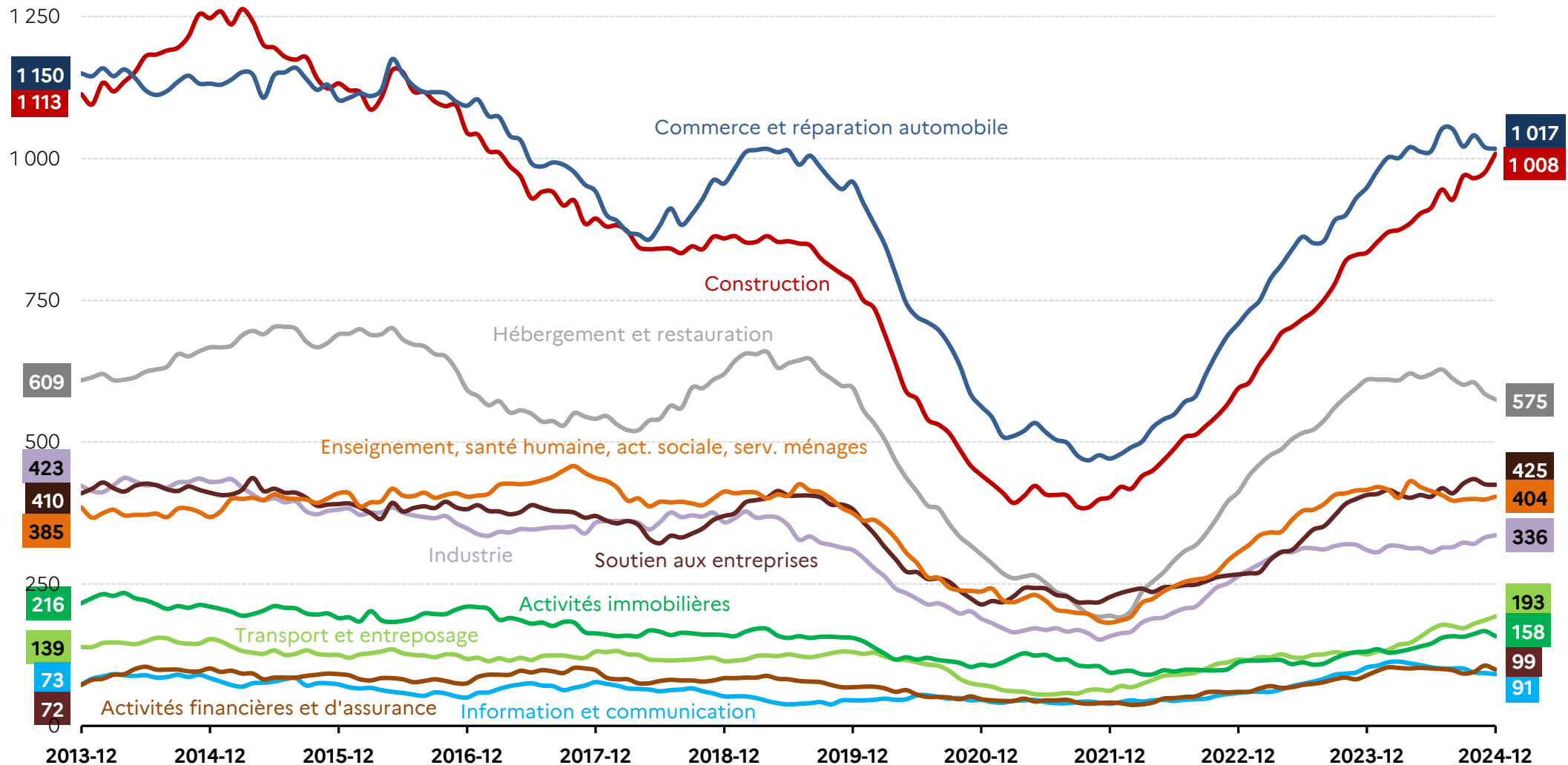


Source : Banque de France, en date de jugement, cumul brut glissant sur 12 mois

Sur deux ans, les défaillances progressent le plus dans le transport / entreposage, la construction et les activités immobilières

ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES 2013-2024 SELON LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

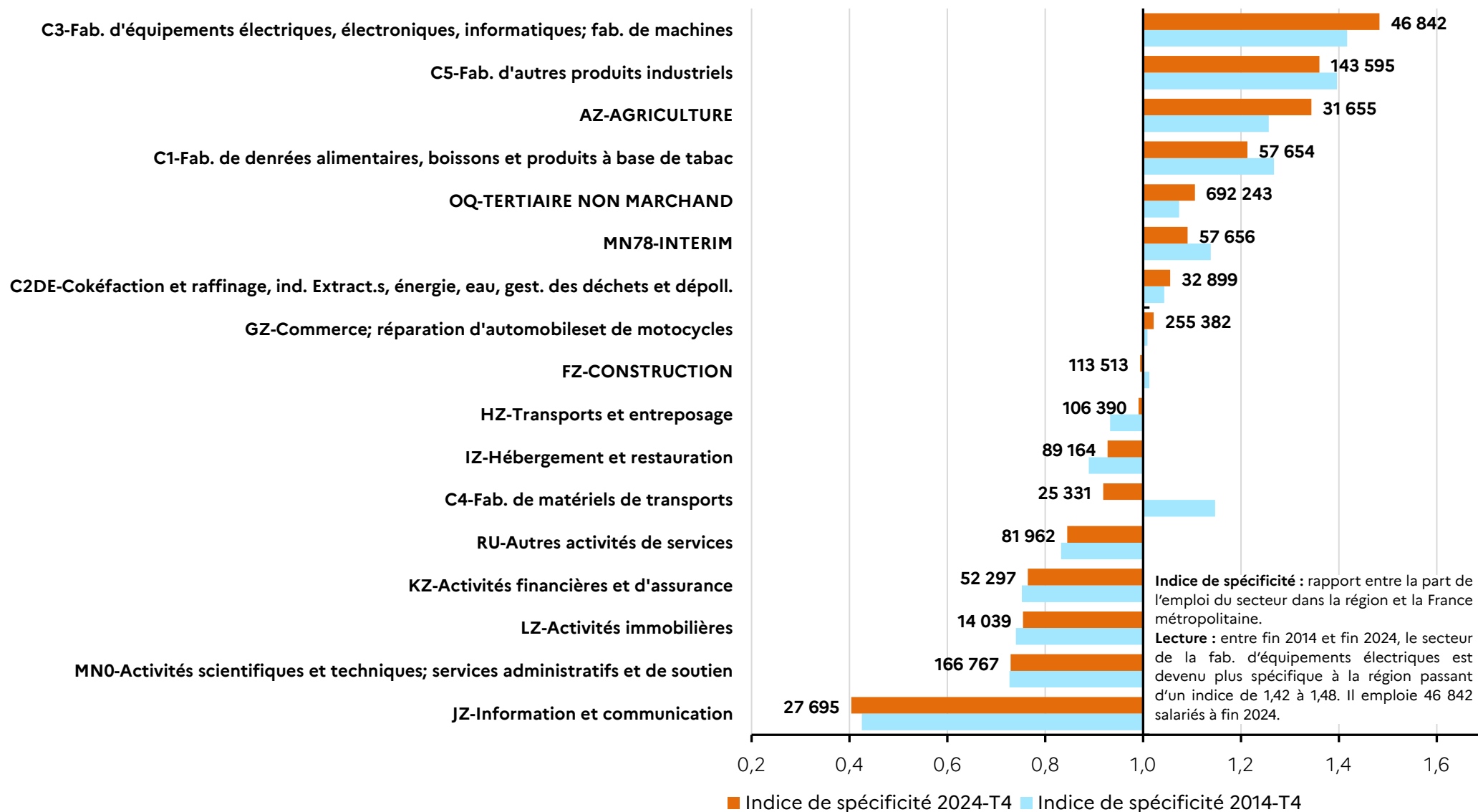
Effectifs



Source : Banque de France, en date de jugement, cumul brut glissant sur 12 mois / Champ : hors agriculture

Spécialisation agricole et industrielle de la région, hormis la fabrication de matériels de transport

SPÉCIFICITÉS SECTORIELLES (GRAND EST / FRANCE MÉTROPOLITAINE) ET VOLUME D'EMPLOI PAR SECTEUR



Sources : Insee - estimations d'emploi ; Estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee

Une prédominance de l'industrie parmi les grands établissements de la région

TOP 25 DES PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS DU SECTEUR PRIVÉ

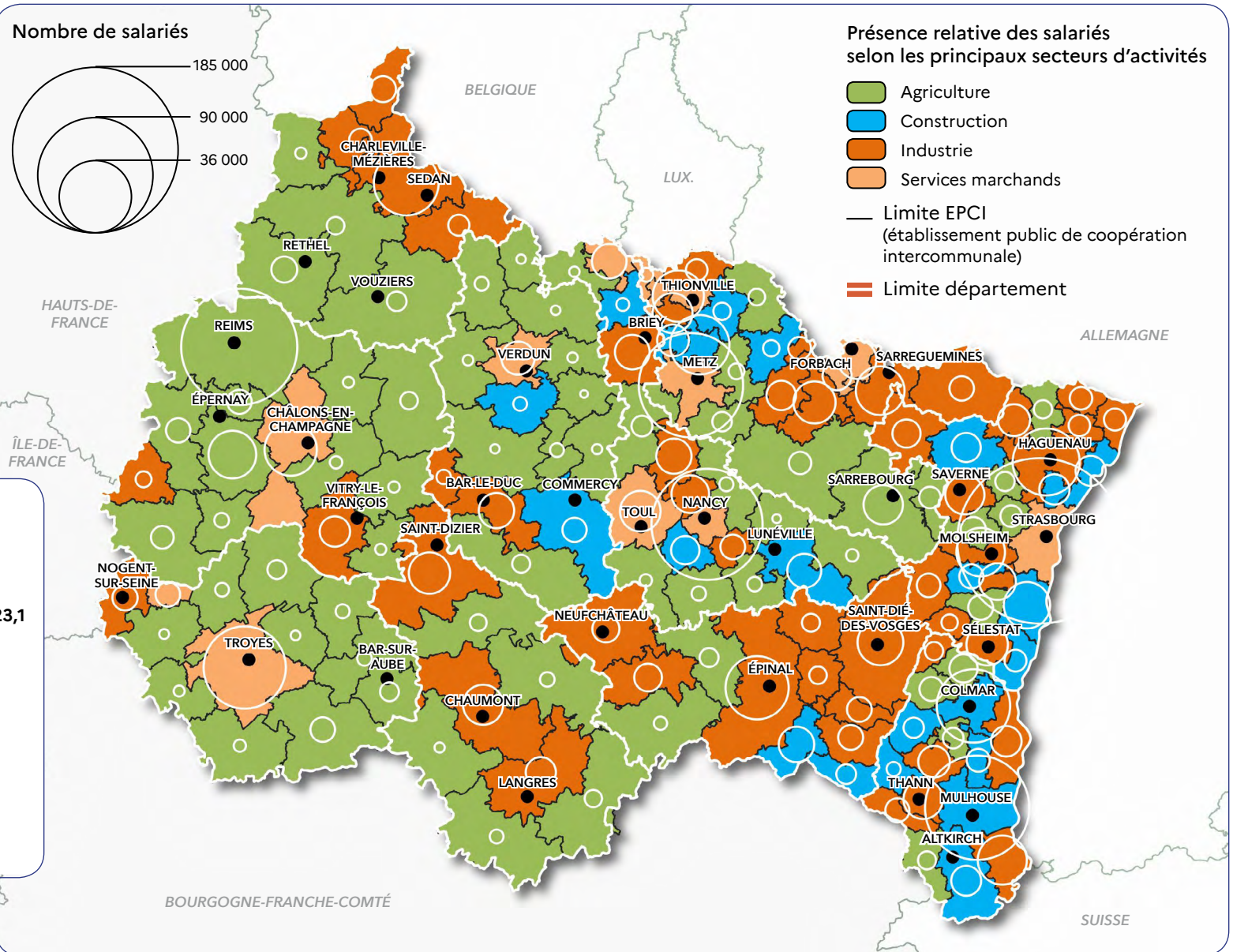
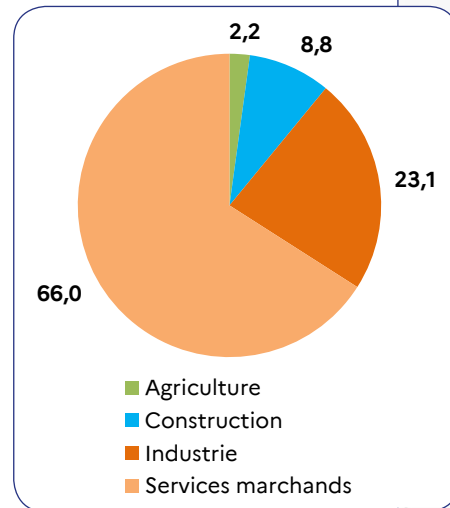
Dép.	Commune	Dénomination	Secteur d'activité	Effectif
68	Sausheim	STELLANTIS AUTO SAS	Industrie automobile	De 3 000 à 4 999 salariés
67	Erstein	WURTH FRANCE	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	
57	Augny	AMAZON FRANCE LOGISTIQUE SAS	Entreposage et services auxiliaires des transports	
67	Molsheim	MILLIPORE	Fabrication de machines et équipements n.c.a.	De 2 000 à 2 999 salariés
67	Obernai	HAGER ELECTRO SAS	Fabrication d'équipements électriques	
57	Florange	ARCELORMITTAL FRANCE	Métallurgie	
54	Batilly	SOCIETE VEHICULES AUTOMOBILES BATILLY	Industrie automobile	De 1 000 à 1 999 salariés
67	Strasbourg	COMPAGNIE DES TRANSPORTS STRASBOURGEOI	Transports terrestres et transport par conduites	
68	Biesheim	CONSTELLIUM NEUF BRISACH	Métallurgie	
57	Trémery	STELLANTIS AUTO SAS	Industrie automobile	
67	Saverne	KUHN SAS	Fabrication de machines et équipements n.c.a.	
57	Cattenom	ELECTRICITE DE FRANCE	Product. et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	
51	Épernay	M H C S	Fabrication de boissons	
67	Haguenau	SCHAEFFLER FRANCE	Industrie automobile	
57	Sarreguemines	CONTINENTAL FRANCE	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	
67	Strasbourg	L'ALSACIENNE DE PORTAGE DNA	Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	
57	Vantoux	HOPITAUX PRIVÉS DE METZ	Activités pour la santé humaine	
08	Villers-Semeuse	STELLANTIS AUTO SAS	Métallurgie	
68	Colmar	LIEBHERR-FRANCE	Fabrication de machines et équipements n.c.a.	
54	Maxéville	ISS FACILITY SERVICES	Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	
67	Fegersheim	LILLY FRANCE	Industrie pharmaceutique	
67	Strasbourg	ALSACE CROISIERES - CROISIEUROPE	Transports par eau	
68	Mulhouse	ASS POUR ACCOMPAG MAINTIEN A DOMICILE	Action sociale sans hébergement	
57	Hambach	INEOS AUTOMOTIVE SAS	Industrie automobile	
68	Mulhouse	EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - CLEMESSY	Travaux de construction spécialisés	

Source : Insee - FLORES - établissements 2023 / Champ : effectif salarié du secteur privé marchand (hors intérim)

Des salariés de l'industrie
plus présents à l'est et au nord
de la région

PRÉSENCE DES SALARIÉS SELON LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ ET LES EPCI

Grand Est : part de salariés
selon le secteur d'activité (en %)



Source : Insee - FLORES-établissements 2023
Champ : effectif salarié du secteur privé marchand (hors intérim)

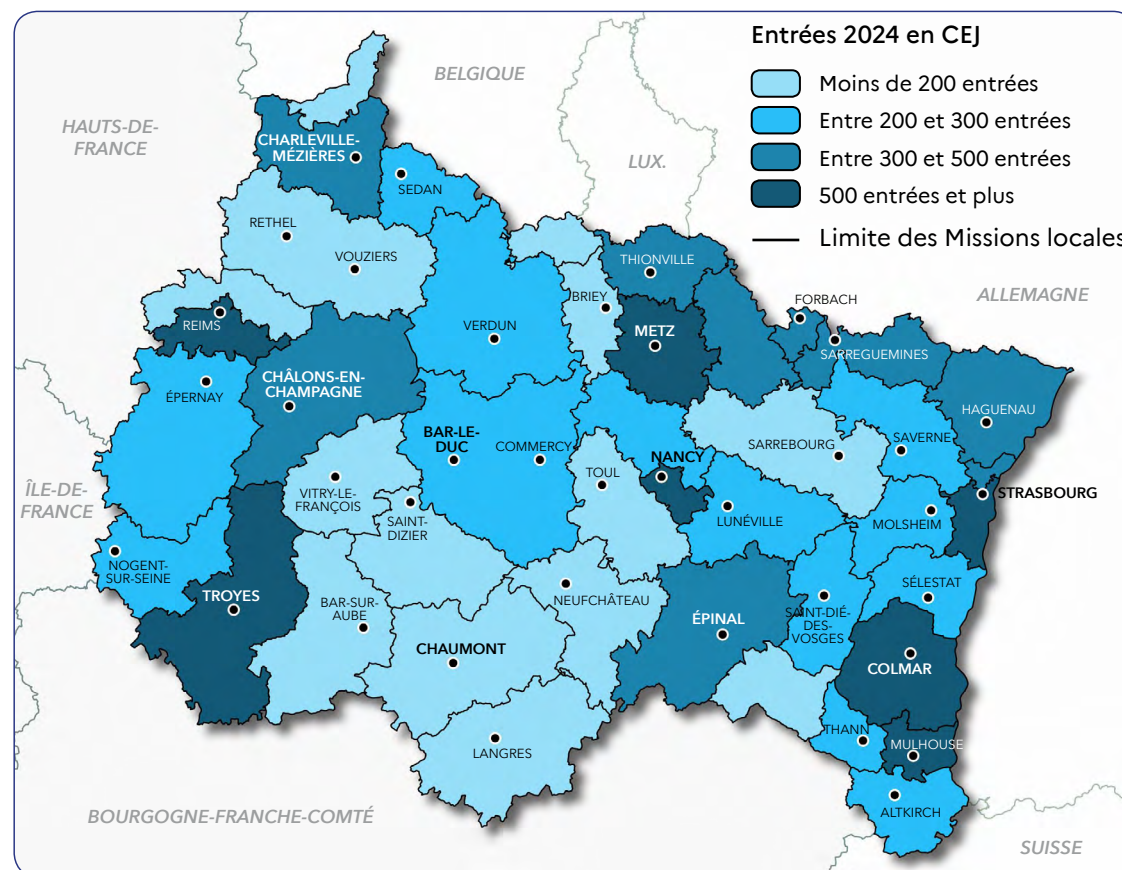
Les politiques d'emploi ont pour objectif de soutenir l'emploi, de faciliter le retour à l'emploi des personnes au chômage, réduire les tensions sur le marché du travail ainsi que les discriminations à l'embauche. Certaines mesures axées sur des solutions structurantes (telles que l'apprentissage ou les dispositifs à destination des personnes les plus éloignées de l'emploi) ont été confortées, d'autres un peu moins portées, tenant compte de l'amélioration sur le marché du travail. Le contrat d'apprentissage reste la mesure la plus encouragée pour favoriser l'insertion ou le retour rapide des jeunes vers l'emploi. Il permet à tout jeune de 16 à 29 ans révolus de suivre une formation en alternance entre l'entreprise et le centre de formation des apprentis (CFA), sur une durée de 6 mois à 3 ans. Dans le Grand Est, après avoir enregistré de fortes hausses les 3 dernières années (+35 % en 2020, +29 % en 2021 et +14 % en 2022), le nombre de contrats conclus s'accroît de près de 1 % en 2023 et de 3 % en 2024 (61 000 contrats dans le Grand Est).

Le contrat d'engagement jeune (CEJ) a pris en 2022 le relais de l'ex-garantie jeunes et est le principal dispositif d'accompagnement renforcé vers l'emploi à destination des Jeunes. Le CEJ s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans révolus qui ne sont ni étudiants, ni en formation, et présentent des difficultés d'accès à l'emploi durable. Près de 33 100 entrées en CEJ ont été réalisées dans le Grand Est en 2024, ce nombre enregistrant une baisse de 2 % par rapport à 2023.

Le CEJ demeure étroitement lié au PACEA (parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie), celui-ci pouvant être proposé aux jeunes en amont ou en sortie d'un CEJ. Les emplois aidés tels que les parcours emploi compétences (PEC) pour le secteur non marchand, ou les contrats initiative emploi (CIE) dans le secteur marchand, avaient suscité un regain d'intérêt pendant la crise sanitaire. En raison de la reprise économique de 2021, ils ont été moins prescrits en 2022 et 2023. Ils sont à nouveau moins conclus en 2024. Ainsi près de 4 000 PEC ont été conclus dans la région en 2024 (soit -14 % par rapport à 2023). Dans le secteur marchand, plus de 440 CIE ont été signés, en repli 79 % sur un an.

L'insertion par l'activité économique (IAE) a bénéficié d'un effort soutenu de financement de l'État en 2023 et 2024. L'IAE s'adresse à des personnes un peu plus éloignées de l'emploi que celles pouvant bénéficier d'un contrat aidé. Elle mobilise en son sein les entreprises d'insertion (EI), les associations intermédiaires (AI), les entreprises de travail temporaires d'insertion (ETTI), les ateliers et chantiers d'insertion (ACI) et les entreprises d'insertion par le travail indépendant (EITI). Près de 40 700 personnes sont entrées dans les structures de l'IAE du Grand Est en 2024. Ce nombre est en hausse de 1 % sur un an. D'autres dispositifs encore existent, tels les emplois francs, favorisant l'emploi des résidents de quartiers prioritaires de la ville.

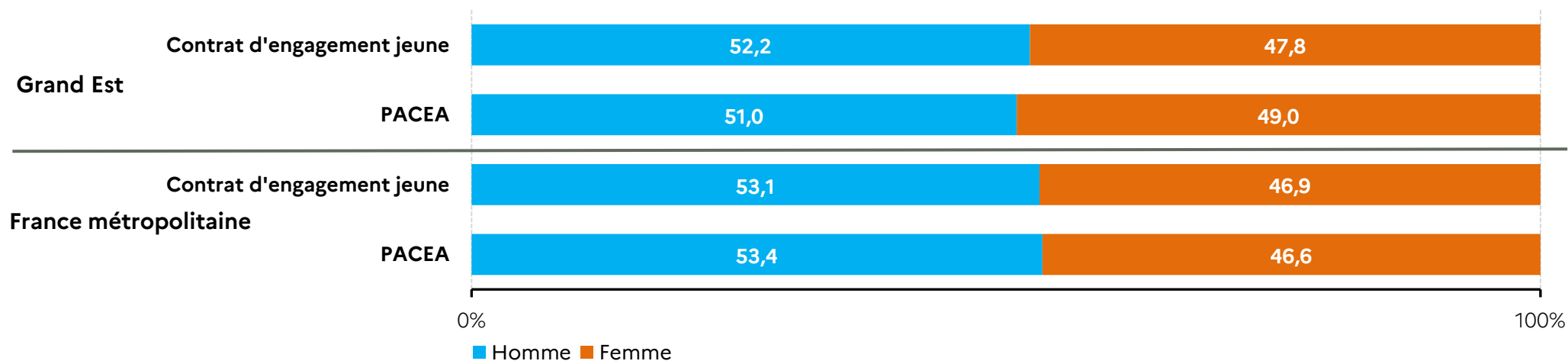
ANNÉE 2024	PACEA	CEJ
Ardennes	1 927	1 311
Aube	1 158	1 386
Marne	2 085	2 324
Haute-Marne	506	657
Meurthe-et-Moselle	2 075	2 750
Meuse	381	703
Moselle	2 065	3 864
Bas-Rhin	2 704	4 093
Haut-Rhin	1 141	2 785
Vosges	1 182	1 349
Grand Est	15 224	21 222
<i>Habitant en QPV</i>	<i>17,3 %</i>	<i>22,5 %</i>
France métropolitaine	231 885	268 205
<i>Poids Grand Est / France métropolitaine</i>	<i>6,6 %</i>	<i>7,9 %</i>



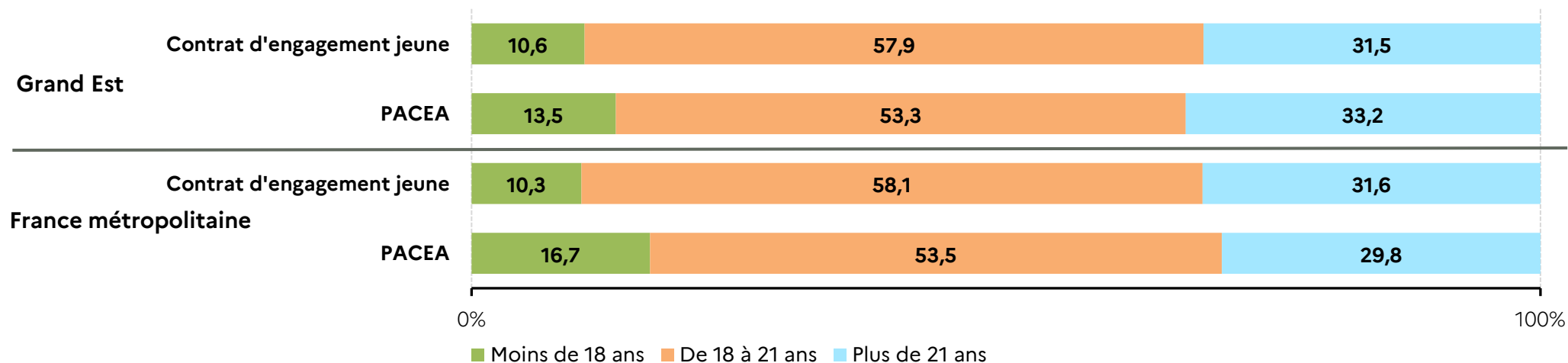
Contrat d'engagement jeune (CEJ) : remplaçant la Garantie jeunes au 1er mars 2022, le CEJ apporte un accompagnement intensif et individuel, aux jeunes de 16 à moins de 26 ans, en vue de favoriser leur entrée rapide et durable dans l'emploi. Il s'adresse aux jeunes qui ne sont pas déjà en emploi, ni en formation, ni étudiants. Selon sa situation, le bénéficiaire peut disposer d'une aide financière pour faciliter son insertion sur le marché du travail.

RÉPARTITION PAR SEXE ET TRANCHE D'ÂGE DES JEUNES ENTRÉS EN PACEA ET EN CONTRAT D'ENGAGEMENT JEUNE

RÉPARTITION PAR **SEXE** (EN %) DEPUIS LE DÉBUT DU DISPOSITIF

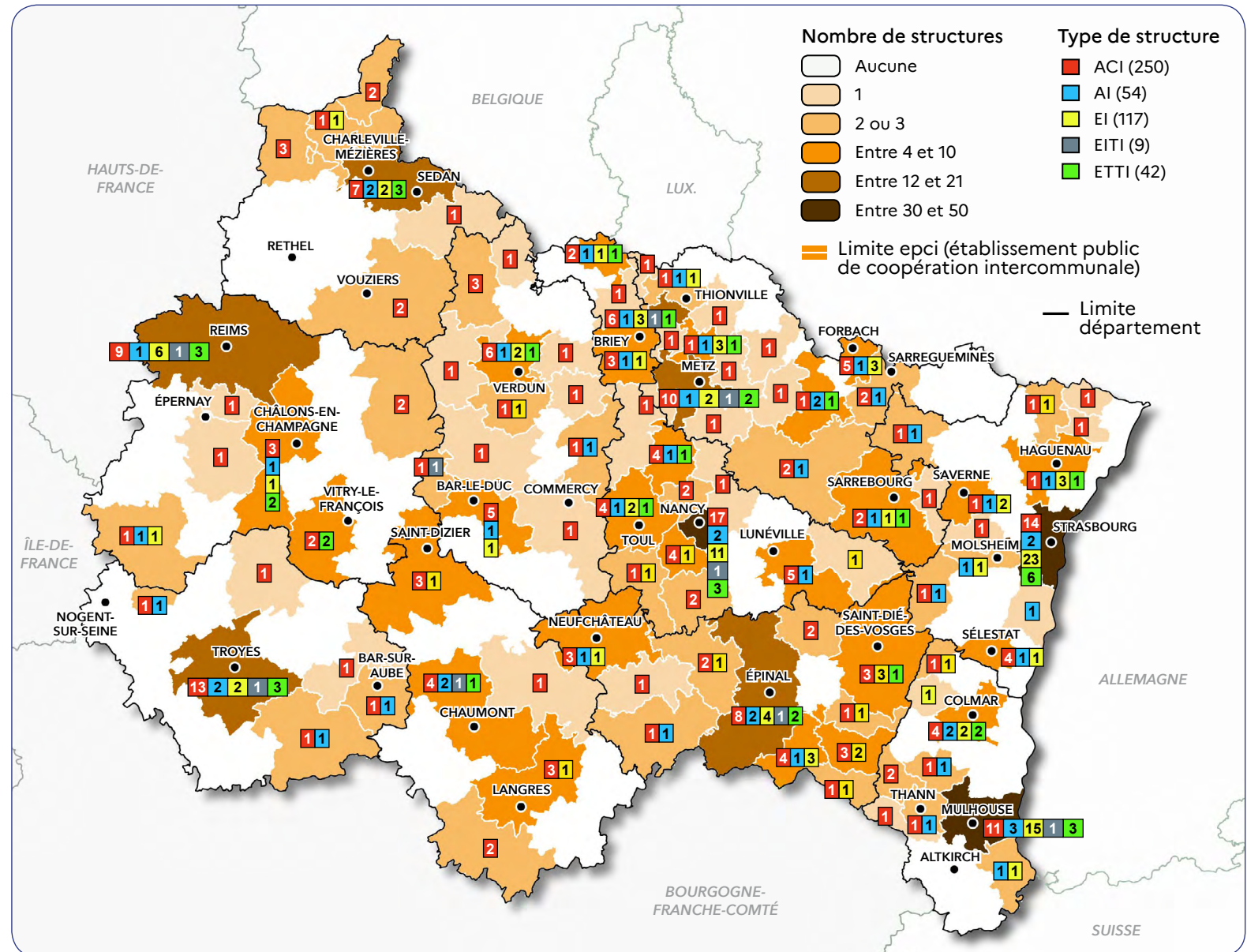


RÉPARTITION PAR **TRANCHE D'ÂGE** (EN %) DEPUIS LE DÉBUT DU DISPOSITIF



Source : DGEFP - Pop - extraction du 02 octobre 2025 / Champ : PACEA contrats y compris reconductions, CEJ contrats hors reconductions

LOCALISATION DES STRUCTURES DE L'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (IAE) PAR EPCI

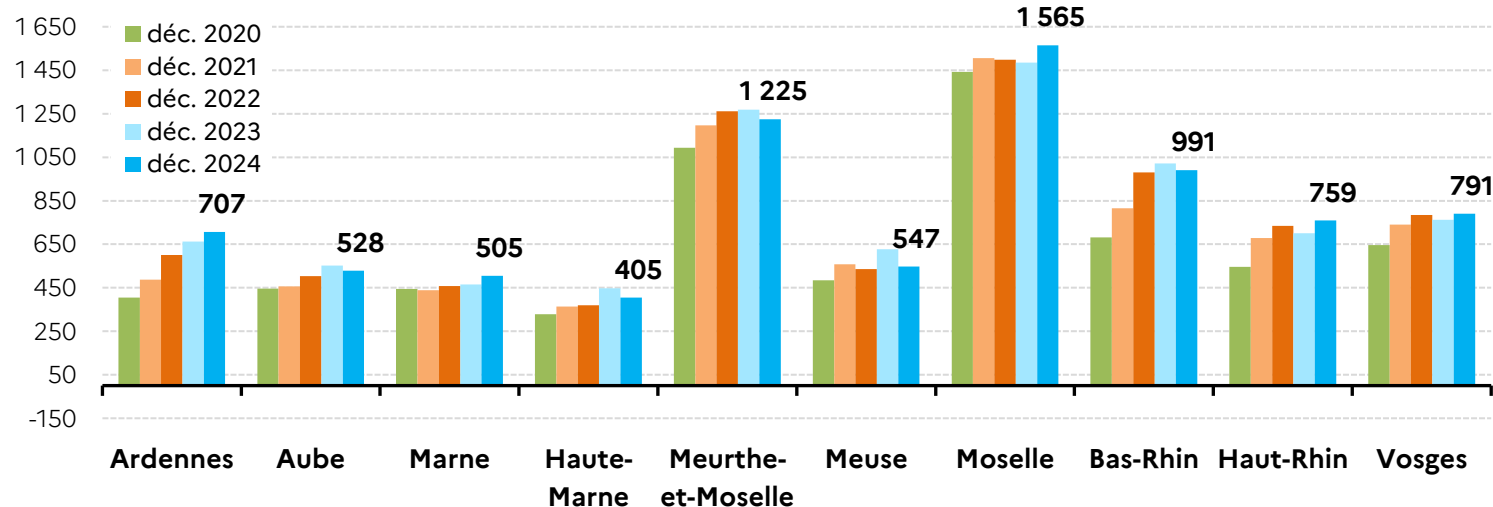


Source : ASP, mars 2025

NOMBRE DE CONTRATS À DURÉE DÉTERMINÉE EN ATELIER OU CHANTIER D'INSERTION (ACI)

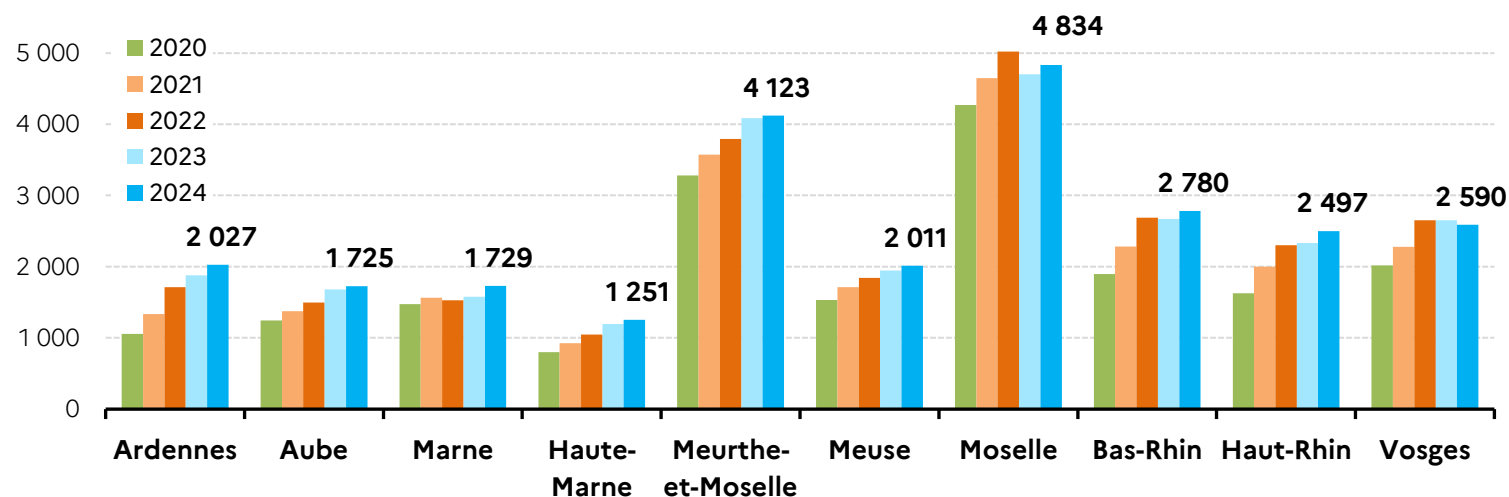
CDDI : contrat à durée déterminée d'insertion.

STOCKS (NOMBRE EN FIN D'ANNÉE)



	Grand Est	France métro.
déc. 2020	6 517	52 238
déc. 2021	7 243	57 186
déc. 2022	7 727	60 853
déc. 2023	7 994	61 220
déc. 2024	8 023	61 038

ENTRÉES (CUMUL SUR L'ANNÉE)



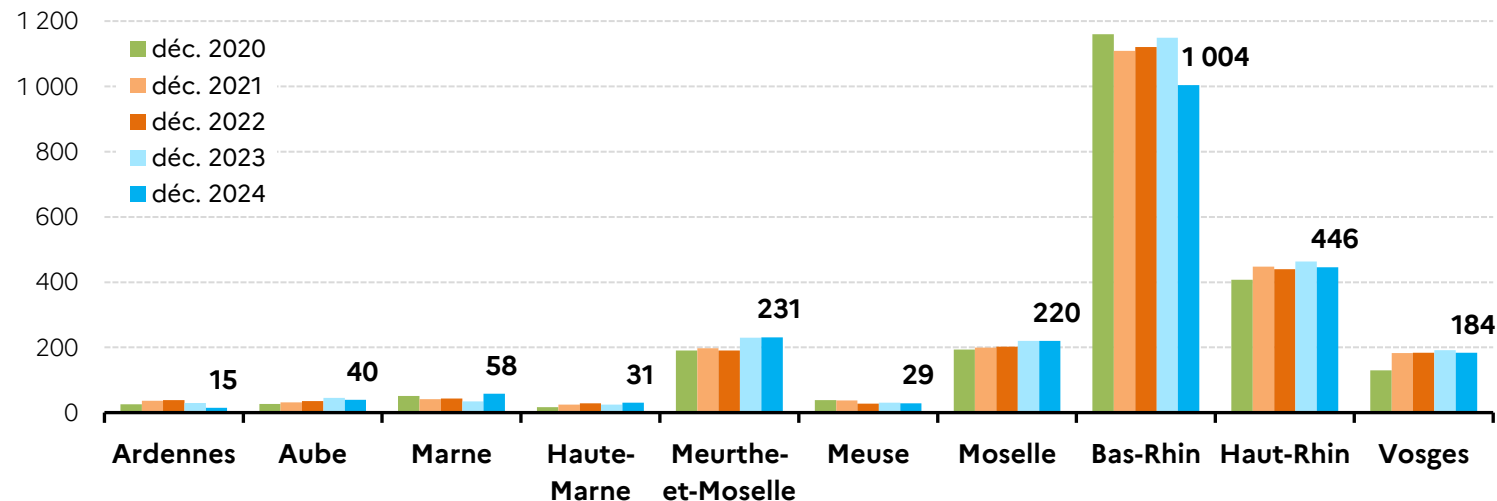
	Grand Est	France métro.
2020	19 193	140 889
2021	21 685	159 624
2022	24 081	172 239
2023	24 712	176 527
2024	25 567	178 091

Sources : ASP, Dares - PoEm - extraction du 10 août 2025

NOMBRE DE CONTRATS À DURÉE DÉTERMINÉE EN ENTREPRISE D'INSERTION (EI)

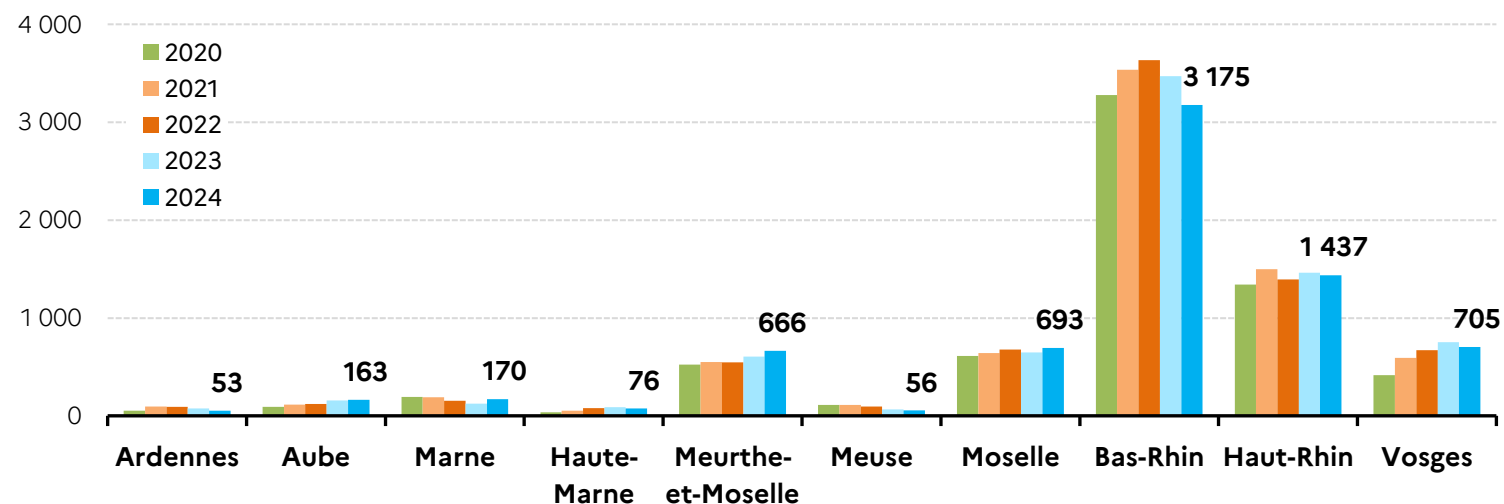
CDDI : contrat à durée déterminée d'insertion.

STOCKS (NOMBRE EN FIN D'ANNÉE)



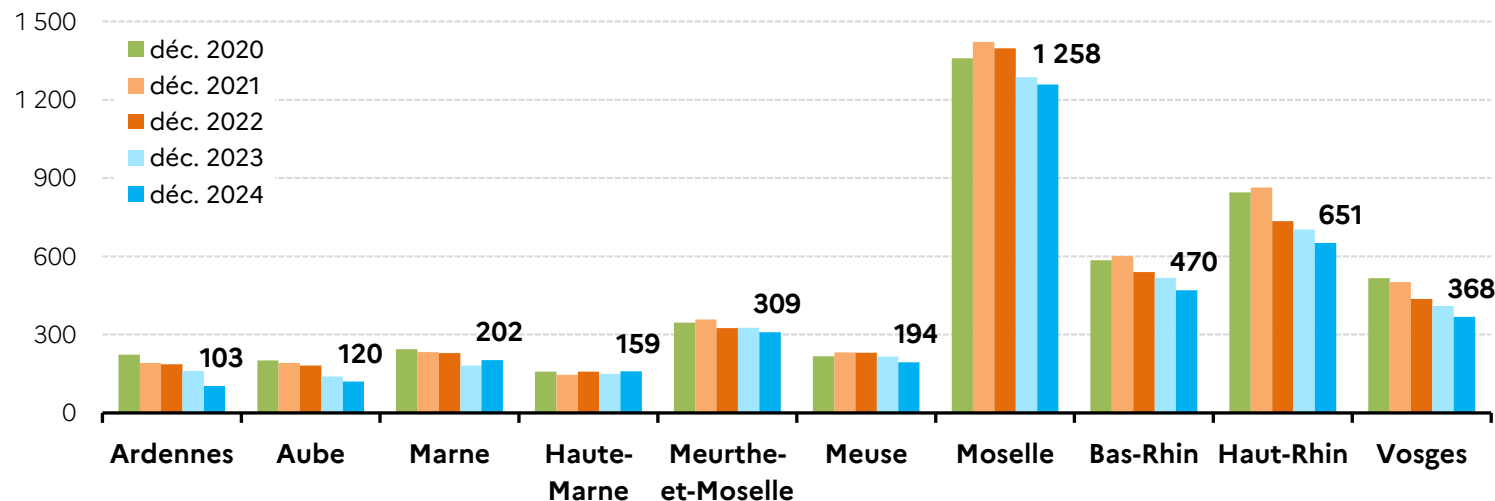
	Grand Est	France métro.
déc. 2020	2 242	16 276
déc. 2021	2 309	17 340
déc. 2022	2 313	18 353
déc. 2023	2 420	18 618
déc. 2024	2 258	18 804

ENTRÉES (CUMUL SUR L'ANNÉE)

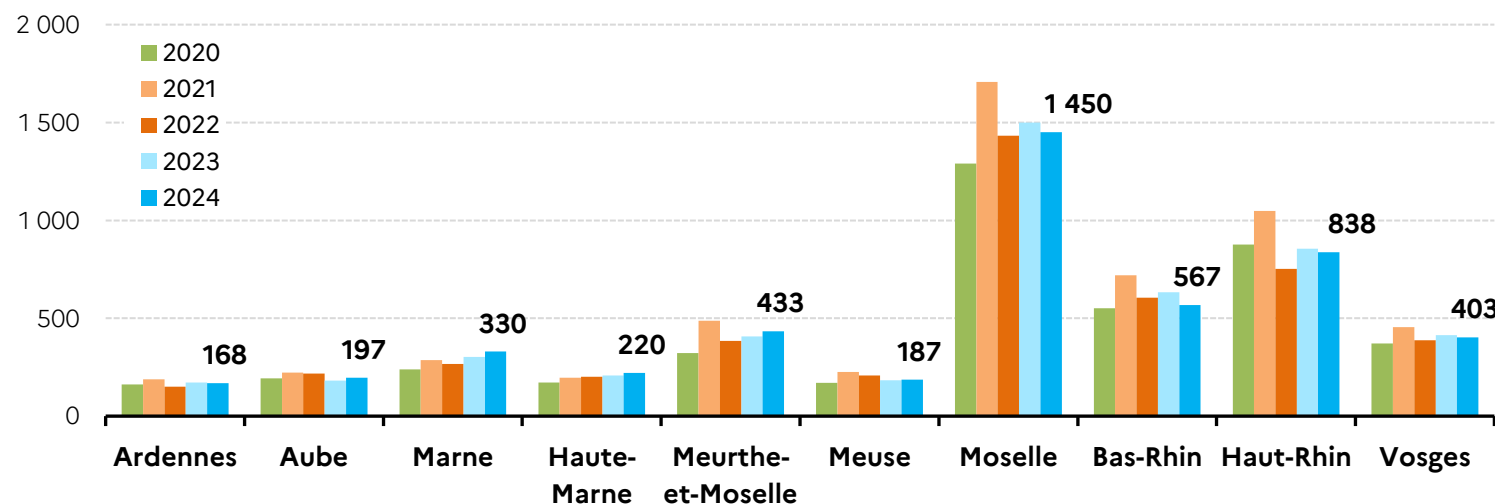


	Grand Est	France métro.
2020	6 661	41 190
2021	7 385	47 079
2022	7 471	50 314
2023	7 455	51 115
2024	7 194	51 775

Sources : ASP, Dares - PoEm - extraction du 10 août 2025

NOMBRE DE MISES À DISPOSITION PAR UNE ASSOCIATION INTERMÉDIAIRE (AI)
STOCKS (NOMBRE EN FIN D'ANNÉE)


	Grand Est	France métro.
déc. 2020	4 694	47 722
déc. 2021	4 738	45 947
déc. 2022	4 420	42 158
déc. 2023	4 091	38 895
déc. 2024	3 834	35 614

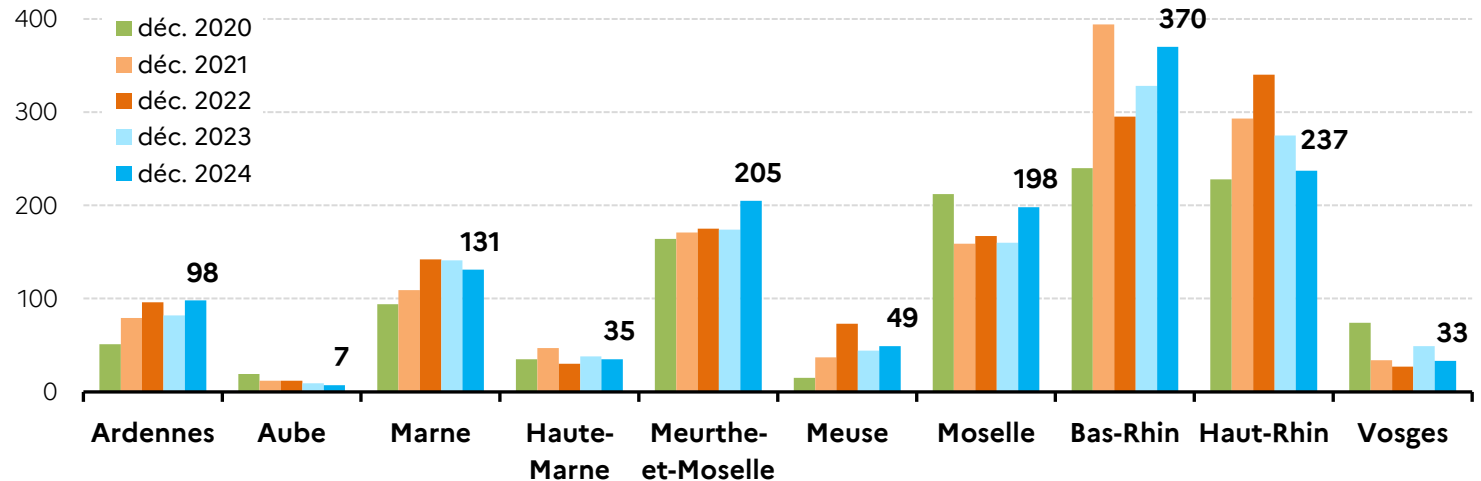
ENTRÉES (CUMUL SUR L'ANNÉE)


	Grand Est	France métro.
2020	4 346	52 608
2021	5 535	60 981
2022	4 607	47 821
2023	4 852	47 732
2024	4 793	46 037

Sources : ASP, Dares - PoEm - extraction du 10 août 2025

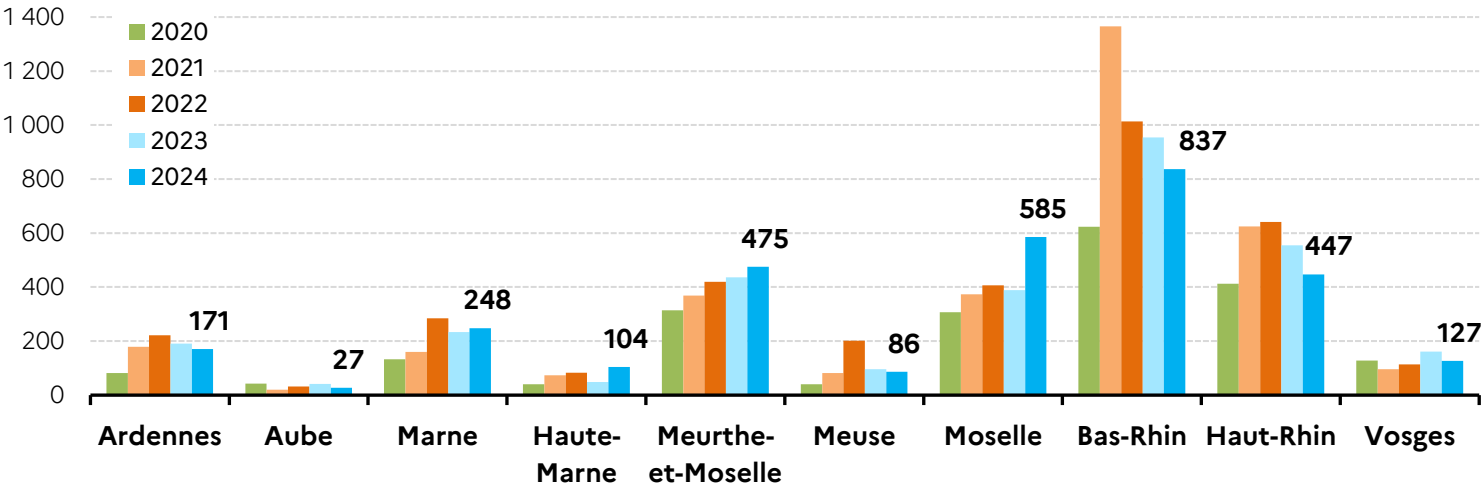
NOMBRE DE MISES À DISPOSITION PAR UNE ENTREPRISE DE TRAVAIL TEMPORAIRE D'INSERTION (ETTI)

STOCKS (NOMBRE EN FIN D'ANNÉE)



	Grand Est	France métro.
déc. 2020	1 132	13 099
déc. 2021	1 335	15 744
déc. 2022	1 357	16 578
déc. 2023	1 300	16 454
déc. 2024	1 363	16 156

ENTRÉES (CUMUL SUR L'ANNÉE)



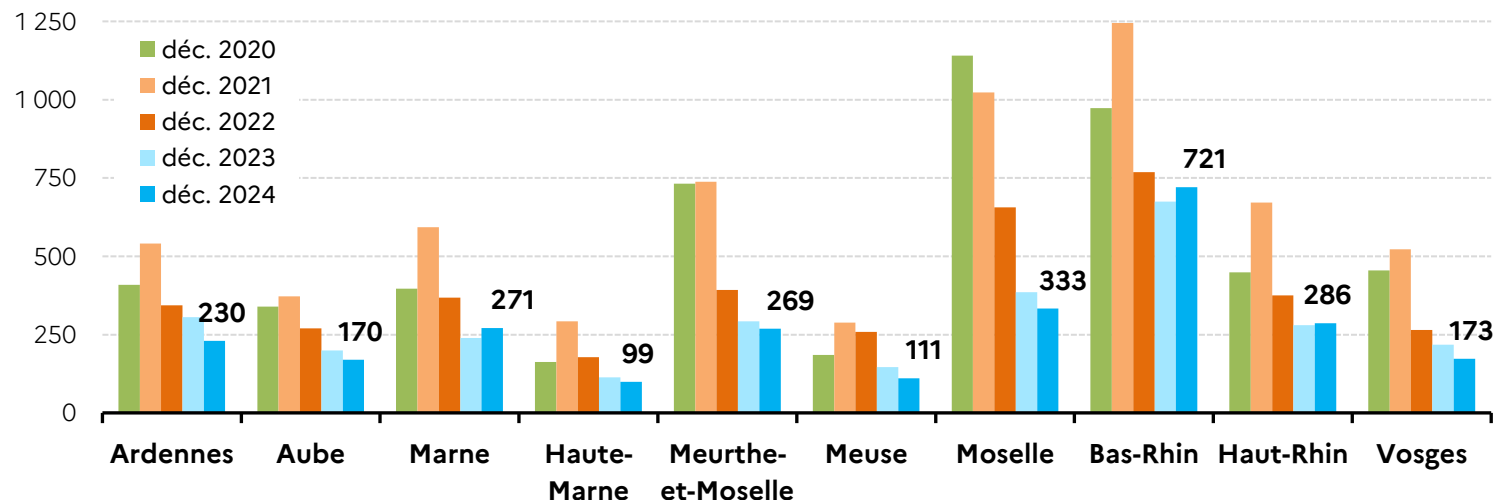
	Grand Est	France métro.
2020	2 122	21 099
2021	3 342	32 861
2022	3 414	34 919
2023	3 103	34 624
2024	3 107	32 939

Sources : ASP, Dares - PoEm - extraction du 10 août 2025

NOMBRE DE CONTRATS PARCOURS EMPLOI COMPÉTENCES (PEC)

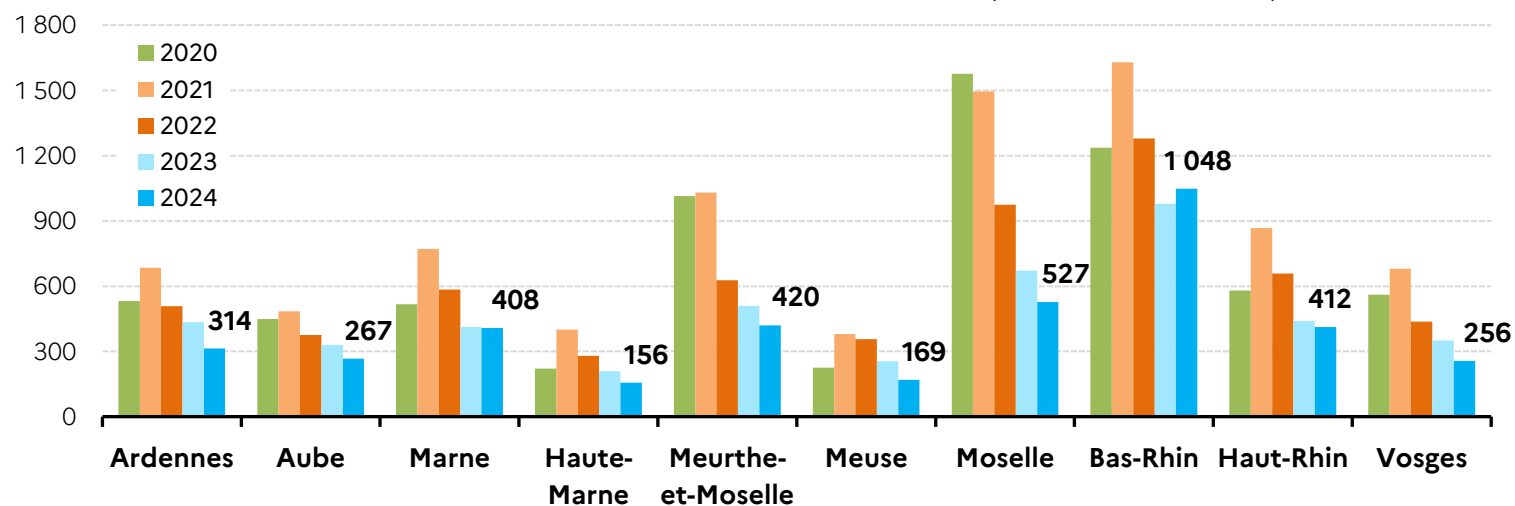
Depuis janvier 2018, les parcours emploi compétences (PEC) remplacent les CUI-CAE. Ces contrats sont recentrés sur l'accès à la formation et à l'acquisition des compétences en parallèle de la mise en situation professionnelle. Le cadre juridique est inchangé (prescription sous la forme d'un CUI-CAE), avec un taux de prise en charge moyen par l'Etat abaissé à 50 %. Seuls les employeurs respectant le triptyque emploi-formation-accompagnement pourront désormais embaucher des publics éloignés de l'emploi en PEC

STOCKS (NOMBRE EN FIN D'ANNÉE)



	Grand Est	France métro.
déc. 2020	5 244	49 241
déc. 2021	6 288	65 181
déc. 2022	3 877	36 592
déc. 2023	2 857	32 270
déc. 2024	2 663	28 483

ENTRÉES (CUMUL SUR L'ANNÉE)

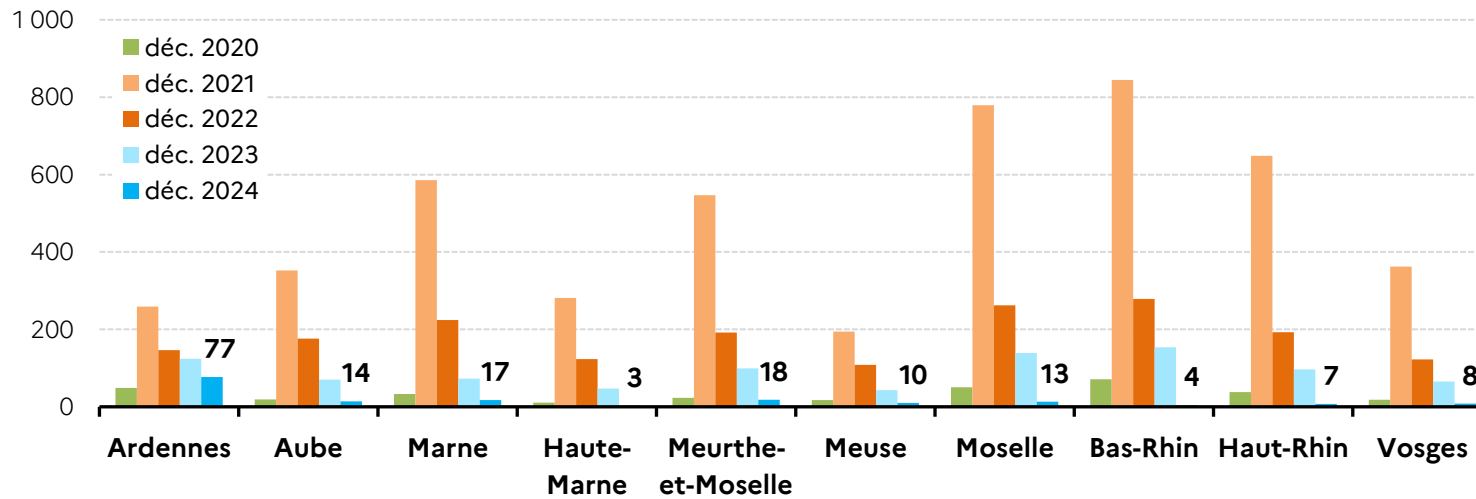


	Grand Est	France métro.
2020	6 914	60 703
2021	8 425	83 529
2022	6 082	58 585
2023	4 593	45 469
2024	3 977	39 803

Sources : ASP, Dares - PoEm - extraction du 10 août 2025

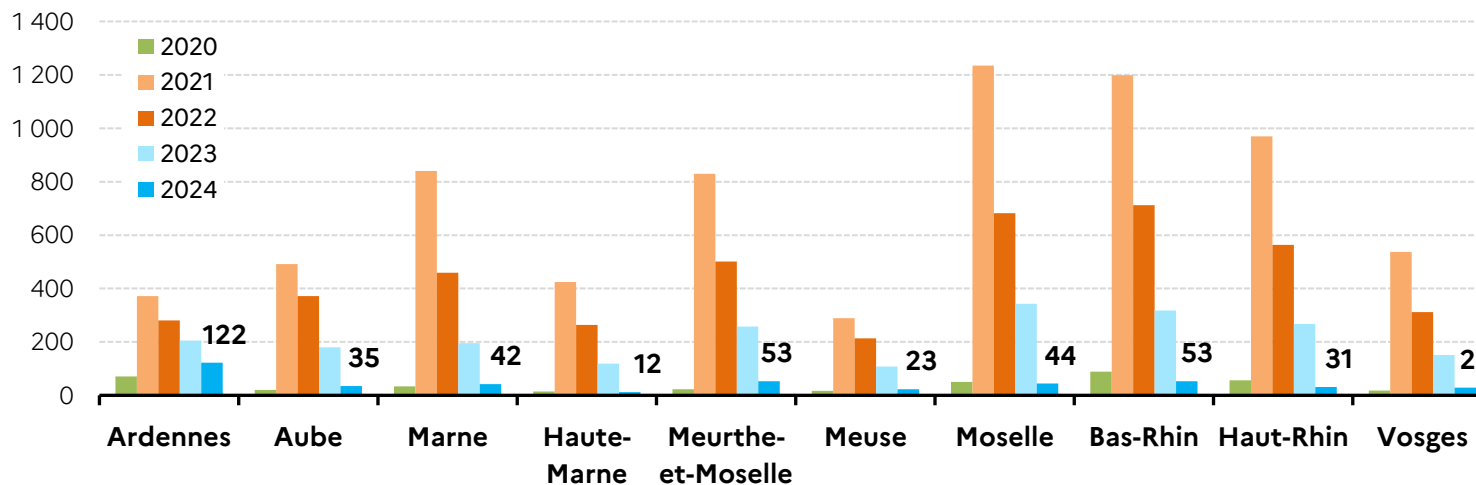
NOMBRE DE CONTRATS UNIQUE D'INSERTION / CONTRAT INITIATIVE EMPLOI (CUI-CIE)

STOCKS (NOMBRE EN FIN D'ANNÉE)



	Grand Est	France métro.
déc. 2020	329	2 548
déc. 2021	4 854	51 314
déc. 2022	1 825	18 555
déc. 2023	911	14 528
déc. 2024	171	2 820

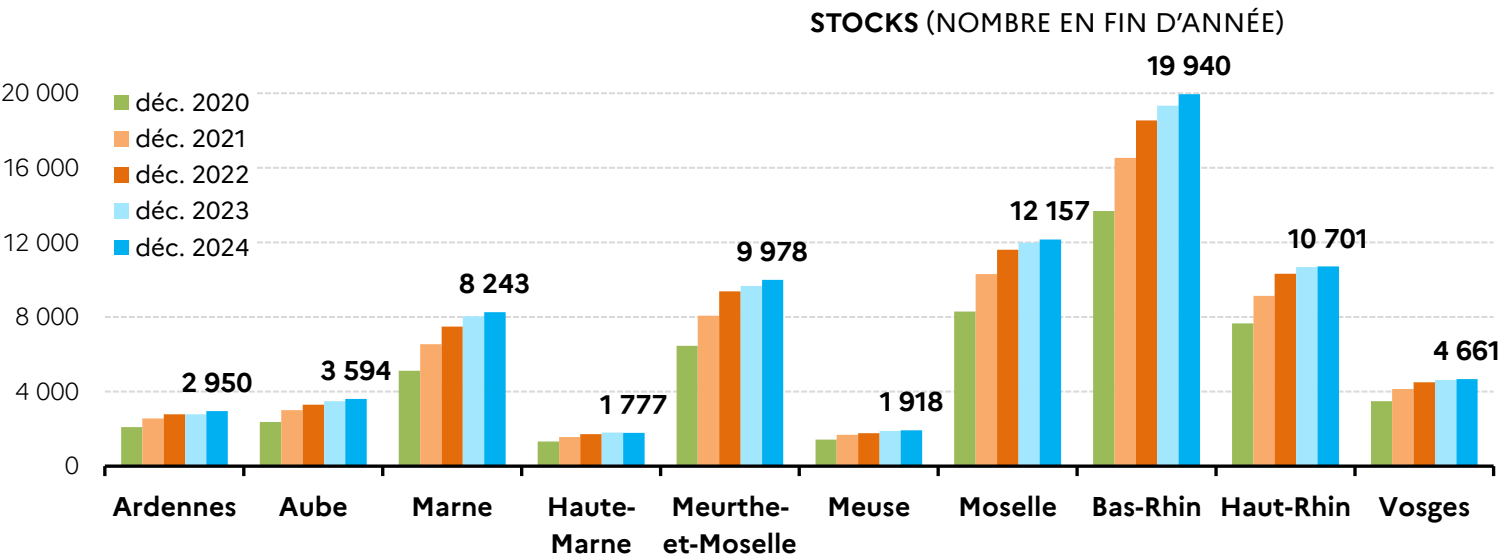
ENTRÉES (CUMUL SUR L'ANNÉE)



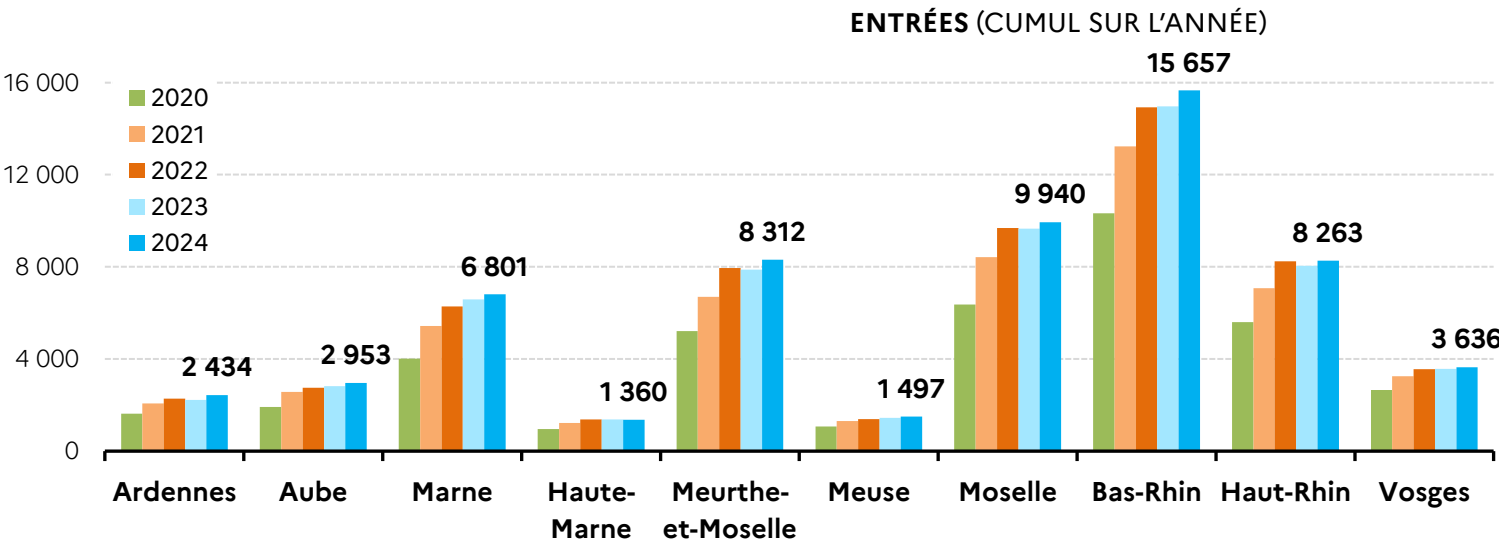
	Grand Est	France métro.
2020	393	3 044
2021	7 189	74 979
2022	4 361	44 827
2023	2 145	28 163
2024	444	9 352

Sources : ASP, Dares - PoEm - extraction du 30 septembre 2025

NOMBRE DE CONTRATS D'APPRENTISSAGE



	Grand Est	France métro.
déc. 2020	51 836	648 571
déc. 2021	63 448	837 454
déc. 2022	71 310	949 172
déc. 2023	74 203	993 164
déc. 2024	75 919	1 021 272



	Grand Est	France métro.
2020	39 706	518 378
2021	51 246	714 650
2022	58 399	812 423
2023	58 548	829 441
2024	60 853	860 683

Sources : ASP, Dares - PoEm - extraction du 10 août 2025

Pour accompagner les ménages les plus en difficultés, diverses allocations sociales existent comme le revenu de solidarité active (RSA) qui compte 136 443 allocataires dans le Grand Est. Proche du taux national, 4,9 % de la population régionale est couverte par le RSA (allocataire, conjoint et personne à charge). La disparité territoriale est importante, puisque dans les Ardennes ce taux s'élève à 6,8 % contre 4,1 % dans le Haut-Rhin. L'allocation de solidarité spécifique (ASS), à destination des demandeurs d'emploi ayant épuisé leurs droits ou aux demandeurs d'emploi de plus de 50 ans sous certaines conditions d'activité, bénéficie à 0,6 % de la population de 15 à 64, au même niveau que pour la France métropolitaine (0,6 %). Cette part atteint 1,0 % dans les Vosges. Les allocations de minimum vieillesse (ASPA et AVS) concernent, elles, 2,8 % des 60 ans et plus (contre 3,4 % au national). La prime d'activité est versée à 371 721 personnes en emploi dans le Grand Est, soit une personne en emploi sur 6.

L'aide sociale à l'enfance concerne de nombreux dispositifs d'accueil. En termes de nombre de places (hors familles d'accueil), les maisons d'enfances à caractère sociale sont le principal dispositif. Les politiques publiques

en faveur des personnes en situation de handicap ou à destination des personnes âgées sont diverses, soit via de l'aide sociale (aide à domicile, aide à l'accueil), soit via des établissements d'hébergement. Par exemple, le Grand Est comptabilise plus de 52 000 places en EHPAD.

Le droit au logement opposable (DALO) a permis à 595 ménages de trouver une solution de logement en 2023. Le surendettement, lui, touche 11 034 personnes dans le Grand Est. Les ressources mensuelles nettes sont inférieures à 1 081 € pour 43,8 % des ménages surendettés.

La part de la population régionale couverte par le RSA est identique au niveau national, avec des disparités suivant les départements du Grand Est

ALLOCATAIRES DU REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE

Le revenu de solidarité active (RSA) : le revenu de solidarité active (RSA) s'adresse depuis le 1^{er} juin 2009 en France métropolitaine et depuis le 1^{er} janvier 2011 dans les départements d'outre-mer (et le 1^{er} janvier 2012 à Mayotte) à toute personne âgée d'au moins 25 ans ou assumant la charge d'au moins un enfant né ou à naître. Depuis le 1^{er} septembre 2010 en France métropolitaine et le 1^{er} juillet 2011 dans les DOM, il a été étendu aux personnes de moins de 25 ans ayant travaillé au moins deux années au cours des trois dernières années (RSA jeune).

Le seuil du revenu garanti par le RSA est calculé en additionnant un montant forfaitaire, variable selon la composition du foyer, à une fraction (62 %) des revenus professionnels des membres du foyer. Le montant de l'allocation sera égal à la différence entre le montant maximal de RSA et la moyenne mensuelle des ressources du ménage, y compris les prestations familiales (sauf exceptions). Pour une personne seule, ce montant a été fixé à 646,52 € (au 1^{er} avril 2025).

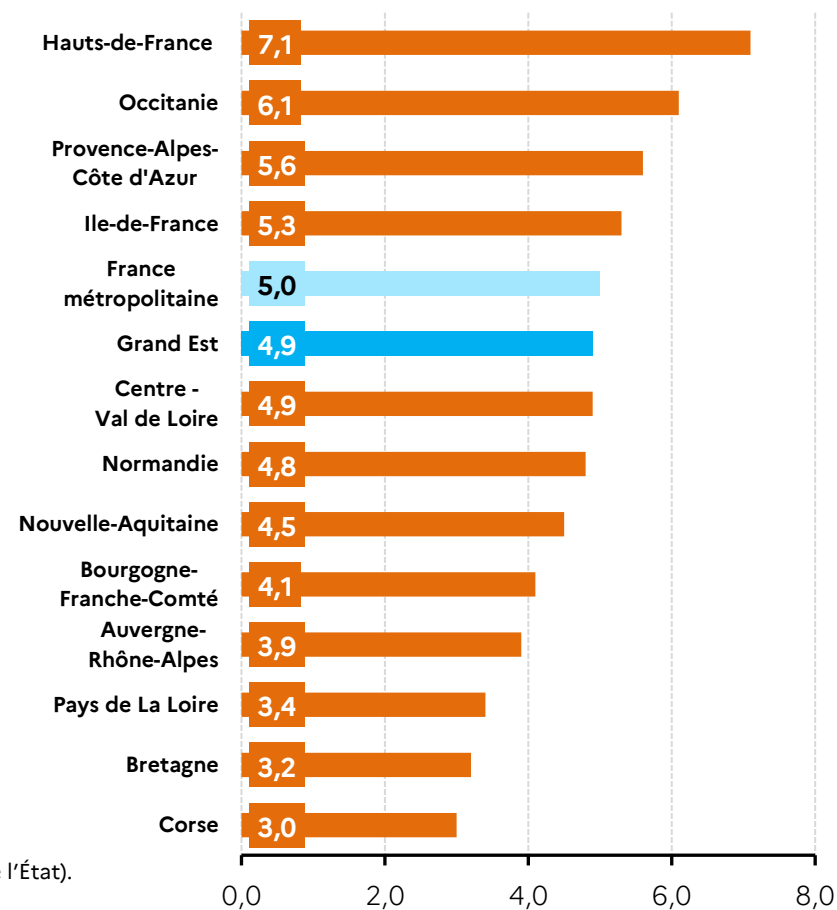
AU 31 DÉCEMBRE 2023	Allocataires du RSA	Dont :		Taux de population couverte par le RSA en % (2)
		RSA majoré	RSA non majoré (1)	
Ardenne	8 966	964	7 999	6,8
Aube	9 201	1 341	7 857	6,2
Marne	14 326	2 016	12 307	5,3
Haute-Marne	4 109	499	3 606	5,0
Meurthe-et-Moselle	20 665	2 001	18 655	5,6
Meuse	4 411	492	3 918	4,9
Moselle	24 188	2 444	21 737	4,6
Bas-Rhin	25 215	2 737	22 469	4,4
Haut-Rhin	15 218	1 718	13 498	4,1
Vosges	10 144	1 004	9 134	5,5
Grand Est	136 443	15 216	121 180	4,9
France métropolitaine	1 652 643	186 978	1 465 048	5,0

(1) Les bénéficiaires du RSA jeunes sont intégrés aux effectifs du RSA non majoré

(2) Population couverte par le RSA : l'allocataire, le conjoint et les personnes à charge. Hors « RSA jeunes » (à la charge de l'État).

Sources : Panorama statistique de la Drees - édition 2024 ; ISD : Insee, Drees, Cnaf, MSA, Estimations de population 2024 (résultats provisoires arrêtés avril 2025)

TAUX DE POPULATION COUVERTE PAR LE RSA (EN %)



Une part des allocataires de l'ASS plus importante dans les Vosges, moindre dans le Bas-Rhin

ALLOCATION DE SOLIDARITÉ SPÉCIFIQUE

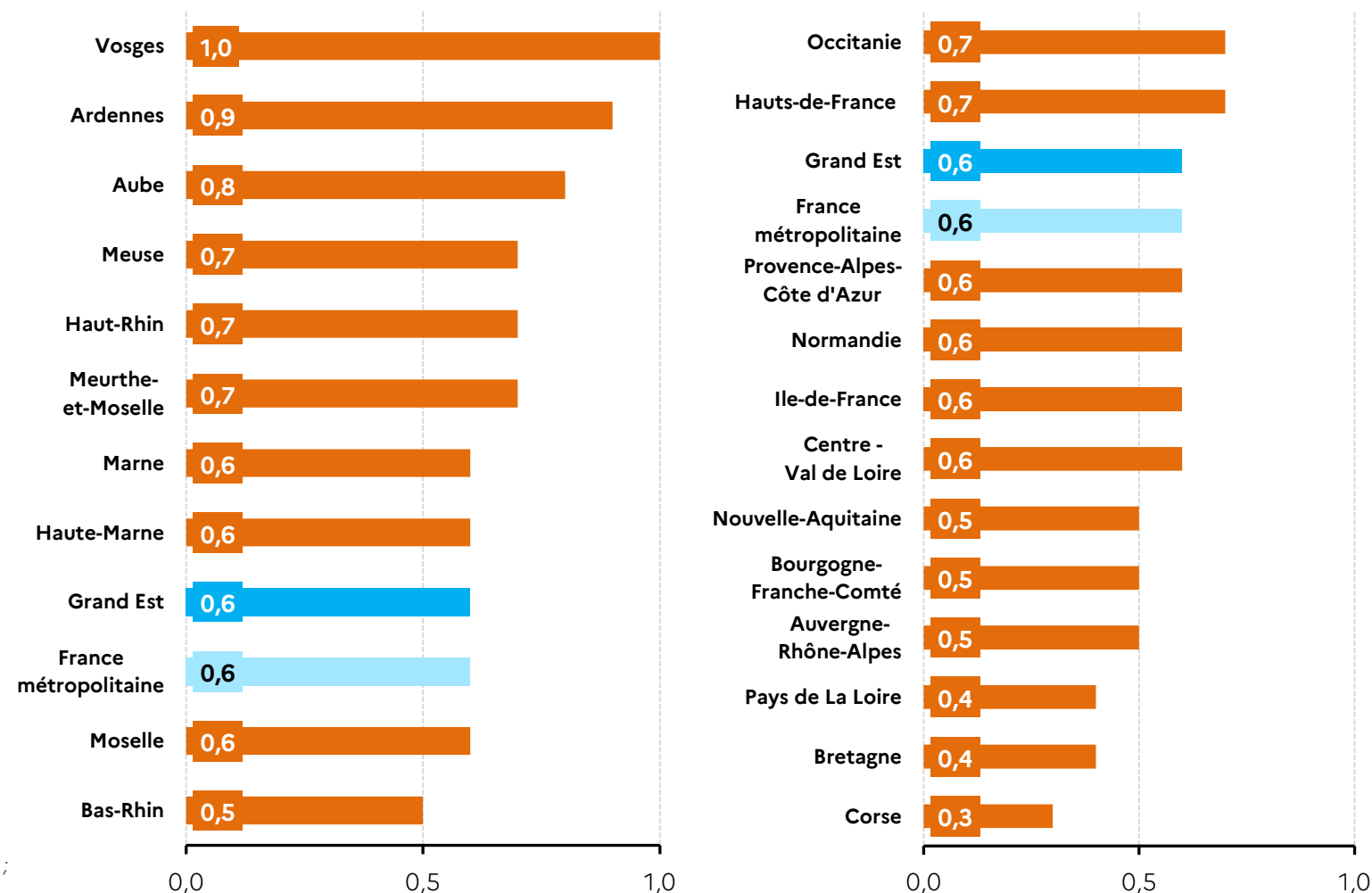
L'allocation de solidarité spécifique (ASS) : Instituée en 1984, l'ASS est une allocation chômage s'adressant aux chômeurs ayant épuisé leurs droits à l'assurance chômage ou aux demandeurs d'emploi âgés de 50 ans ou plus, et qui justifient d'au moins cinq années d'activité salariée au cours des dix dernières années précédant la rupture de leur contrat de travail.

Pour une personne seule sans emploi, le montant mensuel de l'ASS peut s'élever jusqu'à 579,90 € (condition : ressources inférieure à 1 353,10 €).

AU 31 DÉCEMBRE 2023

	Nombre d'allocataires de l'ASS
Ardennes	1 495
Aube	1 556
Marne	2 191
Haute-Marne	582
Meurthe-et-Moselle	3 016
Meuse	749
Moselle	3 626
Bas-Rhin	3 422
Haut-Rhin	3 218
Vosges	2 052
Grand Est	21 907
France métropolitaine	227 641

ALLOCATAIRES DE L'ASS POUR 100 PERSONNES DE 15 À 64 ANS



Sources : Panorama statistique de la Drees - édition 2024 ;
 ISD : Insee, Drees, France Travail

Une part moindre des allocataires de minimum vieillesse dans le Grand Est

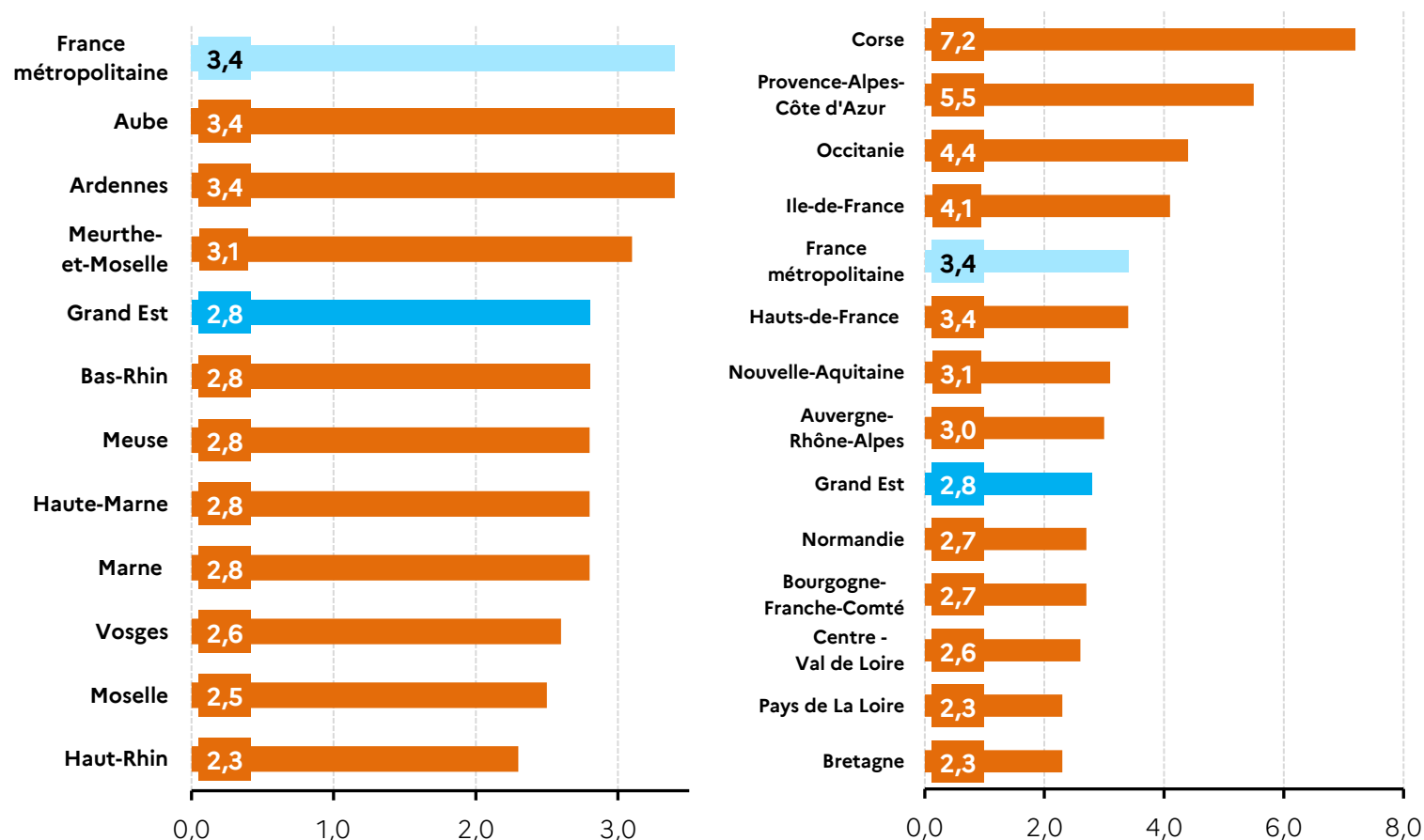
ALLOCATIONS DU MINIMUM VIEILLESSE (ASV ET ASPA)

L'allocation supplémentaire vieillesse (ASV) a été créée en 1956 et l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) est entrée en vigueur en 2007 suite à la réforme du minimum vieillesse. L'ASV continue d'être versée aux personnes qui en bénéficiaient avant cette réforme. Ces allocations sont destinées aux personnes âgées d'au moins 65 ans (ou ayant atteint l'âge minimum de départ à la retraite en cas d'incapacité au travail) qui disposent de ressources inférieures au seuil du minimum vieillesse. Elles sont versées par les caisses de retraite ou par le service de l'allocation de solidarité aux personnes âgées et financées par le Fonds de solidarité vieillesse. Pour une personne seule, le montant maximum attribué par mois est de 916,78 (soit 11 001,44 € maximum par an). Le montant qui est attribué est égal à la différence entre le montant maximum par mois de l'Aspa (916,78 €) et le montant des revenus.

AU 31 DÉCEMBRE 2022

	Nombre d'allocataires ASV et ASPA
Ardennes	2 732
Aube	3 089
Marne	4 313
Haute-Marne	1 607
Meurthe-et-Moselle	6 010
Meuse	1 631
Moselle	7 312
Bas-Rhin	8 511
Haut-Rhin	5 056
Vosges	3 123
Grand Est	43 384
France métropolitaine	626 932

ALLOCATAIRES DE L'ASV ET DE L'ASPA POUR 100 PERSONNES DE 60 ANS ET PLUS



Sources : Panorama statistique de la Drees - édition 2023 : estimation Drees, FSV (Fonds solidarité Vieillesse) et enquête Drees auprès de la caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV), du régime social des indépendants (RSI), de la MSA, de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), de l'établissement national des invalides de la marine (ENIM), de la société nationale des chemins de fer (SNCF), de la caisse d'assurance vieillesse, invalidité et maladie des cultes (CAVIMAC) pour la France (idem édition 2024)

1 personne en emploi sur 6 touche la prime d'activité dans le Grand Est

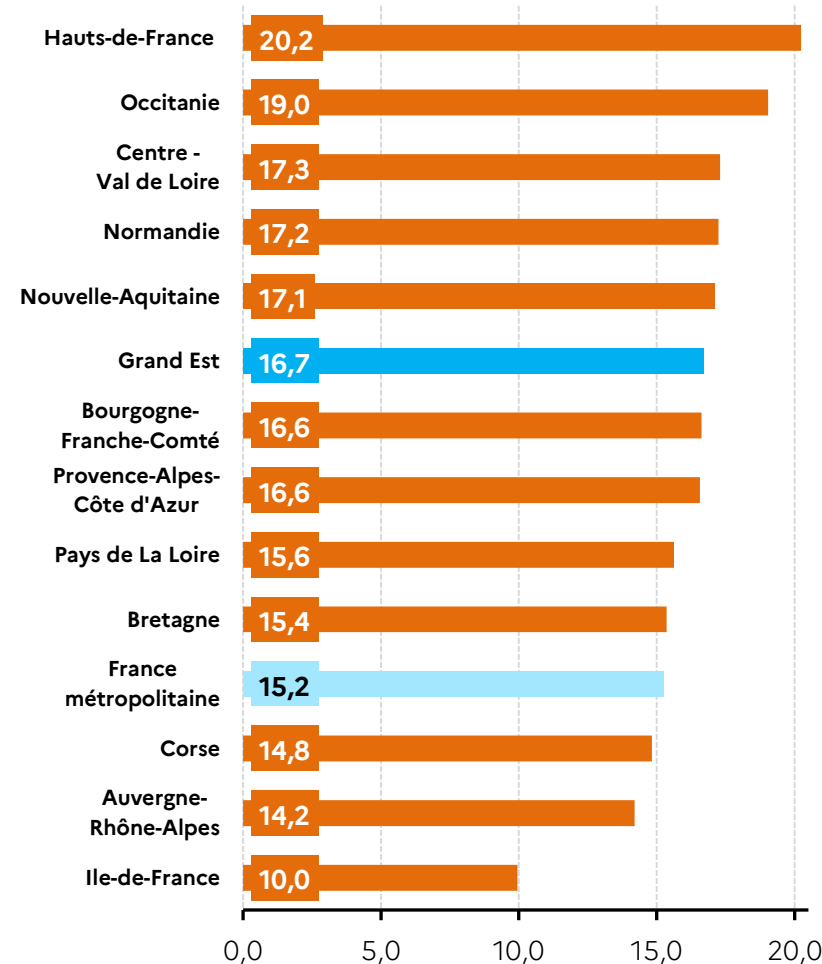
PRIME D'ACTIVITÉ

La prime d'activité a pour objet d'inciter les travailleurs (salariés ou non salariés) aux ressources modestes, à exercer ou reprendre une activité professionnelle et à soutenir leur pouvoir d'achat. Il faut avoir plus de 18 ans pour prétendre à cette aide sociale.

AU 31 DÉCEMBRE 2023	Allocataires de la prime d'activité au 31/12/2023 (1)	Dont :		Nombre d'allocataires rapportés sur la population en emploi (%)
		Prime d'activité majorée	Prime d'activité non majorée	
Ardennes	20 354	935	19 419	21,8
Aube	23 774	1 296	22 478	20,2
Marne	43 401	2 061	41 340	17,1
Haute-Marne	12 155	623	11 532	17,4
Meurthe-et-Moselle	51 247	2 091	49 156	18,4
Meuse	11 765	563	11 202	18,5
Moselle	60 562	2 392	58 170	16,2
Bas-Rhin	76 749	2 918	73 831	14,3
Haut-Rhin	44 850	1 807	43 043	15,0
Vosges	26 864	1 252	25 612	19,0
Grand Est	371 721	15 938	355 783	16,7
France métropolitaine	4 511 660	204 757	4 306 903	15,2

(1) Les données portant sur les allocataires relevant des Caf sont établies selon le territoire de gestion des Caf et non selon le lieu de résidence

NOMBRE D'ALLOCATAIRES RAPPORTÉS SUR LA POPULATION EN EMPLOI (%)



Sources : Panorama statistique de la Drees - édition 2024 ; ISD : Insee, Drees, Cnaf, MSA, Emploi en 2023

Comme en France métropolitaine, les maisons d'enfants à caractère social sont le principal dispositif d'accueil de protection de l'enfance en termes de nombre de places

AIDE SOCIALE À L'ENFANCE

	Ardennes	Aube	Marne	Haute-Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Vosges	Grand Est	France métro.
PROTECTION DE L'ENFANCE AU 31 DÉCEMBRE 2023												
Nombre de places d'accueil mère-enfant	0	27	24	6	69	25	91	85	172	23	522	5 785
Nombre de places en pouponnières à caractère social	0	0	0	0	72	31	0	0	51	0	154	943
Nombre de places en foyers de l'enfance	139	426	132	0	384	61	430	217	81	78	1 948	15 109
Nombre de places en maisons d'enfants à caractère social	559	242	640	282	769	282	1 356	1 535	850	699	7 214	80 265
Nombre de places en structures intermédiaires de placement social	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	377
Nombre de places en lieux de vie et d'accueil	0	0	10	20	62	17	16	45	31	75	276	3 850
Nombre de places en villages d'enfants	0	50	0	0	51	75	66	42	0	0	284	2 293
Nombre de places en établissement d'aide sociale à l'enfance pour 1000 jeunes de 0 à 20 ans	11,1	9,6	5,9	8,6	7,9	12,3	8,2	7,0	6,7	11,4	8,0	6,8
Nombre de places en centres de placement familial socio éducatif	0	100	0	0	99	0	0	107	25	0	331	11 714

AIDE SOCIALE À L'ENFANCE AU 31 DÉCEMBRE 2023

Nombre d'enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance	1 268	1 145	1 972	867	2 321	856	2 443	3 169	2 451	1 212	17 704	198 243
<i>Dont mesures judiciaires de placements</i>	1 052	884	1 708	703	1 735	686	2 020	2 637	2 025	915	14 365	153 523
Nombre de placements directs par un juge	82	96	180	71	361	76	315	253	188	229	1 851	15 629
Nombre d'actions éducatives à domicile (AED)	188	219	185	97	482	228	189	897	422	394	3 301	49 780
Nombre d'actions éducatives en milieu ouvert (AEMO)	678	599	1 253	327	1 831	525	1 955	1 486	1 524	914	11 092	119 095
Nombre de mesures d'ASE (mesures de placements et actions éducatives) en % des 0-20 ans (<i>Indicateurs sociaux départementaux</i>)	3,5	2,7	2,6	3,8	2,8	4,2	2,0	2,1	2,6	3,6	2,6	2,4

Sources : Drees, Finess, enquête Aide sociale ; Drees ; Insee, Estimation de population 2024 (résultats provisoires arrêtés début 2025)

Un taux d'équipement en établissements d'hébergement pour adultes handicapés variable suivant les départements et les catégories d'établissement

AIDE SOCIALE AUX PERSONNES HANDICAPÉES

AU 31 DÉCEMBRE 2023	Ardennes	Aube	Marne	Haute-Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Vosges	Grand Est	France métro.
Aide sociale aux personnes handicapées (1)	3 143	3 080	4 955	2 240	7 131	1 678	7 638	10 092	7 690	3 778	51 425	612 841
<i>Dont aide à domicile (PCH, ACTP à domicile, aides ménagères)</i>	2 426	2 146	3 355	1 460	5 827	1 225	5 779	6 855	5 047	2 759	36 879	447 965
<i>Dont aide à l'accueil (ACTP en établissement, aides à l'hébergement en établissement ou chez des particuliers, accueil de jour)</i>	717	934	1 600	780	1 304	453	1 859	3 237	2 643	1 019	14 546	164 876

(1) Il s'agit d'un nombre d'aides sociales et non d'individus : une même personne peut être comptabilisée plusieurs fois si elle bénéficie de plusieurs types d'aide

TAUX D'ÉQUIPEMENT EN ÉTABLISSEMENTS D'HÉBERGEMENT POUR ADULTES HANDICAPÉS PAR CATÉGORIE D'ÉTABLISSEMENT : PLACES POUR 1 000 HABITANTS DE 20 À 59 ANS

AU 31 DÉCEMBRE 2023	Ardennes	Aube	Marne	Haute-Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Vosges	Grand Est	France métro.
Taux d'équipement en places d'accueil spécialisé pour adultes handicapés	1,5	0,9	1,1	1,8	1,4	2,0	1,4	0,8	1,2	1,6	1,2	1,1
Taux d'équipement en places d'accueil médicalisé pour adultes handicapés	1,4	0,9	1,1	1,3	1,1	1,2	0,9	1,2	1,0	1,0	1,1	1,2
Taux d'équipement en places dans les foyers de vie (inclut les foyers occupationnels)	1,2	2,6	2,0	2,6	2,2	4,0	0,9	1,2	2,9	2,8	1,9	2,8
Taux d'équipement en places dans les établissements et service d'aide par le travail (ESAT)	5,2	4,3	4,3	5,9	4,4	5,4	4,5	3,2	3,9	5,3	4,2	3,6

CAPACITÉ D'ACCUEIL POUR ENFANTS ET ADOLESCENTS HANDICAPÉS SELON LA CATÉGORIE D'ÉTABLISSEMENT : PLACES POUR 1 000 HABITANTS DE MOINS DE 20 ANS

AU 31 DÉCEMBRE 2023	Ardennes	Aube	Marne	Haute-Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Vosges	Grand Est	France métro.
Taux d'équipement en places dans les établissements pour enfants handicapés (hors SESSAD, CMPP, CAMSP, jardins d'enfants spécialisés et places d'accueil temporaire) (1)	13,4	8,5	8,1	14,2	12,0	10,6	9,3	8,4	11,6	9,7	10,0	7,5
Taux d'équipement en places dans les SESSAD	5,3	2,7	3,1	5,6	3,3	4,2	3,1	2,1	1,3	3,2	2,9	3,3

(1) Y compris accueil temporaire

Sources : Panorama statistique de la Drees - édition 2024 : Drees, enquête aide sociale 2023, Finess ; Insee, estimation de population 2024 (résultats provisoires arrêtés début 2025)

La capacité d'accueil pour 1 000 personnes de 75 ans et plus est légèrement supérieure dans le Grand Est par rapport à la France métropolitaine

AIDE SOCIALE AUX PERSONNES ÂGÉES

BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE SOCIALE DÉPARTEMENTALE

AU 31 DÉCEMBRE 2023	Ardennes	Aube	Marne	Haute-Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Vosges	Grand Est	France métro.
Aide sociale aux personnes âgées	9 647	7 643	9 388	4 041	13 874	4 542	22 422	21 070	14 559	8 330	115 516	1 456 482
<i>Dont aide à domicile (APA à domicile, aides ménagères)</i>	6 649	3 883	3 286	2 011	6 635	2 137	12 639	10 774	7 169	3 200	58 383	798 294
<i>Dont aide à l'accueil (APA en établissement, aide sociale à l'hébergement en établissement ou chez des particuliers)</i>	2 998	3 760	6 102	2 030	7 239	2 405	9 783	10 296	7 390	5 130	57 133	658 188

CAPACITÉ D'ACCUEIL POUR LES PERSONNES ÂGÉES SELON LA CATÉGORIE D'ÉTABLISSEMENT

AU 31 DÉCEMBRE 2023	Ardennes	Aube	Marne	Haute-Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Vosges	Grand Est	France métro.
Nombre de places en EHPAD	2 473	3 546	5 339	2 114	6 493	2 116	8 723	9 320	6 825	5 463	52 412	610 420
Nombre de places en résidence autonomie	322	382	2 370	233	2 273	387	2 273	1 025	1 581	397	11 243	119 764
Nombre de lits en USDL	128	130	240	107	411	140	495	631	427	169	2 878	28 906
Nombre de places en centre de jour pour personnes âgées	10	16	0	0	37	12	0	73	182	0	330	3 839
Nombre de places dans les autres établissements pour personnes âgées	24	0	24	0	10	24	50	122	150	34	438	5 356
Nombre de places en SSIAD et SPASAD	639	663	998	469	1 388	557	1 769	1 355	1 337	837	10 012	125 121

TAUX D'ÉQUIPEMENT EN NOMBRE DE PLACES POUR 1 000 HABITANTS DE 75 ANS ET PLUS

AU 31 DÉCEMBRE 2023	Ardennes	Aube	Marne	Haute-Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Vosges	Grand Est	France métro.
Taux d'équipement en places dans les EHPAD	87,2	102,7	93,6	95,8	90,9	102,0	86,0	87,4	87,9	124,9	93,0	88,2
Taux d'équipement en places dans les structures non EHPAD	16,7	14,8	46,2	15,4	37,7	26,6	27,8	16,7	27,8	13,7	25,8	22,3
Taux d'équip. en places dans les centres de jour pour personnes âgées	0,4	0,5	0,0	0,0	0,5	0,6	0,0	0,7	2,3	0,0	0,6	0,6
Taux d'équip. en places dans les services de soins infirmiers à domicile	22,5	19,2	17,5	21,3	19,4	26,9	17,4	12,7	17,2	19,1	17,8	18,1

EHPAD : établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes - **USDL** : unité de soins de longue durée - **SSIAD** : services de soins infirmiers à domicile - **SPASAD** : services polyvalents d'aide et de soins à domicile

Sources : Panorama statistique de la Drees - édition 2024 : Drees, enquête aide sociale 2023, Finess, SAE, ISD

Plus de situations de surendettement dans la Haute-Marne et les Vosges / Légèrement moins d'expulsions locatives pour 1000 ménages dans le Grand Est

SURENDETTEMENT DES MÉNAGES

ANNÉE 2024	Ardennes	Aube	Marne	Haute-Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Vosges	Grand Est	France métro.
Situations soumises aux secrétariats des commissions de surendettement	631	709	1 401	478	1 604	415	1 583	1 763	1 518	932	11 034	134 803
Personnes surendettées	746	822	1 642	573	1 854	502	1 873	2 055	1 793	1 102	12 962	142 320
Situations de surendettement pour 100 000 habitants	285	274	299	334	261	275	179	179	236	309	236	245
Endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés	14 655 €	16 237 €	15 489 €	14 935 €	16 578 €	15 358 €	16 967 €	18 120 €	16 897 €	13 871 €	16 245 €	17 447 €
Part (en %) des ménages surendettés dont les ressources mensuelles nettes sont inférieures à 1 081 €	44,6	44,0	43,4	48,3	43,7	42,9	40,4	40,4	46,1	50,1	43,8	41,7

PRÉCARITÉ DE LOGEMENT

Dettes relatives à des impayés d'énergie dans les dossiers de surendettement en 2024	Ardennes	Aube	Marne	Haute-Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Vosges	Grand Est	France métro.
Nombre de dossiers de surendettement avec impayés d'énergie	219	261	495	181	598	183	494	612	577	358	3 978	41 643
Part des dossiers avec impayés d'énergie parmi l'ensemble des dossiers de surendettement (en %)	42,1	42,2	42,6	43,2	44,0	52,3	39,1	41,8	44,4	44,2	42,9	38,0
Part des dettes liées à des impayés d'énergie dans l'ensemble des dettes (en %)	2,1	2,3	1,9	2,0	2,2	2,4	1,7	2,0	2,2	2,1	2,1	1,5

Sources : Panorama statistique de la Drees - édition 2024 : Banque de France, enquête typologique 2024

Le nombre de recours sur le droit au logement opposable réduit dans le Grand Est

DROIT AU LOGEMENT OPPOSABLE

ANNÉE 2023

	Grand Est	France métropolitaine
Nombre de recours "logement" reçus	1 899	106 366
Nombre de décisions "logement" prises (1)	1 863	105 575
<i>Dont nombre de décisions favorables logement (prioritaires et urgents)</i>	595	35 238
Nombre de bénéficiaires relogés suite offre	324	21 048
Nombre de refus d'offre adaptée	82	833
Total de bénéficiaires logés ou ayant refusé ou n'étant plus à reloger	488	24 979
Nombre de recours "hébergement" reçus	73	8 309
Nombre de décisions "hébergement" prises (1)	67	8 088
<i>Dont nombre de décisions favorables (prioritaires et devant être accueillis + recours "logement" réorientés "hébergement")</i>	33	4 969
Nombre de bénéficiaires accueillis suite proposition	13	378
Nombre de refus de proposition adaptée	0	0
Total de bénéficiaires accueillis ou ayant refusé ou n'étant plus à accueillir	30	846
Nombre de recours reçus	1 972	114 675
Nombre de décisions prises (1)	1 930	113 663
<i>Dont nombre de décisions favorables</i>	628	40 207
Nombre de bénéficiaires logés / accueillis suite offre / proposition	337	21 426
Nombre de refus d'offre / proposition adaptée	82	833
Total de bénéficiaires logés / accueillis ou ayant refusé ou n'étant plus à loger / accueillir	518	25 825

(1) Le nombre de décisions prises peut excéder le nombre de demande reçues en raison du traitement des demandes de l'année précédente.

Source : Panorama statistique de la Drees - édition 2024 : Infocentre Dalo (outil national du Ministère de la cohésion des territoires)

En 2024, les échanges commerciaux français enregistrent un léger recul, avec des exportations atteignant près de 580 milliards d'euros et des importations autour de 685 milliards d'euros.

En 2024, la région Grand Est a représenté 11,7 % des exportations nationales (à égalité avec les Hauts-de-France) et 9,3 % des importations. Les exportations régionales se sont élevées à 67 666 millions d'euros, contre 63 530 millions d'euros d'importations, générant ainsi un solde commercial positif de 4 136 millions d'euros. Dans le Grand Est, entre 2023 et 2024, les importations diminuent davantage que les exportations, conduisant à une hausse du solde commercial. En 2024, la région se classe 2^e en termes de solde exportations / importations, derrière l'Occitanie (11 797 millions d'euros) et devant la Bourgogne-Franche-Comté (1 372 millions d'euros).

Au niveau départemental, les départements les plus importants en export sont le Bas-Rhin (33,2 % des exportations régionales), le Haut-Rhin (19,0 %) et la Moselle (17,9 %). Pour les importations, le Bas-Rhin (35,7 %), le Haut-Rhin (22,3 %) et la Moselle (16,5 %) arrivent également en tête. Toutefois, le bilan départemental du

solde commercial est contrasté : le Bas-Rhin et le Haut-Rhin affichent un déficit (respectivement -219 et -1 301 millions d'euros), tandis que la Marne, la Moselle, les Ardennes et les Vosges enregistrent un solde excédentaire supérieur à 600 millions d'euros.

En matière de partenaires commerciaux, l'Allemagne, la Belgique et l'Italie restent les 3 principaux pays partenaires du Grand Est, alors qu'au niveau national, le trio de tête est composé de l'Allemagne, des États-Unis et de la Chine. L'exportation de boissons constitue la principale source d'excédent commercial du Grand Est. Le poids des équipements automobiles et celui des produits de la construction automobile dans les exportations sont supérieurs dans le Grand Est par rapport au niveau national.

Le Grand Est arrive en deuxième position en termes de balance commerciale

POSITIONNEMENT DU GRAND EST PARMİ LES RÉGIONS FRANÇAISES

ANNÉE 2024 (SELON L'ORDRE DÉCROISSANT DU SOLDE EXPORTATIONS - IMPORTATIONS)	Exportations		Importations		Solde (en millions d'€)
	Valeur en € (en millions)	Part (en %)	Valeur en € (en millions)	Part (en %)	
Occitanie	49 454	8,5	37 657	5,5	11 797
Grand Est	67 666	11,7	63 530	9,3	4 136
Bourgogne - Franche-Comté	21 324	3,7	19 952	2,9	1 372
Centre-Val de Loire	26 916	4,6	26 667	3,9	249
Corse	62	0,0	489	0,1	-427
Nouvelle-Aquitaine	26 637	4,6	27 636	4,0	-998
Bretagne	12 275	2,1	13 902	2,0	-1 627
Auvergne - Rhône-Alpes	71 310	12,3	76 307	11,1	-4 997
DOM	315	0,1	6 608	1,0	-6 294
Pays de la Loire	27 075	4,7	34 137	5,0	-7 062
Normandie	38 692	6,7	49 839	7,3	-11 146
Hauts-de-France	68 032	11,7	85 793	12,5	-17 761
Provence-Alpes-Côte d'Azur	28 012	4,8	50 110	7,3	-22 099
Ile-de-France	141 666	24,4	192 187	28,1	-50 521
France entière	579 437	100,0	684 816	100,0	-105 379

La somme des valeurs peut être différente du total du fait des arrondis

La nature des opérations comptabilisées :

Les statistiques du commerce extérieur français sont établies selon la méthode dite du « commerce spécial ». Cela signifie que seules sont comptabilisées les marchandises entrant ou sortant réellement de l'économie nationale.

Les importations comptabilisent :

- les marchandises entrant directement dans les circuits de l'économie nationale (destinées à la consommation intérieure directe ou pour ouvrage) ;
- les marchandises retirées d'entrepôts douaniers pour être mises à la consommation ;
- les marchandises originaires d'un pays hors Union européenne mises en libre pratique (acquiescement des droits de douane et respect des normes) sur le territoire national.

Les exportations comprennent les exportations de marchandises d'origine nationale, c'est-à-dire de marchandises produites ou fabriquées entièrement ou en partie dans le pays, ainsi que les réexportations de marchandises étrangères après ouvrage en France ou après mise en libre pratique.

Les opérations exclues :

Sont exclus des statistiques notamment :

- les réparations, l'admission temporaire, l'avitaillement, le placement en entrepôt sous douane de marchandises autres que le pétrole, le transit ... ;
- les flux relatifs à certaines marchandises telles que le matériel militaire, l'or monétaire, les moyens de paiement et les valeurs ayant cours légal, les véhicules lanceurs de véhicules spatiaux ;
- les exportations (resp. importations) intracommunautaires d'opérateurs non soumis à l'obligation déclarative statistique pour ces échanges (opérateurs dont le cumul annuel des expéditions-ventes (resp. acquisitions-achats) aux partenaires de l'UE - est inférieur au seuil de 460 000 euros).

Valeur :

Pour la détermination de la valeur statistique de chaque marchandise, la notion retenue est celle de valeur marchande du bien plutôt que la valeur transactionnelle (le prix effectivement payé ou à payer). Cette valeur n'intègre pas le montant des impositions éventuelles liées aux échanges extérieurs (droits de douanes, TVA, restitutions, taxes à l'exportation, accises, ...).

Pour le commerce extérieur de la France, la valeur des échanges est prise en compte au passage de la frontière. Cette comptabilisation est dite CAF/FAB : pour les importations coût, assurance et fret compris jusqu'à notre frontière nationale, pour les exportations, franco à bord à notre frontière. La valeur des échanges est exprimée en euros.

Source : Douanes, chiffres en valeur du commerce extérieur, année 2024

Nature des données : données CAF/FAB (pour les importations coût, assurance et fret compris jusqu'à la frontière nationale, pour les exportations, franco à bord à la frontière) hors matériel militaire

L'excédent commercial du Grand Est provient essentiellement de la Marne et de la Moselle, tandis que le Haut-Rhin, la Meurthe-et-Moselle et le Bas-Rhin restent déficitaires

LE COMMERCE EXTÉRIEUR SELON LES DÉPARTEMENTS

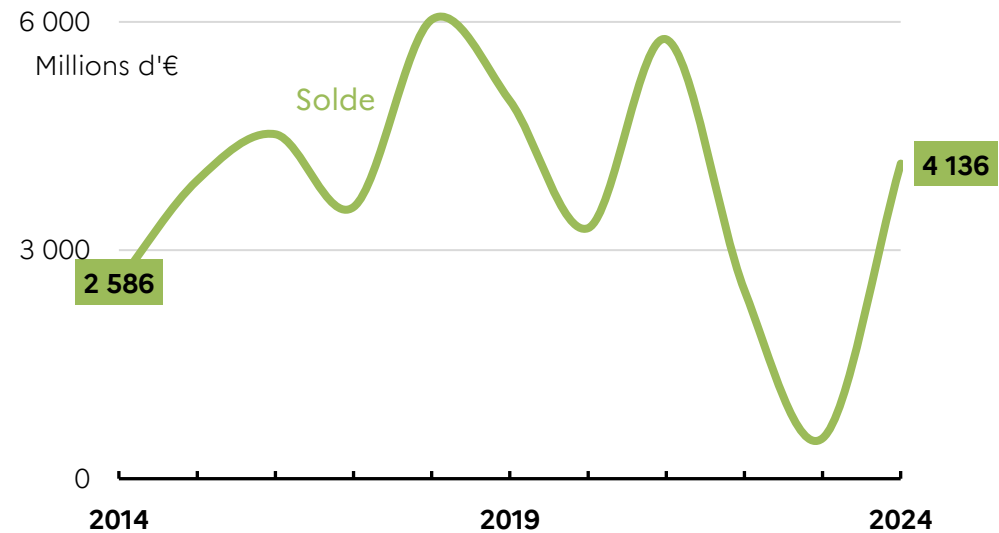
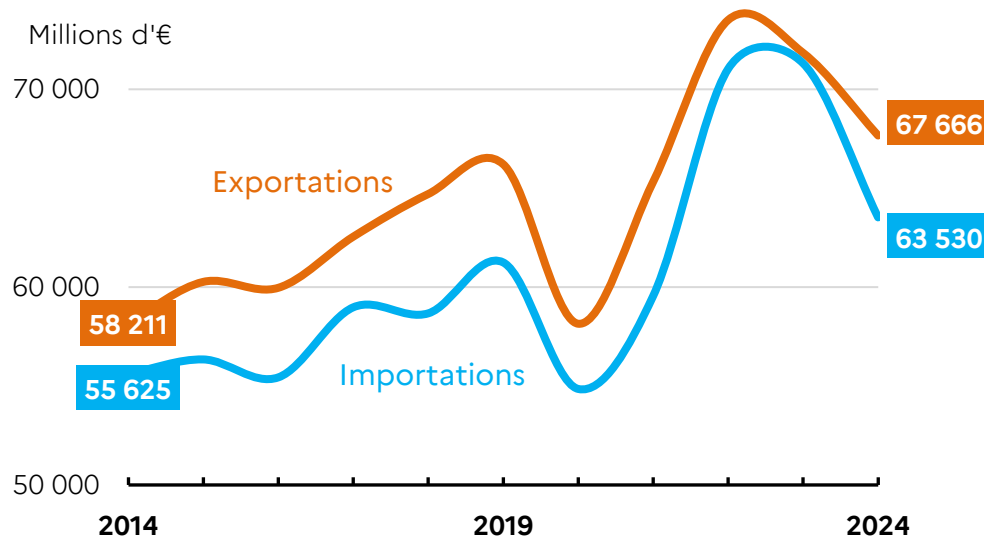
ANNÉE 2024 (SELON L'ORDRE DÉCROISSANT DU SOLDE EXPORTATIONS - IMPORTATIONS)	Exportations		Importations		Solde (en millions d'€)
	Valeur en € (en millions)	Part (en %)	Valeur en € (en millions)	Part (en %)	
Marne	8 106	12,0	5 641	8,9	2 465
Moselle	12 127	17,9	10 452	16,5	1 675
Ardennes	2 212	3,3	1 401	2,2	811
Vosges	2 907	4,3	2 277	3,6	629
Haute-Marne	1 307	1,9	1 023	1,6	283
Aube	1 822	2,7	1 697	2,7	125
Meuse	1 341	2,0	1 260	2,0	80
Bas-Rhin	22 473	33,2	22 692	35,7	-219
Meurthe-et-Moselle	2 534	3,7	2 947	4,6	-413
Haut-Rhin	12 838	19,0	14 140	22,3	-1 301
Grand Est	67 666	100,0	63 530	100,0	4 136

Source : Douanes, chiffres en valeur du commerce extérieur, année 2024

Nature des données : données CAF/FAB (pour les importations coût, assurance et fret compris jusqu'à la frontière nationale, pour les exportations, franco à bord à la frontière) hors matériel militaire

Le Grand Est enregistre un excédent commercial de 4,1 milliards €

ÉVOLUTION DES CHIFFRES DU COMMERCE EXTÉRIEUR



EN MILLIONS D'€

		2014	2023	2024	Taux de croissance annuel moyen, période 2014-2024 (en %)	Évolution 2023-2024 (en %)
Grand Est	Exportations	58 211	71 844	67 666	1,7	-5,8
	Importations	55 625	71 314	63 530	1,5	-10,9
	Solde	2 586	529	4 136		
France entière	Exportations	428 510	590 039	579 437	3,4	-1,8
	Importations	502 378	718 835	684 816	3,5	-4,7
	Solde	-73 868	-128 796	-105 379		

Source : Douanes, chiffres en valeur du commerce extérieur, année 2024

Nature des données : données CAF/FAB (pour les importations coût, assurance et fret compris jusqu'à la frontière nationale, pour les exportations, franco à bord à la frontière) hors matériel militaire

Les trois principaux pays partenaires du Grand Est restent l'Allemagne, la Belgique et l'Italie

LES 15 PRINCIPAUX PAYS PARTENAIRES

(SELON L'ORDRE DÉCROISSANT DU VOLUME DES ÉCHANGES EXPORTATIONS + IMPORTATIONS)

EN MILLIONS D'€		2023			2024			Rang 2024 du pays sur l'ensemble de la France *
		Exportations	Importations	Solde	Exportations	Importations	Solde	
1	Allemagne	18 074	18 758	-683	15 847	16 975	-1 128	1
2	Belgique	4 937	4 856	81	4 703	4 557	145	5
3	Italie	5 821	4 560	1 260	4 839	4 380	458	4
4	Etats-Unis d'Amérique	5 125	3 524	1 600	5 051	3 271	1 779	2
5	Espagne	4 879	3 324	1 554	4 513	2 933	1 579	6
6	Suisse	3 153	3 255	-102	3 391	3 470	-78	9
7	Pays-Bas	3 623	2 536	1 086	3 448	2 641	806	8
8	Royaume-Uni	3 766	2 170	1 595	3 677	1 850	1 826	7
9	Chine	1 415	4 464	-3 049	1 366	4 138	-2 771	3
10	Pologne	2 354	2 114	239	2 201	1 902	299	10
11	Autriche	1 264	1 033	230	1 503	1 180	322	nc
12	République tchèque	918	1 348	-430	866	1 138	-271	13
13	Suède	883	1 390	-507	791	1 017	-225	19
14	Slovaquie	901	1 011	-109	684	999	-315	nc
15	Turquie	761	901	-140	732	796	-63	11
Ensemble des 15 premiers pays		57 879	55 252	2 626	53 619	51 255	2 363	
Autres pays		13 964	16 061	-2 097	14 046	12 274	1 771	
Ensemble		71 843	71 314	529	67 665	63 530	4 135	

* Palmarès cumulé de juin 2024 à mai 2025 ; la somme des valeurs peut être différente du total du fait des arrondis ; nc : non communiqué

Source : Douanes, chiffres en valeur du commerce extérieur, année 2024

Nature des données : données CAF/FAB (pour les importations coût, assurance et fret compris jusqu'à la frontière nationale, pour les exportations, franco à bord à la frontière) hors matériel militaire

L'excédent commercial de la région est avant tout porté par l'exportation de boissons

LES 20 PRINCIPAUX PRODUITS ÉCHANGÉS

(SELON L'ORDRE DÉCROISSANT DU VOLUME DES ÉCHANGES EXPORTATIONS + IMPORTATIONS)

EN MILLIONS D'€		2023			2024			Rang 2024 du produit sur l'ensemble de la France *
		Exportations	Importations	Solde	Exportations	Importations	Solde	
1	Produits pharmaceutiques de base et préparations pharmaceutiques	6 102	9 112	-3 010	5 945	5 754	191	3
2	Machines et équipements d'usage général	5 876	5 258	618	6 095	4 737	1 357	4
3	Véhicules automobiles ; carrosseries automobiles ; remorques et semi-remorques	6 319	5 987	332	5 126	5 691	-564	2
4	Produits chimiques, engrais, plastiques et caoutchouc synthétique	4 007	4 623	-616	4 052	4 220	-167	5
5	Équipements automobiles	3 802	4 217	-414	3 442	3 436	6	11
6	Autres équipements électriques	3 919	3 624	295	3 476	3 386	90	6
7	Boissons	5 824	638	5 185	5 683	576	5 106	20
8	Produits sidérurgiques et de première transformation de l'acier	2 626	2 850	-224	2 400	2 463	-63	19
9	Autres produits chimiques, fibres artificielles ou synthétiques	2 285	2 223	62	2 176	2 390	-214	8
10	Métaux précieux et autres métaux non ferreux communs	1 892	1 884	7	1 853	1 989	-136	15
11	Produits en plastique	1 832	2 035	-202	1 803	1 996	-193	18
12	Instruments de mesure, d'essai et de navigation ; horlogerie	2 067	1 645	422	2 030	1 626	403	nc
13	Coutellerie, outillage, quincaillerie et autres ouvrages en métaux	1 370	2 296	-926	1 364	2 192	-827	17
14	Autres machines d'usage spécifique	2 196	1 444	751	1 810	1 191	619	nc
15	Articles d'habillement	1 195	1 899	-703	992	1 647	-654	9
16	Produits de l'agriculture et de la chasse	1 909	487	1 422	1 795	480	1 314	12
17	Autres produits alimentaires	1 140	1 128	11	1 026	1 138	-111	16
18	Instruments et fournitures à usage médical et dentaire	902	1 293	-390	886	1 247	-360	nc
19	Pâte à papier, papier et carton	992	995	-3	990	1 066	-76	nc
20	Articles de joaillerie et bijouterie ; instruments de musique	1 314	567	747	1 250	575	674	nc
Ensemble des 20 premiers produits		57 578	54 214	3 364	54 204	47 810	6 394	
Autres produits		14 265	17 100	-2 835	13 461	15 719	-2 258	
Ensemble		71 843	71 314	529	67 665	63 530	4 135	

* Palmarès cumulé de juin 2024 à mai 2025 ; la somme des valeurs peut être différente du total du fait des arrondis ; nc : non communiqué

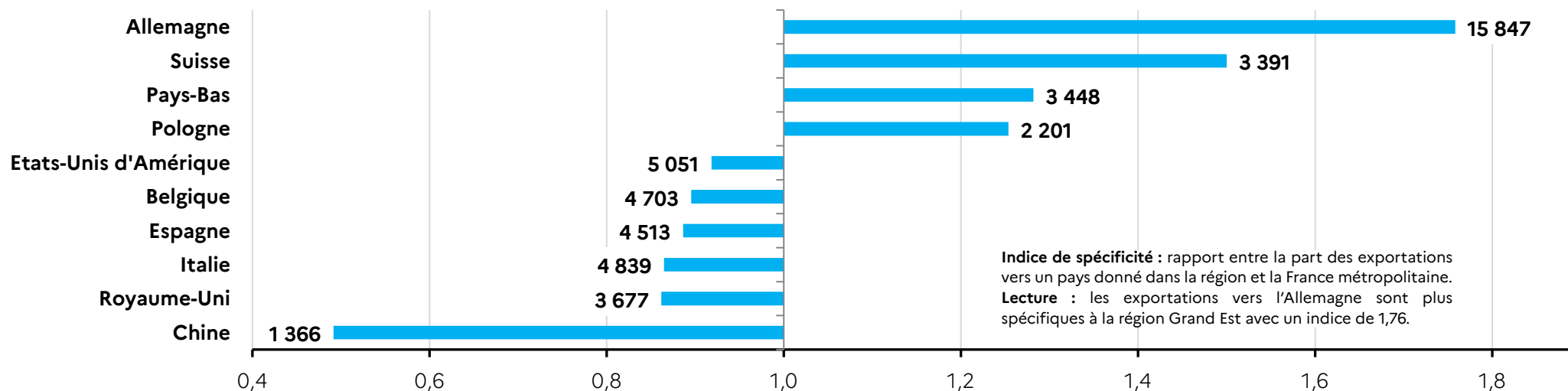
Source : Douanes, chiffres en valeur du commerce extérieur, année 2024

Nature des données : données CAF/FAB (pour les importations coût, assurance et fret compris jusqu'à la frontière nationale, pour les exportations, franco à bord à la frontière) hors matériel militaire

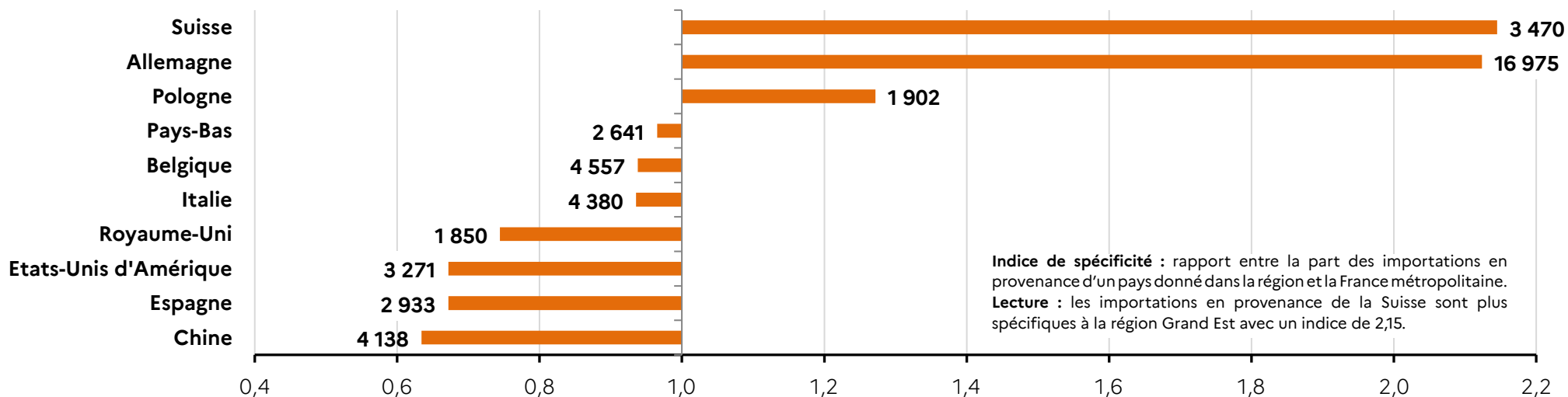
Des flux commerciaux avec l'Allemagne plus élevés qu'à l'échelle nationale

SPÉCIFICITÉ (GRAND EST / FRANCE MÉTROPOLITAINE) ET MONTANTS (EN MILLIONS D'€) DES ÉCHANGES SELON LES PAYS

EXPORTATIONS



IMPORTATIONS

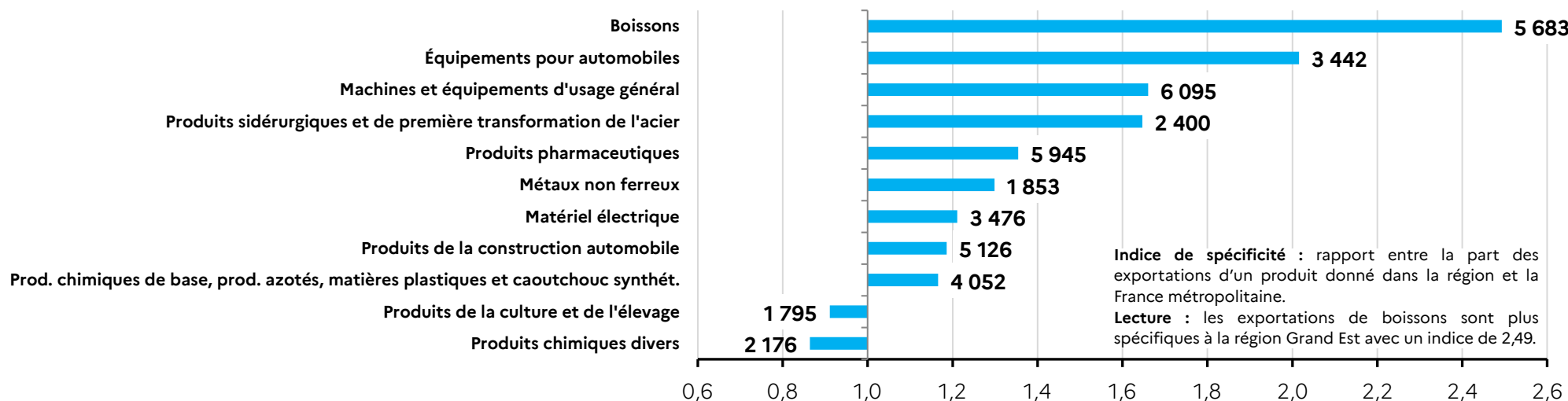


Source : Douanes, chiffres en valeur du commerce extérieur, année 2024 / Champ : Pays ayant une représentation minimale des exportations / importations de 2 % pour le Grand Est et la France

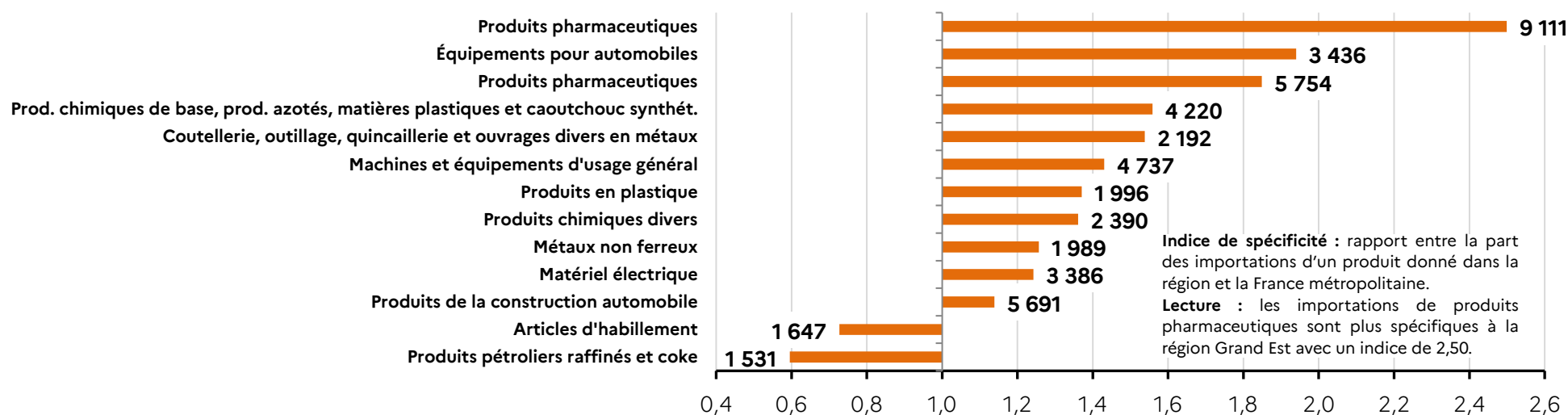
Le poids des équipements automobiles dans les échanges commerciaux (importations et exportations) nettement supérieur à celui observé au niveau national

SPÉCIFICITÉ (GRAND EST / FRANCE MÉTROPOLITAINE) ET MONTANTS (EN MILLIONS D'€) DES ÉCHANGES SELON LES PRODUITS

EXPORTATIONS



IMPORTATIONS



Source : Douanes, chiffres en valeur du commerce extérieur, année 2024 / Champ : Produits ayant une représentation minimale des exportations / importations de 2 % pour le Grand Est et la France



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités

sese

PORTRAIT^{DE} TERRITOIRES



Portrait de territoires 2025- Grand Est

Directrice de la publication : **Angélique ALBERTI**

Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est

6 rue Hirn - 67 000 STRASBOURG

Service études statistiques et évaluation - Indicateurs octobre 2025 - ISSN 2556-6199

Réalisation Dreetts Grand Est